

LE MONDE

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA
Belgique : 1900 F
Canada : 2,25 \$ C
C.F.A. : 900 F CFA
Espagne : 270 P
E.U. : 2,50 \$ US
Gr.-Bret. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3 500 lire
Maroc : 14,50 dir.
P.-Bas : 3,00 FF
Sénégal : 900 F CFA
Suisse : 3,80 FS
Tunisie : 1 700 m
Abonnements : voir tarif page 13

diplomatie

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

N° 399 - 34^e année

JUIN 1987

Le Brésil
à la recherche
d'une politique économique

(Pages 8 à 10.)

PENSÉE SANS OBJET, SOCIÉTÉ SANS PROJET?

Des politiques malades de leur culture

Par CLAUDE JULIEN

« La pensée bourgeoise est de la pensée morte. Cette mort, en France du moins, n'a jamais été plus vivante. »
Julien Benda (1).

LES grincements n'y changeront rien : devant nous s'ouvre un avenir souriant. Malgré son déficit commercial et un taux d'inflation très supérieur à celui de l'Allemagne, la France sera dans cinq ans la première puissance économique d'Europe — c'est M. Jacques Chirac qui l'annonce. La « masse incompressible » de deux millions et demi de chômeurs s'étant révélée expansible, M. Séguin prévoit maintenant trois millions de sans-emploi, mais nul ne saurait lui faire argument pour désespérer car, grâce au succès des privatisations, le « capitalisme populaire » prend son essor annonciateur de lendemains qui chantent. Imprégnée de « fondisme » et de « provincialisme », la télévision française « est bien la pire » en matière d'estime Mme Christine Ockrent qui va maintenant montrer de quoi elle est capable pour assurer ce qu'elle appelle modestement la « rayonnement d'une culture (2) ».

En fait, il importe peu que la production industrielle, l'emploi et la culture se portent mal. Il suffit de croire et de faire croire qu'ils se portent bien. Car, dans nos sociétés déboussolées, la réalité ne se mesure que partiellement à l'aune des faits concrets, vérifiables. Elle se définit aussi, et peut-être d'abord, dans les têtes, dans la manière dont chacun la perçoit. Alors que, aux beaux temps de l'expansion, les mécontents et les frustrés ne se comptaient plus, la « crise » connaît surtout des gens satisfaits d'avoir un emploi ou sagement résignés à n'en pas avoir. La situation de fait a changé, mais le regard porté sur elle s'est encore plus

radicalement modifié. Inquiétant décalage, les comportements seraient-ils moins déterminés par le réel que par l'image que chacun s'en fait ? Ce serait le signe d'une désastreuse crise de culture.

Bénéfiques ou désastreux, les phénomènes économiques et sociaux ne s'apparentent nullement à des cataclysmes naturels. Ils sont le produit de décisions humaines, inspirées par un ensemble de connaissances, une vision du monde, une hiérarchie des valeurs, une échelle des priorités — bref, par une culture plus ou moins bien adaptée aux défis du temps que l'on vit (3). Le propre de l'homme est de vouloir tracer

sa route, de récuser toute notion de fatalité (voir page 20 l'article d'Albert Jacquard). C'est cette libre détermination qui lui a permis de remporter tant de victoires sur la maladie, la souffrance, la pauvreté. Pour qu'il jette le gant, il faut que d'autres l'aient convaincu, et qu'il se soit lui-même laissé persuader, qu'il n'y a rien d'autre à faire. Tel est le rôle des propagandes, de la désinformation ou, tout simplement, de la non-information (4), arts anciens mais qui, dans la société médiatique actuelle, disposent de moyens formidables. Ces moyens modèlent l'état d'esprit public, transformant une culture pour la rendre plus ou moins apte à capter et interpréter correctement le réel.

L'effondrement d'une « élite »

TOUTE crise — et pas seulement les crises économiques — git dans la tête des gens. Le procès Barbie nous rappelle opportunément que le plus grand schisme politique que l'Allemagne et la France aient connu depuis un demi-siècle prit naissance dans l'esprit public, dans une culture en proie au doute.

Pourquoi, en France, un seul préfet, Jean Moulin, choisit-il alors la Résistance ? Pourquoi aucun ambassadeur ne rallia-t-il de Gaulle dès 1940 ? Pourquoi, à une seule exception près, tous les magistrats prêtèrent-ils serment à Pétain ? Pourquoi, alors qu'elle possédait en bien propre pouvoir, culture et argent, toute une « élite » s'effondra-t-elle dans l'attentisme à moins qu'elle n'ait sombré dans la collaboration ?

Comme l'a justement noté un témoin-acteur aussi peu contestable

que Claude Bourdet, « une classe sociale tout entière était plus ou moins imprégnée » de « l'état d'esprit » qu'elle reconnaissait dans le régime de Vichy. Telle est bien la raison, essentiellement intellectuelle, pour laquelle « il y a eu si peu de résistance dans l'armature politique, administrative, militaire et économique de la société ». Toute une culture fut emportée par l'événement, au point que quantité d'« écrivains, hommes de lettres, intellectuels en général » fournirent à Vichy et à la collaboration une vibrante cohorte de thuriféraires.

(Lire la suite page 20.)

(1) Julien Benda, *Appositions*, Gallimard, Paris 1930, p. 27.

(2) « Débâcles », par Christine Ockrent, *Le Monde*, 6 mai 1987.

(3) Pour examiner de plus près deux exemples de l'influence que la climat culturel exerce sur la marche de l'économie, voir Michio Morishima, *Capitalisme et confucianisme, Technologie occidentale et éthique japonaise*, Flammarion, Paris, 1986, et Martin J. Winans, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit 1950-1980*, Falmer Books, Harmondsworth, 1985.

(4) Cf. « L'art de la désinformation », *Le Monde diplomatique*, mai 1987.

LE REVERS DU MODÈLE BRITANNIQUE

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel

Appelés aux urnes le 11 juin, les électeurs britanniques vont se prononcer sur la poursuite de l'expérience de néolibéralisme militant que M^{me} Margaret Thatcher mène depuis huit ans et qu'elle entend bien poursuivre durant cinq années supplémentaires.

Alors qu'une personne sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté officiel — deux fois plus que lors de son arrivée au pouvoir, — on pourrait s'attendre que la « dame de fer » soit massivement désavouée. Rien n'est moins sûr. Car, en Grande-Bretagne comme ailleurs, il faut compter avec le désarroi des esprits devant l'ampleur et les effets d'une crise qui n'est pas seulement économique, mais aussi culturelle et morale. De surcroît, le mode de scrutin et la division de l'opposition ont permis aux conservateurs de gouverner depuis 1979 avec une confortable majorité au Parlement alors qu'ils recueillent moins de 45 % des suffrages.

Au-delà des résultats économiques, c'est la déchirure du tissu social, le rejet des solidarités et le développement d'une société duale qui caractérisent les « années Thatcher ». Parce que le modèle conserve de chauds partisans en Europe, et notamment en France, il faut voir à l'œuvre le néolibéralisme réel.

Par BERNARD CASSEN

DEPUIS la fin des années 70, aucun des gouvernements occidentaux, même dirigés par des socialistes — hier M. Laurent Fabius en France et M. Mario Soares au Portugal, aujourd'hui M. Felipe Gonzalez en Espagne ou M. Andreas Papandréou en Grèce, — n'a été épargné par la vague néolibérale. Mais les néolibéraux honteux, résignés ou simplement discrets — et M. Kohl en RFA est de ceux-là, — qui trouvent plus d'inconvénients qu'avantages à annoncer la couleur et à inscrire leur action dans un cadre explicitement idéologique, font pâle figure auprès des véritables croisés et intégristes de la « révolution conservatrice » que sont M. Ronald Reagan et M^{me} Margaret Thatcher, M. Jacques Chirac n'étant, en la matière, qu'un adhérent fraîchement repenti du « travailisme » à la française » des années Giscard.

Après une longue adulation naïve pour la « reaganomie », la droite française et les grands médias qu'elle contrôle ont brutalement « lâché » le « grand communicateur » de la Maison Blanche. Moins pour ses échecs économiques que pour cause d'« ingratitude » et d'effondrement d'une image qui suscite désormais plus de commisération attristée que de franche hostilité chez les citoyens américains, et avant même que le président en fin de mandat ne bouscule ses alliés du Vieux Continent pour signer au plus vite un accord sur les euromissiles avec M. Gorbatchev. L'invocation de la référence d'outre-Atlantique risquant désormais de se transformer en boomerang, reste donc aux conservateurs français — toujours

en quête d'une source de légitimation étrangère — le modèle d'outre-Manche. Et M. Alain Grialet, éditeur à *Figaro Magazine*, de détailler « les cinq raisons du grand succès de M^{me} Thatcher (1) », des « succès » sur lesquels les électeurs du Royaume-Uni se prononcèrent lors des élections législatives du 11 juin prochain.

On sait que le choix de la date de dissolution de la Chambre des communes, normalement édue pour cinq ans, est une prérogative du premier ministre et que le système électoral en vigueur (scrutin majoritaire uninominal à un tour) n'a nullement pour objectif de refléter la diversité politique du pays mais de dégager une majorité de gouvernement. Même si cette majorité parlementaire ne représente qu'une minorité des électeurs (cas de figure classique et accepté par chacun des deux grands partis, travailliste et conservateur, qui en ont tour à tour bénéficié) et même — perversité du système — si l'autre parti a obtenu plus de suffrages. Ainsi en 1951, avec 48 % des voix, les conservateurs conduits par Winston Churchill remportèrent 26 sièges de plus que les travaillistes, pourtant détenteurs de la confiance de 48,8 % de l'électorat, et revinrent au pouvoir. A l'inverse, en février 1974, les travaillistes, avec 37,1 % des suffrages, s'adjugèrent quatre sièges de plus que les conservateurs (37,8 % des voix) et constituèrent un gouvernement minoritaire.

(Lire la suite page 19.)

(1) *Le Figaro-Magazine*, 16 mai 1987.

II ECS

INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉDUCATION CULTURELLE ET SPORTIVE

ARTS ET SPORTS ÉTUDES

- suivi scolaire personnalisé
- cours particuliers
- tutorat personnel



MONITORAT DE SPORT

- brevets d'État

ACCUEIL DES ENFANTS ET JEUNES DE L'ÉTRANGER

- réception et accueil des enfants de coopérants et de personnel expatrié
- admission des enfants des pays étrangers

STAGES SPORTIFS

- organisation de séjours, vacances, voyages d'affaires, réceptions, séminaires, échanges sportifs et culturels

ARTS ET SPORTS ÉTUDES
DE L'INSTITUT INTERNATIONAL
D'ÉDUCATION CULTURELLE
ET SPORTIVE
2 bis, rue Jules-Ferry, 93100 MONTREUIL
Tél. : 48.59.29.74

DANS CE NUMÉRO :

La crise générale des valeurs

Dans nos sociétés sans projet, déboussolées, le comportement des citoyens est aujourd'hui moins déterminé par le réel que par l'image que chacun s'en fait. Ce qu'on appelle la « crise » apparaît donc aussi et surtout comme une crise de culture. *Le Monde diplomatique* entreprend ce mois-ci une réflexion sur « LES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE » (pages 1 et 20 à 22) avec l'aide de personnalités du monde scientifique qui sont amenées à se poser les mêmes questions.

L'ÉTHIQUE DU LIBÉRALISME

Au Nord, parfois, certaines avancées de la technologie font paradoxalement reculer le sens de l'éthique, et l'on peut, par exemple, se demander, devant le succès de la télématique, si « LE MINTEL EST UN OUTIL DE CONNAISSANCE OU UN FACTEUR DE PERVERSION » (page 23). Harcelés par la compétition économique internationale — voir (page 18) comment « LA HAUTE TECHNOLOGIE AMÉRICAINE PERD SA SUPRÉMATIE », — les responsables des grands pays développés se posent rarement ces questions. Alors se renforcent les inégalités : le bilan de M^{me} Thatcher « AU PAYS DU NEOLIBÉRALISME RÉEL » (pages 1 et 19) est particulièrement révélateur à cet égard. D'où, aussi, les inquiétudes qui se font jour dans les démocraties occidentales pour l'« AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE » (pages 14 à 17).

SCIENCE ET DÉVELOPPEMENT

Le tiers-monde est, lui aussi, dans la recherche de son développement, « A L'ÉPREUVE DES AVANCÉES DE LA SCIENCE »

M 2136-399 - 15 F

(page 28). Celles-ci suffiraient-elles pour parvenir à l'« AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE » (page 12) ? Les efforts désespérés du « BRÉSIL, A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE » et prisonnier du système de l'endettement (pages 8 à 10), montrent bien les insuffisances des recettes purement mécaniques.

L'HISTOIRE ET LA PAIX

La recherche de la paix dans laquelle semblent s'engager les superpuissances devrait encourager les responsables de l'Ouest à lire plus attentivement les thèses de M. Gorbatchev et en particulier sa théorie de « L'INTERDÉPENDANCE DES ÉTATS » (page 21). Au Proche-Orient et en Afrique australe, l'histoire bégaye et de vieux conflits révoltants persistent. Comme persiste la volonté de résistance des Palestiniens réaffirmée à propos du « PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT » (pages 3 à 5) et qu'exprime à sa manière (page 5) le grand poète palestinien Mahmoud Darwish. Autre blocage en Afrique du Sud, « LE GOUVERNEMENT BOTHA EST DANS LE PIÈGE DE L'IMMOBILISME » (pages 6 et 7).

Profondément attachés à leur passé et à leur histoire, les francophones du Québec — naguère très nationalistes — adoptent aujourd'hui les valeurs du libéralisme comme en témoigne « LE CINÉMA QUÉBÉCOIS À L'HEURE DE LA RESTAURATION TRANQUILLE » (page 24). Autre témoin, l'écrivain kirghiz Tchinguiz Aïmatov révèle dans son nouveau roman, « LES RÊVES DE LA LOUVE » (page 25), comment en Union soviétique l'usage de la drogue se répand chez les jeunes alors que certaines valeurs morales s'effondrent.

Voir le sommaire détaillé page 28.

Mai 1987

RÉVOLUTION DANS LA DIALECTIQUE SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev et l'interdépendance des Etats

PAR BRIAN MAY

ARMY les récentes déclarations de M. Mikhaïl Gorbatchev sur les questions stratégiques, il en est une qui n'a certainement pas été faite pour tromper l'opinion à l'Ouest : il a invoqué la « dialectique historique » pour justifier le pouvoir du PC en URSS.

De même que les tsars avaient été légitimés par Dieu, l'avant-garde du prolétariat est légitimée par le « processus de l'histoire ». C'est en vertu de cette doctrine de Marx et de Lénine que les dirigeants soviétiques revendiquent leur droit de gouverner.

Au Kremlin donc, aujourd'hui, on ne badine pas avec la dialectique. Et si nous, Occidentaux, flétrissons le culte superstitieux de cette doctrine formelle, il est néanmoins dans notre intérêt de lire avec attention ce qu'en dit son grand prêtre.

Selon Marx, la marche de l'histoire des pays occidentaux se fait inéluctablement par les contradictions internes des systèmes économiques, ce qui engendre la lutte des classes et la naissance d'un nouvel ordre social sur les ruines du précédent.

Mais, devant le XXVII^e congrès du Parti communiste, M. Gorbatchev a insisté sur une nouvelle interprétation de la dialectique : « La marche en avant de l'histoire, du progrès social, nécessite de plus en plus une action réciproque, à la fois constructive et créatrice, entre les Etats et les peuples à l'échelle du monde entier. Non seulement elle l'exige, mais elle crée à cette fin les nécessités préalables politiques, sociales et matérielles ».

« Une telle interaction est indispensable pour empêcher la catastrophe nucléaire et pour que la civilisation puisse survivre. Elle est également indispensable pour régler en commun

« Ecrivain et journaliste britannique, l'auteur a fait partie de la commission de l'Alliance (parti libéral et social-démocrate) chargée d'examiner les problèmes de défense de l'Europe occidentale.

et dans l'intérêt de chacun les autres problèmes de l'humanité qui ne cessent de s'aggraver. La combinaison de la compétition, de la confrontation des deux systèmes et de la tendance grandissante à l'interdépendance des Etats de la communauté mondiale, telle est la dialectique réelle du développement contemporain. C'est précisément ainsi, par la lutte des contraires, difficilement, dans une certaine mesure à l'égard, que se forme un monde contradictoire mais en même temps interdépendant et de plusieurs façons intégrés ».

Nous sommes loin de l'aveugle dogmatisme du passé, quand Staline déclarait qu'un marxiste pouvait prédire un événement historique aussi précisément que Galilée avait prédit l'accélération de la chute des corps.

Ce qui est frappant, c'est que la conception étroite de la lutte des classes a été remplacée par une autre, plus complexe : la contradiction dialectique entre la confrontation des deux systèmes, d'une part, et la tendance à l'intégration mondiale, d'autre part.

Une révision des dogmes

PEU de politiciens occidentaux se sont rendus compte de la portée des propos de M. Gorbatchev ; ils représentent pourtant la première révision significative de la pensée du Kremlin depuis la rédaction des dogmes par Lénine. Au Royaume-Uni, deux responsables politiques attachent une certaine importance à cet événement : M. Denis Healey, ancien ministre de la Défense (travailliste), et M. David Owen, ancien ministre des affaires étrangères (travailliste), chef du Parti social-démocrate, dont il est un des fondateurs. M. Owen a constaté :

« Cela a de l'importance, parce que dans le système soviétique la doctrine n'influe pas seulement sur la politique mais aussi sur la pensée elle-même.

Quels sont les facteurs matériels permettant à M. Gorbatchev de faire cadrer cette conception avec le marxisme ? Il a souligné l'invention de la bombe atomique, qui entraîne soit la détente entre les puissances nucléaires, soit l'enfouissement du monde. Mais sans doute est-il conscient d'un autre facteur, observé par les économistes tant soviétiques qu'occidentaux : la technologie moderne mène à un « accroissement de l'internationalisation de la production et de l'échange (1) ». On constate, de fait, que les échanges entre les pays de l'Est diminuent au fur et à mesure que se développe le commerce du bloc soviétique avec l'Occident.

La déclaration de M. Gorbatchev a été astucieusement placée à la fin de la première partie de son long discours ; ainsi, même ses adversaires furent obligés de l'applaudir. Le numéro un soviétique ne parlait pas de l'intention des journalistes étrangers, qui ne s'intéressent pas forcément aux idées de ce genre. Il voulait plutôt donner une base philosophique à ses réformes, faire appel aux intellectuels et en même temps avertir les conservateurs de sa détermination.

Permettre maintenant à la dialectique de nous mettre en mouvement vers un monde qualifié d'interdépendant, et en effet intégrés, est hautement révélateur. Tout aussi révélateurs sont bon nombre de détails de ce que M. Gorbatchev appelle « système global de sécurité internationale ». L'importance de la nouvelle pensée du Kremlin est négligée en Occident, et peu de politiciens et d'intellectuels comprennent que la politique de M. Gorbatchev à l'égard de l'Europe n'est que la poursuite de la détente, dont Leonid Brejnev s'était déclaré partisan.

La politique de Brejnev n'était pas nouvelle non plus. A vrai dire, « l'administration soviétique n'a pas la moindre intention d'envahir l'Europe

de l'Ouest, et ne l'a jamais eue ». Ainsi s'exprime aujourd'hui le professeur George Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou, réputé pour sa connaissance de l'URSS. Cela n'avait pas été toujours son avis. Après la seconde guerre mondiale, il avait averti Washington, dans son fameux « long telegram » de 8 000 mots, qu'on ignorait quelles seraient les limites de l'expansion soviétique.

Mais, en faisant une étude plus approfondie, il comprit que c'était la crainte d'être, encore une fois, attaquée qui avait motivé les ingérences de l'URSS dans les pays voisins. Il s'agissait donc d'établir une zone tampon plutôt qu'un empire.

Comme le dit M. Malcolm Mackintosh, conseiller auprès de l'Institut international des études stratégiques à Londres : « La Pologne est le pays vital, à cheval sur la route principale de la Russie à l'Europe de l'Ouest (2) ». Et un autre expert occidental fait valoir que les Soviétiques « ne pourraient permettre une présence hostile sur la chaîne de montagnes de la Tchécoslovaquie occidentale, à l'est de laquelle s'étend la plaine marécageuse, mais totalement plate jusqu'à Moscou (3) ».

La « doctrine Brejnev », par laquelle le Kremlin essayait de maintenir le système communiste en Europe orientale, se fondait sur des exigences stratégiques plutôt qu'idéologiques. Ce n'était pas la passion du communisme, mais la crainte de perdre la maîtrise d'un territoire jugé essentiel à la défense de l'URSS qui avait incité Brejnev à déclarer que les Soviétiques avaient envahi la Tchécoslovaquie en 1968 « même au risque d'une troisième guerre mondiale ». M. Dubcek a admis qu'il avait sous-estimé le facteur stratégique en lançant ses réformes.

Une fois leur zone de sécurité consolidée, les Soviétiques n'ont pas avancé d'un seul pas vers l'Occident. Au contraire : en 1955, ils se sont retirés de l'Autriche, dont ils avaient occupé une moitié ; et ils ont renoncé à leur domination quasi absolue sur la Finlande

(dont le produit national brut par tête est de 25 % supérieur à celui du Royaume-Uni). Cette évacuation volontaire de territoires stratégiques n'est pas compatible avec des arrière-pensées agressives.

Et l'ardeur communiste à répandre la révolution ? C'est une question que seuls peuvent poser ceux qui n'ont pas sérieusement lu les œuvres de Marx et de Lénine. Car, selon Marx, la révolution prolétarienne est un phénomène fondé sur des conditions historiques : elle ne peut résulter ni d'un simple coup d'Etat ni d'une conquête. Essayer de répandre la révolution dans les pays développés par une action de l'extérieur serait rejeter le marxisme et ne tenir aucun compte de ses racines hégéliennes.

Moscou n'a pas hésité pour autant à se servir des autres partis communistes pour faire avancer sa politique étrangère, par exemple, en matière de sécurité collective avant la seconde guerre mondiale. Mais cela n'a aucun rapport avec la révolution. Et même cette espèce d'ingérence est virtuellement exclue depuis l'apparition de l'eurocommunisme. En 1917, il était raisonnable de croire à la possibilité d'une révolution dans plusieurs pays européens. D'autre part, il y avait un élément millénariste dans l'esprit des partis communistes, à cette époque ; une fois éteinte l'heure apocalyptique, l'euphorie s'est dissipée.

L'opinion publique n'est guère informée des mobiles et de l'évolution de la politique soviétique envers l'Occident. Il y a un an que M. Gorbatchev a formulé la nouvelle interprétation de la doctrine qui fonde toute la pensée du Kremlin depuis la révolution. C'est un événement historique. Pourquoi alors continuer à faire la sourde oreille ?

(1) Karen Dawisha, Philip Hanson (éd.), *Soviet-East European Diplomacy*, Royal Institute of International Affairs, London, 1981, 101 p.
(2) Ibid., p. 141.
(3) G. Gimburg, A. Z. Rubinstein, *Soviet Policy Towards Western Europe*, Praeger, New-York, 1978, p. 163.

L'ŒUVRE DE JACQUES VERNANT

Une sociologie des relations internationales

A PAR PAUL-MARIE DE LA GORCE

Costé de tant de bateleurs dont la réputation n'est due qu'aux complaisances de la publicité, de tant d'hystériques que l'esprit de guerre froide a fait passer pour des spécialistes et de tant d'ignorants profitant de l'ignorance des autres grâce à leur épais conformisme, il est important que les esprits lucides, quand il y en a, s'expriment et puissent être entendus.

et que leurs voix ne soient pas oubliées. Au premier rang, celle de Jacques Vernant. Résistant exemplaire, universitaire respecté, il fut avant tout secrétaire général du Centre de politique étrangère de 1945 à 1978, qui était alors le seul institut d'études internationales existant en France et qui donna naissance à l'actuel Institut français de relations internationales. Jacques Vernant est mort il y a deux ans, et les textes les plus importants qu'il a publiés de son vivant dans plusieurs revues sont réunis aujourd'hui, grâce à Janet Finkelstein, dans un ouvrage pré-

facé par Basil Davidson et dont le titre suggère la trame : *Les Relations internationales à l'âge nucléaire* (1).

On ne saurait dissocier l'homme de l'œuvre. Et dans ces pages où transparaissent les analyses les plus aiguës et les plus neuves sur la politique des Etats à l'époque contemporaine réparaît, en même temps, leur auteur tel qu'il fut, tel qu'il exerça, au poste où il était, une influence discrète mais profonde sur les meilleurs analystes français et étrangers de cette période — alors même qu'il fuyait la publicité que d'autres cultivaient frénétiquement et se moquaient des modes dont d'autres ont indolument profité. Basil Davidson l'évoque en termes justes dans sa préface quand il parle de sa « modeste résolution » et décrit l'essentiel en lui, et qui, en effet, devrait toujours être l'essentiel chez ceux qui veulent traiter des affaires du monde : l'indépendance d'esprit. Celle-ci, écrit Davidson, « n'avait pourtant chez lui rien de gringant ou de rébarbatif. Elle s'accompagnait, tout au contraire, d'une tolérance et d'une générosité jamais en défaut... ».

Ce livre s'ordonne en axes principaux : la sociologie des relations internationales, l'état du monde à l'âge nucléaire, l'état de guerre en cet âge, tel qu'il se révèle au Proche-Orient, l'interprétation de l'histoire à la lumière des plus récentes étapes de l'ère nucléaire. Jacques Vernant y développe, sous des formes diverses, trois thèmes qui étaient au cœur de sa réflexion sur le monde et l'histoire : l'importance des forces sociales — peuples, courants d'opinion, mouvements d'idées, classes — dans les relations internationales ; la primauté des relations nationales par rapport au jeu contemporain des idéologies — et c'est peut-être, avant tout, ce qui fit de lui un partisan résolu de la politique du général de Gaulle ; le rôle déterminant du feu nucléaire comme facteur d'équilibre, et par conséquent de paix, entre les puissances.

On en retiendra d'abord ce qui coince le lecteur : la paix par la parité nucléaire entre les grandes puissances : « Les potentiels nucléaires, écrit Jacques Vernant, ne s'annulent pas comme les deux termes d'une équation égale à zéro ; même s'ils ne doivent jamais servir, ce qui est leur finalité, ils n'en existent pas moins. » Et il montre que, de ce fait, la guerre classique, au-dessous du seuil

nucléaire, est rendue difficilement concevable, sinon impossible, pour ceux qui détiennent le feu nucléaire. On retiendra aussi son analyse de la permanence et de la nécessité de la compétition stratégique entre puissances nucléaires en dehors de toute nature idéologique de leur régime et son interprétation du « mythe » que constitue le feu nucléaire. « Le mythe, écrit-il, a un sens : il sert à quelque chose. Fondé sur la plus incontestable réalité — une réalité apocalyptique — c'est lui qui vérifie, si l'on peut dire, la dissuasion dont, pour un temps au moins, dépend la paix. Il s'agit donc de tout autre chose que de la grande peur de l'an mil : si mythe il y a, il est

enraciné dans les faits. Il exprime l'instinct de conservation de la société internationale. Il reste que la prudence, imposée par l'énormité des risques encourus et la peur de l'inconnu, n'autorise qu'une paix fragile. Seuls le dialogue et les accords auxquels il doit conduire peuvent écarter le danger d'une guerre qui n'aurait plus rien à voir avec la politique. L'humanité n'a pas le choix. »

(1) Jacques Vernant, *Les Relations internationales à l'âge nucléaire. Logique, histoire, politique*, textes réunis par Janet Finkelstein, préface de Basil Davidson, La Découverte, Paris, 1987, 336 pages, 140 francs.

CORRESPONDANCE

Le péril nucléaire

A la suite de l'article de M. Jean Pautot sur les possibilités de réduire le péril nucléaire, dans le Monde diplomatique de mars 1987, le docteur G. Tognon, de Tognon (Belgique), nous adresse la lettre suivante :

M. Jean Pautot, après avoir bien d'autres, ce que M. Barton J. Bernstein, historien à l'université Stanford (1), qualifie de mythe d'après-guerre, à savoir que les bombes atomiques lancées sur le Japon auraient permis d'« économiser » 500 000 vies de soldats alliés. Le 15 juin 1945, que 40 000 soldats américains perdraient la vie lors du débarquement à Kyushu, projeté le 1^{er} novembre 1945, et dans la plaine de Tokyo, prévu, lui, pour le 1^{er} mars 1946. Cet organisme estimait d'autre part très probable que la conquête de Kyushu entraînerait la capitulation du Japon et la perte de moins de 20 000 soldats américains.

Rappelons d'autre part que le US Strategic Bombing Survey a estimé, après la guerre, que « à coup sûr avant le 31 décembre 1945 et selon toute probabilité avant le 1^{er} novembre 1945, le Japon aurait capitulé même si les bombes atomiques n'avaient pas été lâchées, même si la Russie n'était pas entrée en guerre et même si une invasion n'avait été ni préparée ni simplement envisagée (2) ».

Je m'étonne d'autre part que M. Pautot ne mentionne pas notamment Israël (qui détient d'ores et déjà des armes nucléaires). Suite aux déclarations au Sunday Times (5 et 12 octobre 1986) de Mordechai Vanunu, actuellement détenu dans une prison israélienne, les scientifiques consultés ont estimé qu'Israël pos-

sède une centaine d'armes atomiques fabriquées à l'usine de Dimona, ce qui classe ce pays au sixième rang des puissances nucléaires (3).

(1) Barton J. Bernstein, « A postwar myth : 500 000 US lives saved », *Bulletin of the Atomic Scientists*, June/July 1986, p. 38.
(2) Summary Report, Pacific War, US Strategic Bombing Survey, Chairman's Office, 1^{er} juillet 1946.
(3) « La fabrication d'armes nucléaires par Israël », dossier GRIP, n° 104, décembre 1986, Bruxelles.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef :
Micheline PAUNET
Rédaction : Ignace RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN,
Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : MONDIPAR 650572 F
Tél. : 42-41-91-21

Publicité : Le Monde Publiété S.A.
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

LE PROJET

ANDIS que s'aggrave la tension entre les deux camps, la conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

Le projet de conférence internationale d'été à Moscou et à Washington pour la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la mobilisation des populations pendant permis aux Palestiniens

NOUVEAUTÉ

XAVIER GREFFE

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

PROGRAMMES INSTRUMENTS PERSPECTIVES

(relié, 570 pages, 195 F)

88 ECONOMICA

49, rue Héricart, 75015 PARIS. Tél. 45-79-93-56

الكتاب الجديد

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

La réponse palestinienne

(Suite de la page 3.)

Ce relatif optimisme est renforcé par l'insistance du ministre des affaires étrangères israélien, M. Shimon Pérès, qui affirme vouloir s'engager dans la voie d'une conférence internationale et accepter pour cela le risque de briser le gouvernement d'union nationale. Cette détermination retient d'autant plus l'attention que, depuis 1967, aucune campagne électorale en Israël n'a été centrée sur la question d'un éventuel accord avec les pays arabes. Le revirement des Américains à propos de la conférence internationale et leur appui à M. Pérès se sont confirmés au fil des jours, notamment par une longue lettre du secrétaire d'Etat, M. Shultz, transmise au premier ministre Itzhak Shamir le 5 mai. Enfin, de nombreuses

indiscrétions ont filtré sur le contenu d'un document de travail en dix points approuvé par M. Pérès, le roi Hussein et les Américains.

Mais l'identité des termes utilisés — conférence internationale — ne cache-t-elle pas de profondes divergences ? M. Pérès le reconnaît : « Je ne travaille pas pour une conférence internationale. C'est une erreur. Je travaille pour des négociations directes entre nous et la Jordanie. (...) La Jordanie a des problèmes. Ce qui s'est passé à Alger [le Conseil palestinien] est avant tout dirigé contre elle que contre Israël. La Jordanie veut que l'ouverture des négociations se déroule dans le cadre d'un forum international (8). » La conférence serait donc, et les

Etats-Unis appuient cette conception, une simple « ombrelle » pour des négociations séparées, et toute participation de l'OLP est a priori exclue.

Quant aux propositions de M. Pérès — qui a réaffirmé, le 19 mai, son opposition au plan Reagan — révélées par le *Financial Times* du 13 mai, elles ne font que reprendre un vieux projet travaillé datant de juillet 1967 et connu sous le nom de « plan Allon », du nom du vice-président du conseil des ministres israélien de l'époque. « Le plan prévoit l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie, dans la fertile vallée du Jourdain, la rive occidentale de la mer Morte, le désert de Judée et la région de Jérusalem. Les régions centrales à forte population arabe seraient rétrocédées à la Jordanie à la signature d'un accord de paix (...). Dans la vallée du Jourdain, la bande de terrain qui sera annexée à Israël aura une largeur de 12 kilomètres au nord et de 24 kilomètres au sud; avec ses agglomérations juives, elle fera office de « corridor de sécurité (9) ».

Ce « compromis territorial », rejeté à plusieurs reprises par les pays arabes, aurait-il aujourd'hui une chance d'être accepté ? Ou bien l'amorce d'un processus de paix permettrait-il de dépasser le cadre étroit de ces propositions pour aboutir à une forme de reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens ?

Quoi qu'il en soit, l'échec — provisoire ? — de M. Pérès, incapable de faire entendre ses vues par le cabinet israélien et impuissant à provoquer des élections anticipées, affaiblit les pays arabes — la Jordanie et, dans une moindre mesure, l'Egypte, — qui avaient misé sur le dirigeant travailliste.

Il place Le Caire devant des choix difficiles. Passée la réaction épidermique aux critiques — pourtant modérées — du CNP à l'encontre de la politique égyptienne, le président Moubarak semble chercher à éviter que ne se creuse le fossé qui le sépare de M. Arafat. La fermeture des bureaux de l'OLP a été circonscrite, et plusieurs institutions palestiniennes — dont le Croissant-Rouge — poursuivent leurs activités dans la capitale égyptienne. Plus que jamais, le rôle a besoin de l'OLP pour réussir son retour sur la scène arabe. L'impasse actuelle en Israël pourrait donc faciliter la reprise du dialogue; d'autant que, pour toutes les composantes de la direction palestinienne, la condition d'un rapprochement n'est pas la rupture entre Le Caire et Jérusalem, mais un appui ferme de l'Egypte au droit des Palestiniens à leur propre Etat et à une conférence internationale avec la participation de l'OLP. Le comité exécutif a d'ailleurs, dans sa première réunion

après le CNP, « apprécié le rôle de l'Egypte, de son président et les sacrifices de l'Egypte dans la défense du peuple palestinien ».

Le prochain sommet arabe, dont la convocation est tenue pour probable avant la fin de l'année, devrait entériner ces thèses et compliquer la tâche de tous les partisans des « négociations directes ». M. Mitterrand le faisait remarquer récemment à M. Shamir, « les contacts directs entre les Israéliens et leurs voisins arabes (n'ont) pas de chances d'aboutir » et lui paraissent « maintenant illusoire ». Telle est du reste la position adoptée par l'Europe en février dernier (voir le texte ci-contre), dans la droite ligne de la déclaration de Venise du 13 juin 1980, qui rappelait le droit du peuple palestinien à l'« autodétermination » et soulignait que l'OLP « devrait être associée aux négociations ». A l'heure de l'« Irangate » et de l'affaiblissement des positions américaines, l'Europe sera-t-elle capable de transformer en actes influents ces généreuses proclamations ?

ALAIN GRESH.

(8) Déclaration faite à la télévision israélienne le 22 avril et reproduite par SWB le 24 avril.

(9) Xavier Baron, *Les Palestiniens*, un peuple, La Sycomore, Paris, 1984, page 278.

La nouvelle déclaration européenne

1. — Les pays membres de la Communauté européenne ont, avec les pays et les peuples du Moyen-Orient, des liens historiques, politiques, géographiques, économiques, religieux, culturels et humains particulièrement importants. Ils ne peuvent par conséquent être passifs à l'égard d'une région aussi proche, ni indifférents aux graves problèmes qui l'agitent et dont les répercussions les affectent à maints égards.

2. — Aujourd'hui, les tensions et conflits au Proche et Moyen-Orient persistent et s'aggravent. Les souffrances des populations civiles s'accroissent, sans que des perspectives de paix apparaissent. Les Douze expriment à nouveau leur profonde conviction que la recherche de la paix au Proche et Moyen-Orient reste un objectif fondamental. Ils sont profondément inquiets de l'absence de progrès vers une solution du conflit israélo-arabe.

3. — C'est pourquoi ils sont directement intéressés à la recherche de solutions négociées devant permettre d'y ramener une paix juste, globale et durable, des relations de bon voisinage et un développement économique, social et culturel trop longtemps délaissés. Dans ce contexte, ils ont annoncé à plusieurs reprises, et en particulier dans leur déclaration de Venise, les principes sur lesquels des solutions devraient être fondées.

4. — Dans cet esprit, les Douze se déclarent favorables à la tenue d'une conférence internationale de paix sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive à l'établissement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au développement économique et social de la région. De l'avis des Douze, cette conférence devrait constituer un cadre approprié pour les négociations nécessaires entre les parties directement concernées.

5. — Pour leur part, les Douze seraient disposés à jouer leur rôle en ce qui concerne une telle conférence et s'efforcent de contribuer activement, tant à travers la présidence qu'individuellement, à rapprocher les positions des parties en vue de sa convocation. Entre-temps, les Douze invitent les parties à éviter toute action susceptible d'aggraver la situation, de compliquer et de retarder la recherche de la paix.

6. — Sans préjudice des solutions politiques futures, les Douze estiment nécessaire que soient améliorées les conditions d'existence des populations des territoires occupés, notamment en ce qui concerne leurs affaires économiques, sociales, culturelles et administratives. La Communauté a d'ores et déjà décidé d'octroyer une aide aux populations palestiniennes des territoires occupés, ainsi que de permettre à certains produits de ces territoires un accès préférentiel au marché communautaire.

Bruxelles, le 23 février 1987.

Mobilisation et soulagement dans les territoires occupés

Par
JEAN-PAUL
CHAGNOLLAUD *

A la fin du mois de mars, des milliers de prisonniers politiques palestiniens entamaient une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. « Nous réclamons la lumière du soleil, de l'air frais, des soins médicaux, des relations sociales, des activités culturelles. Ces droits simples et fondamentaux sont ceux de l'humanité entière. » Au-delà de ces revendications, une telle grève avait une portée politique. En entamant une action difficile et longue, à la veille de la réunion du Conseil national palestinien (CNP) à Alger, les détenus entendaient rappeler la force de la résistance à l'occupation israélienne.

Dans la société palestinienne, de nombreuses initiatives de soutien ont été organisées, sous les formes les plus diverses. Si-in installée en permanence dans l'enceinte de la Croix-Rouge à Jérusalem, manifestations des étudiants dans diverses universités... Les autorités d'occupation ont perçu cette mobilisation comme un avertissement. Si elle avait accepté de faire quelques concessions sur les conditions de détention, elles ont en revanche accentué la politique dite de la « main de fer » que le ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, avait inaugurée après sa prise de fonctions, à l'automne 1984. Du 13 au 16 avril, plus de cent personnalités ont été arrêtées. Toutes les universités ont été fermées, celle de Bir-Zeit pour une période de quatre mois. Le 13 avril, un étudiant a été tué et plusieurs autres blessés (1). Que ce soit à Bir-Zeit, dans les prisons ou lors des arrestations, la priorité de la répression israélienne se situe sur le terrain politique. Il s'agit de casser toute dynamique susceptible d'encourager le mouvement national et de mettre à l'écart tout dirigeant palestinien. Mais dès que l'un est arrêté, un autre prend la relève ; plus ou moins vite et avec plus ou moins d'autorité, il se trouve toujours quelqu'un pour continuer la lutte, et bien souvent quelqu'un de plus jeune et de plus radical. Ainsi, même de très jeunes responsables sont dans la ligne de mire des autorités israéliennes comme tout récemment M. Marwan Barghouti, président élu du conseil des étudiants de Bir-Zeit, arrêté puis déporté en Jordanie le 14 mai.

D'AUTRE part, les colons juifs établis dans les implantations qui leur sont réservées en Cisjordanie et à Gaza représentent une force d'intimidation qui pèse lourd dans la vie quotidienne des Palestiniens, surtout dans certains secteurs comme celui de Hébron. Le 11 avril, à la suite d'un attentat qui a coûté la vie à une jeune femme israélienne au nord de Ramallah, des dizaines de colons en armes ont effectué un raid d'une rare violence dans la ville de Kalkiya contre les personnes et les biens. Des expéditions d'une telle brutalité ne sont pas fréquentes, mais les Palestiniens savent qu'elles sont possibles, et les craignent.

* Maître de conférences en science politique à l'université Nancy-II.

INTERPELLATION DE ROUTINE A JERUSALEM-EST
L'accession de la politique de la « main de fer »

(Joel Dray)

D'autant que les exactions ponctuelles sont, elles, monnaie courante.

C'est dans un tel climat de tension que s'est déroulé le Conseil national palestinien. Déjà la guerre des camps au Liban avait contribué à ressourcer les rangs de la résistance, tandis que, dans les territoires occupés, les drames de ces derniers mois avaient aussi poussés les uns et les autres à se retrouver dans l'action. Quelques jours avant la réunion, le journal *Al Fajr*, publié à Jérusalem-Est, résumait ainsi le sentiment général : « Les Palestiniens des territoires occupés attendent avec anxiété la tenue d'un Conseil puissant et uni ; nous attendons de la direction palestinienne qu'elle saisisse cette occasion pour tirer les leçons des échecs du passé (2). » L'annonce officielle de l'accord intervenu entre les grandes organisations a donc été accueillie avec un profond soulagement. A l'anxiété évoquée dans *Al Fajr* a succédé aussitôt un apaisement visible. Les gens, rassurés, sentaient que désormais il serait enfin possible de se consacrer ensemble à l'essentiel.

Mais, en même temps, cette réaction immédiate ne faisait pas pour autant disparaître un certain scepticisme, ou au moins une certaine lucidité critique, surtout chez les responsables. Ceux-ci savaient, par expérience, que cette unité retrouvée demeure fragile, peut-être même précaire. Passé le moment de satisfaction, chacun en appréciait les différents aspects tactiques liés aux intentions politiques des principaux dirigeants de l'OLP, sans jamais négliger le rôle prépondérant de l'Union soviétique. Enfin, tous insistent sur le fait que l'unité n'est qu'un préalable. L'éditorial du *Fajr*, au titre très révélateur : « L'unité de l'OLP est un premier pas », se terminait par ces mots en forme d'appel : « Que la direction de l'OLP définisse une stratégie et qu'elle mette tous ses moyens en œuvre pour la faire aboutir (3). »

La dénonciation de l'accord d'Amman (accompagnée d'une résolution visant à préserver l'avenir des nécessaires relations entre l'OLP et la Jordanie) (4) a été facilement accep-

tée. Cet accord n'avait, en effet, rien produit de tangible, et la plupart des Palestiniens font porter la responsabilité de l'échec sur le roi Hussein, auquel ils reprochent son jeu ambigu que le plan de développement économique pour la Cisjordanie n'a fait qu'accentuer (5). Seuls quelques jordaniens traditionnels — comme M. Rachad Chawa, l'ex-maire de Gaza — critiquent violemment cette décision du CNP. L'attitude du CNP à l'égard de l'Egypte et les réactions qu'elle a entraînées au Caire ont suscité des commentaires beaucoup plus nuancés. Les modérés n'ont pas compris les raisons de cette rupture qu'ils ne souhaitaient pas et à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ils ont regretté l'attitude égyptienne — qualifiée d'excessive — tout en se déclarant persuadés que M. Yasser Arafat trouverait certainement les moyens de régler ce conflit. D'autres, proches de la gauche, se déclaraient satisfaits d'une résolution qui, à leurs yeux, exprimait un abandon de la ligne américaine.

A propos de la Syrie, il existe par contre un large consensus. Damas était devenu le symbole d'une politique de négation de l'autonomie de l'OLP au point qu'actuellement il est bien difficile de rencontrer dans les territoires occupés des pro-syriens inconditionnels. Personne pourtant ne souhaite que les ponts avec M. Hafez El Assad soient définitivement coupés ; mais, compte tenu de l'importance décisive de son pays, il paraissait essentiel aux Palestiniens de marquer leurs distances pour chercher ensuite à renouer des relations sur d'autres bases.

(1) Sur les manifestations de décembre 1986 au cours desquelles deux étudiants avaient trouvé la mort, voir Paul Kessler et Joseph Parisi, « Retour à Bir-Zeit », *Le Monde diplomatique*, avril 1987.

(2) *Al Fajr*, 19 avril 1987, p. 5.

(3) *Ibidem*.

(4) Résolution soulignant « l'importance des relations spéciales et particulières qui lient les deux peuples, palestiniens et jordaniens », *Le Monde* daté 26-27 avril 1987.

(5) Cf. l'article de Dominique Vidal, « Entente ambiguë contre l'OLP », *Le Monde diplomatique*, janvier 1987.

Revue d'études
Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 24

AHMED TALEB IBRAHIMI
La nation arabe face à elle-mêmeTHIERRY HENTSCH
Image de l'Orient et question palestinienneJULIE PETEET
La justice au quotidien dans les camps au LibanZAHRA BANISADR
L'Iran et la PalestineALLAL SINACEUR
L'Islam bâtisseurTémoignage
Une femme dans le siègeDébat
Les universitaires, les médias et le Moyen-OrientDocuments
La 18^e session du conseil national palestinien

Le numéro, 53 F
Abonnement
pour quatre numéros,
1 an, 175 F
Etudiants (sur justificatif),
150 F

Revue trimestrielle
publiée par l'Institut
des Etudes palestiniennes
Diffusion :
Les Editions de Minuit
7, rue Bernard Palissy
75006 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner aux

Editions de Minuit, 7, rue Bernard Palissy, Paris 6^e

Je soussigné

souscrit un abonnement d'un an (4 livraisons) à la
Revue d'études palestiniennes à partir du numéro Indica-
ce point mon règlement (175 F ; étudiants sur justificatif : 150 F ;
abonnement de soutien : 300 F) par chèque bancaire,
chèque ou virement postal (C.C.P. Paris 180-43 T)
à l'ordre des Editions de Minuit.

ER LE PROCHE-O

A l'aér

YAMMOUD DARWICH

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

Yamroud Darwich est un poète libanais. Il a écrit de nombreux poèmes qui ont été traduits en français. Son œuvre est marquée par une sensibilité profonde et une maîtrise technique remarquable.

SUR LE PROCHE-ORIENT

A l'aéroport

Par MAHMOUD DARWICH

JE n'écris pas habituellement de poésies dans les avions. Je n'y fais pas davantage mes articles ou mon courrier. Et il ne m'est arrivé qu'une seule fois de devoir dormir sur un banc d'aéroport.

Mais je peux parfaitement imaginer un être qui passerait sa vie dans un aéroport, quand l'ordre international et le droit international sont incapables de lui assurer l'accès à quelque pays que ce soit, quand la liberté d'entrer et de sortir est conditionnée par un tampon officiel sur une feuille de papier. Par la détention d'un papier frappé d'un tampon. C'est la vie moderne ! L'individu n'y a d'autre identité que celle que lui assigne le ministère de l'intérieur.

Cet être, un aéroport l'enverra dans un autre qui l'embarquera à destination d'un troisième, qui l'expédiera vers un quatrième. Tel un colis postal dont les adresses du destinataire et de l'expéditeur seraient perdues.

C'est ce qui m'est arrivé il y a quelques années : un aéroport parisien a gracieusement fait don de ma personne à un aéroport belge qui en fit de même à l'intention d'un aéroport polonais qui, pour finir, me vida dans un aéroport allemand, sans que j'aie à aucun moment le droit de discuter le droit, n'ayant moi-même aucun droit dans aucun aéroport.

Il ne m'a guère fallu plus de dix minutes pour écrire à bord d'un avion mon court poème *Aéroport d'Athènes*, un peu comme j'aurais inscrit mes observations sur le temps qu'il fait. Je venais de passer deux heures dans l'aéroport grec grouillant de monde, avec des familles palestiniennes qui avaient formé une sorte de petite communauté, sans savoir comment elles s'étaient retrouvées là, attendant ce qu'elles ne réclamaient pas, dans l'incertitude d'être jetées dans l'inconnu.

Un romancier contemporain pourrait trouver dans ce scénario, poussé au bout de sa dramaturgie, l'une des épopées de notre temps où l'homme se trouve lié à une force inconnue et ironique, sans même pouvoir poser la question de la liberté, individuelle et publique, dans un lieu hors de l'espace, dans une prison qui n'est pas une prison. L'imagination est alors gouvernée par l'absurde. La draine tourne au burlesque, ou la farce au tragique.

Nous sommes tous des otages. Des voyageurs sans voyage...

Je suis rarement passé par un aéroport arabe sans entendre la même complainte : « On nous a refoulés ! » Impossible de demander à la personne refoulée pourquoi elle était là, bloquée en un lieu sans rien devant ni derrière. Le refoulé est connu, il est défini à l'avance. Suffit à le désigner cette identité que pourtant personne ne reconnaît et qu'il ne porte d'ailleurs pas, lui qu'un

pays semble avoir enfanté pour se débarrasser ensuite sous ses pas, en l'exposant à la réprobation universelle. Le refoulé est assiéé entre une porte d'entrée par laquelle on n'entre pas et une porte de sortie par laquelle on ne sort pas.

Mais alors, pourquoi avoir entrepris le voyage ?

Même cette interrogation réprobatrice, il ne se trouve personne pour l'exprimer. Le voyageur n'a pas entrepris le voyage. Il n'a pas voulu le voyage. Il n'a entrepris aucune démarche qui fasse de lui l'agent d'un acte si fou, qui nous laisse aussi décontenancés qu'une phrase comme : « L'homme mourut ». Pourquoi dire de l'homme qu'il est le sujet du verbe, à moins qu'il ne se soit suicidé ? Est-ce lui qui a accompli l'acte de mourir ? Il est bien vrai qu'il est mort, mais ce n'est pas lui qui a commis l'acte. Il est non moins vrai que ce refoulé était dans les rangs des voyageurs, mais il n'a pas entrepris le voyage. La compagnie d'aviation l'a mis à bord d'un avion et l'a transporté dans un endroit où il ne voulait pas aller et dont il ne sait pas le nom. Exprime-t-il le désir d'en revenir, il ignore où il veut revenir.

Tu n'as pas demandé à ce refoulé sa nationalité. C'est toi-même. La question renferme une insulte blessante comme celle qui fait confondre Palestine et Pakistan chez les anglophones. Le premier de ces noms est totalement inconnu des passagers normaux et des peuples normaux. Il est parfaitement connu des agents de sécurité. Celui qui en est issu en vient alors à invoquer le nom de ses envahisseurs pour se faire connaître. Et celui qui est issu du second est amené à se laver les mains de tout ce qui désigne la Terre sainte, afin d'échapper au piège de la parenté sonore.

Ils nous ont refoulés... C'est une des formes de notre identité.

Ils nous ont refoulés sans raison, sans aucun chef d'accusation, sans qu'il y ait eu infraction.

Ils nous ont refoulés sans même que nous portions cette maldiction qui s'appelle « document de voyage des réfugiés palestiniens (1) ». Le lieu de naissance suffit pour que l'agent de sécurité arabe exerce son petit sadisme ou son plaisir réfréné, pour qu'il indique d'une main méprisante un coin à l'écart pour l'attendre, tout en continuant de distribuer ses sourires de garçon de café à ses anciens spoliateurs.

Jusqu'à quand attendre ? Nous pourrions attendre des heures, ou des jours. Nous pourrions dormir des semaines sur les bancs ou sur un carrelage malpropre. Ne sommes-nous pas palestiniens ? Demander combien durera l'attente serait une ingérence palestinienne dans les affaires de sécurité intérieure des pays frères. Intolérable abus !

Qu'attendons-nous ? Nous n'avons pas le droit de le demander. Nous n'avons qu'à acquiescer. Ne sommes-nous pas palestiniens ? Le ton de la question risquerait de trahir une protestation ou une insatisfaction. Ah ! cela ne vous plaît pas ? Il faut dire : cela me plaît beaucoup. Si du moins tu aspirais à la tranquillité, à l'absence de l'humiliation. Mais, si tu veux protéger ton humanité, tu n'as qu'à gémir, à botter celui qui t'invite à te complaire de ton humiliation.

L'INCIDENT se produit tous les jours, toutes les heures, dans l'aéroport arabe qui traite désormais le Palestinien comme un porteur de choléra ou de peste. Le Palestinien doit prendre l'initiative de se distinguer spontanément du reste de l'humanité en sortant de la file des passagers pour s'installer dans la file qui lui est propre et proclamer : Je suis accusé. Jugez-moi ! Il doit être à lui-même sa propre police, faire la police à sa vieille mère, à son enfant en bas âge. Il doit se mépriser lui-même. Il doit se distinguer des autres humains par ce qui est en deçà de l'humain. Il doit, il doit... Lui seul doit se faire lui-même, attendre des heures ou des jours une autre exception, un étranger, un israélien ou un autre Arabe exclu. Mais il ne trouve que lui-même. Lui et sa mère sur le banc d'infamie !

« Monsieur l'officier, avez-vous trouvé une erreur dans mon passeport diplomatique ? »

- Non.
- Mon nom est-il sur la liste de ceux qui sont autorisés à entrer dans votre pays ?
- Oui.
- Dois-je avoir un visa d'entrée pour pouvoir entrer ?
- Non.
- Alors, me permettez-vous de vous demander pourquoi vous m'arrêtez et ne me permettez pas d'entrer normalement ?
- Parce que vous êtes palestinien.
- Faut-il absolument que vous me blessiez ?

- Je ne cherche pas à vous blesser.
- Pourquoi alors retardez-vous mon entrée et bloquez-vous ces vieilles Palestiniennes depuis des heures ?
- Parce que vous êtes palestiniens.
- Telle est donc l'accusation ?
- Tels sont les ordres...

TELS sont les ordres de solidarité fraternelle avec les Palestiniens : le mépris, l'humiliation, la ségrégation. Et l'assassinat, comme à Beyrouth-Ouest. On vient de le voir avec la mort de Nabila Brayr (2) : extraite de son taxi et tranquillement, abattue. Comme les phalangistes avaient abattu sa mère, son père et sa sœur à Ayn-al-Ramaneh. Comme les israéliens avaient abattu les membres de sa famille à Acre. Nabila Brayr, comme les autres, n'avait commis d'autre péché que d'être palestinienne.

Car attenter au Palestinien est licite. Tels sont les ordres... Les ordres de solidarité fraternelle avec les Palestiniens : la défense verbale de leur cause pour ne pas perturber l'ordre du discours, et l'assassinat du peuple qui porte cette cause pour que les gouvernements obtiennent leur récompense promise. Au nom de la cause, le peuple doit perdre tout ressort. Au nom de la cause, le peuple de la cause est privé de ses droits civiques minimaux, de peur que, ramoli, il n'oublie la cause. Une cause... une cause. Mais, après tout, quelle affaire !

Tout Palestinien est suspect. Privé du droit de libre « dispersion » dans sa grande patrie arabe, ouverte généreusement et sans limites aux espions, aux envahisseurs et aux touristes israéliens. Pour la seule raison que celui qui est né en Palestine est palestinien. N'est-ce pas ainsi que s'ébauche le racisme ?

Plus grave encore : comment pourrions-nous garder le droit de formuler des réserves sur la colère du Palestinien, le jour où il l'exprimerait par des moyens autrement plus violents que les mots ?

La pudeur est peut-être morte. La crainte le serait-elle aussi ?



(Nasser Sound, 1982)

Sont-ils nombreux à croire que les Palestiniens sont prêts à abandonner leur dignité humaine et nationale en échange d'un droit de résidence provisoire reconnu à certains de leurs dirigeants et de leurs cadres ?

Sont-ils nombreux à croire que les Palestiniens, capables de se défendre héroïquement, jusqu'à la folie et au martyre, dans leur patrie et au Liban, soient impuissants à défendre ailleurs la tristesse de leur mère et de leurs enfants ?

L'attente à la dignité des Palestiniens, et à leur condition humaine a été trop loin. Il faut avertir et mettre en garde. Il faut porter la colère à un seuil plus élevé que la protestation et le complainte.

Nous ne sommes pas un peuple offert à toutes les attentes. Nous ne sommes

pas les otages des otages. Quiconque possède un aéroport ou des équipements touristiques n'est pas fondé à appeler la servitude libérée, une liberté qui ne se manifeste que dans l'humiliation des Palestiniens. Spinoza nous dit de ne pas pleurer ni rire, mais de comprendre. Nous comprenons. Et nous savons quoi faire...

(Article paru dans *Al Yom Assabeih*, hebdomadaire publié à Paris, le 19 janvier 1987. Traduit de l'arabe par Samir Kassir.)

(1) Titre de voyage délivré par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés arabes de Palestine (UNRWA).
(2) Fonctionnaire de l'UNICEF, assassinée le 18 décembre 1986 dans la capitale libanaise.

SÉKOU TOURÉ le héros et le tyran

L'HOMME DU "NON" AU GENERAL DE GAULLE MAIS AUSSI L'HOMME DU CAMP BOIRO.

Enfin la première biographie complète de l'ancien maître de la Guinée qui conserve aujourd'hui encore admirateurs inconditionnels et adversaires irréductibles. Combien en effet parmi eux connaissent vraiment l'itinéraire de l'homme qui fut le symbole de l'Afrique noire combattante, ce tyran qui provoqua l'exil de deux millions de Guinéens. Un récit, après une longue enquête, d'un des spécialistes reconnus de l'histoire de l'Afrique, le professeur Ibrahima Baba Kaké.

256 PAGES DONT 16 DE PHOTOS. FORMAT 14,5x21 CM.



BON DE COMMANDE

A RETOURNER ACCOMPAGNE DE VOTRE RÈGLEMENT A DIFFRESS :
3, RUE ROQUEPINE 75008 PARIS (FRANCE) - TEL. (1) 42.65.99.30.
JE DESIRE RECEVOIR : BIographies de SÉKOU TOURÉ AU PRIX UNITAIRE DE 63 FF POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ET 78 FF POUR LES AUTRES PAYS (FRANCO DE PORT).
RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE (ACCEPTÉ UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFFRESS.

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
BOITE POSTALE _____ VILLE _____ PAYS _____

لوكز احمد لتوثيق والتاريخ

DÉCOUVREZ «ACTUALITÉ ARABE»

- Première de parution.
- Un bulletin de référence, d'analyse et d'information sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Un document thématique sans précédent, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité des pays arabes.
- Des bulletins en arabe : Politique - Économie - Société - Annuaire - Répertoire, plus des données, des appels d'offres, des magazines.
- Existe aussi en édition anglaise, ARAB NEWS AND REPORT.

«ACTUALITÉ ARABE» est édité par le **CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (C.A.D.I.)**
Directeur général: Georges El Rouil
34, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
TEL. 42-25-41-00 Téléc. CAD 842 6246
Disponible par abonnement
Exemplaire sur demande

LENTEUR DES « RÉFORMES », POUSSÉE DE

Le gouvernement Botha dans

La droite et l'extrême droite ont conforté leurs positions aux élections législatives du 6 mai dernier en Afrique du Sud : manifestement, la majorité de l'électorat blanc - seul appelé à se prononcer - refuse de jouer le jeu des « réformes » proposées par le président Botha. Les candidats « indépendants », qui s'étaient dissociés du Parti national afrikaaner pour préconiser une solution négociée au problème de l'apartheid, ont essuyé une sévère défaite, qui s'ajoute au recul du petit Parti progressiste libéral. Avec la poussée du Parti conservateur (extrême droite) et le confortable succès du Parti national, les espoirs de règlement semblent compromis. La réaction immédiate du gouvernement Botha a été de durcir son langage et de resserrer les entraves à la liberté de la presse. Persister dans l'immobilisme serait cependant lourd de risques pour le pouvoir blanc, alors qu'à l'étranger les contacts officiels avec l'ANC se multiplient. C'est ce qu'ont compris les personnalités afrikaaners qui ont décidé de quitter le parti du président Botha.

Par BOKWE MAFUNA

Alors que le chômage et la pauvreté ne cessent de s'étendre dans les régions rurales, dans les banlieues et dans les cités noires (townships), les problèmes économiques de l'Afrique du Sud n'ont guère retenu l'attention durant la campagne électorale. Le gouvernement Botha s'est contenté de promettre de « réformer » les structures de l'apartheid, sans toucher aux principes sur lesquels repose le système. Mais ce que le président Botha n'avait pas prévu en décidant d'organiser les élections, c'est l'ampleur du mécontentement que suscite la lenteur des réformes au sein de son propre parti, le parti national, au pouvoir depuis 1948. Le résultat du scrutin a montré que cette révolte, menée par d'éminents intellectuels et hommes politiques, ne représentait pas vraiment une menace - du moins pas encore - pour la majorité dont dispose le parti au Parlement. Mais, pour la première fois, le principal parti afrikaaner était apparu divisé sur la politique à l'égard des Noirs.

Quand trois membres dirigeants du Parti national - le Dr Dennis Worrall, ancien ambassadeur à Londres, M. Wynand Malan, député au Parlement, et le Dr Esther Lategan, une importante femme d'affaires qui avait longtemps soutenu le parti - annoncèrent qu'ils se présenteraient devant les électeurs comme candidats indépendants, publiant un manifeste commun préconisant de nouvelles initiatives en matière de réformes, ce fut la consternation dans les rangs du parti. Le manifeste réclamait des négociations entre tous les Sud-Africains pour promouvoir « une Afrique du Sud unie, avec des droits égaux, la justice et la sécurité pour tous ».

Ces trois personnalités formaient l'avant-garde d'une rébellion contre le gouvernement du président Botha qui n'a pas de précédent : une rébellion qui se cristallise dans la communauté de l'université Stellenbosch, d'où étaient sortis tous les premiers ministres afrikaaners à l'exception du président Botha (lui-même ancien premier ministre), qui est néanmoins chancelier de l'université.

De manière révélatrice, le manifeste commun des « indépendants » excluait de ses propositions politiques les « groupes extrémistes de gauche et de droite ». Il se prononce pour le maintien de l'état d'urgence afin d'assurer pendant une période de transition au cours de laquelle la politique des Noirs serait « convenablement organisée ». Selon quels critères ? Par qui ? Et avec quel ?

Pas avec le Congrès national afrikaan (ANC), engagé dans la lutte armée contre le pouvoir blanc et dont la politique de violence paraît inacceptable aux rebelles ; ni avec le Congrès panafricainiste (PAC), pour les mêmes raisons. Les deux organisations ont été déclarées illégales en 1960, après le massacre de Sharpeville, et sont frappées de banissement, tout comme le Parti communiste.

Les rebelles afrikaaners n'ont pas clairement défini leur attitude à l'égard du Front démocratique uni (UDF), proche de l'ANC dont il a adopté le document de base, la Charte de la liberté. Ils ne semblent pas désireux non plus de s'aboucher avec le Congrès du peuple azanien (AZAPO), proche du mouvement de la Conscience noire mais dont la position est plus affirmée en faveur du socialisme, ni avec le Forum national, préconisant également le socialisme et le rejet du capitalisme.

Cependant, certaines sources proches du groupe des « indépendants » estiment qu'ils n'excluent pas la possibilité de négocier avec l'UDF. Faute de quoi, il ne resterait comme interlocuteurs que les chefs des banlieues noires et les conseillers municipaux noirs, complètement discrédités. On remarque aussi que les rebelles afrikaaners n'ont pas manifesté d'hostilité à l'encontre des structures de l'apartheid menagées deux chambres séparées au Parlement pour les populations métisses et indiennes. Telles qu'elles, cependant, leurs options réformatrices ne pouvaient séduire un électorat déjà réservé à l'égard des propres propositions de M. Botha et qui l'a manifesté en choisissant de voter à près de 30 % en faveur de l'extrême droite.



MANIFESTATION AU CAP, EN AVRIL DERNIER, À L'INITIATIVE DU CONGRÈS SUD-AFRICAIN DE LA JEUNESSE. Des étudiants expriment leur soutien au Front démocratique uni.

Pendant la campagne électorale, M. Botha n'avait pas raté une occasion d'exploiter les rivalités entre les deux principaux partis d'extrême droite, le Parti conservateur du Dr Andries Treurnicht et le Parti national Herstigte (HNP) de M. Jaap Marais. En ouvrant sa campagne, il choisit de s'exprimer dans la ville rurale de Lichtenburg, au Transvaal occidental, fief du parti du Dr Treurnicht, pour s'en prendre, à dessein, aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, les premiers étant accusés d'imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud, la seconde se voyant critiquée pour avoir pris contact avec l'ANC. Il dénonça énergiquement la « moralité sélective » des Occidentaux, et la « politique de sanctions vengeresse » de l'Amérique. Il établit une comparaison entre la ligne dure de Margaret Thatcher en matière de terrorisme international et la rencontre, l'an dernier, de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, avec M. Oliver Tambo, dirigeant de l'ANC (1). La sécurité et la survie des Blancs étaient au cœur de la campagne électorale.

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a lui aussi rencontré M. Tambo en février dernier à Washington, et le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, nourrait le même projet, peut-être dans l'intention d'améliorer l'image de marque de son pays, qui est un actif partenaire commercial de l'Afrique du Sud, hostile aux sanctions. Doit-on voir dans ces nouveaux développements le signe que les pays occidentaux sont en train

de préparer le terrain en vue des relations qu'ils devront nouer avec ceux qu'ils reconnaissent comme les futurs dirigeants de l'Afrique du Sud ? Un groupe d'études chargé par le gouvernement Reagan d'évaluer la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud a conclu que la politique d'« engagement constructif » avait échoué. Dans son rapport publié en février, il estime qu'il est « important d'entreprendre immédiatement » un vaste effort pour renforcer les liens des États-Unis avec les Noirs sud-africains qui « dirigeront éventuellement » le pays (2).

Cette reconnaissance implicite de l'ANC de la part des gouvernements britannique et américain n'a guère été évoquée durant la campagne électorale, mais elle ne pouvait avoir échappé à l'attention du diplomate avisé qu'est le Dr Dennis Worrall et des autres candidats « indépendants ». Ils choisirent cependant d'attaquer M. Botha sur le terrain des « réformes », voyant dans son manque à ses promesses un facteur d'aggravation du danger extérieur. S'ils n'ont pas réussi à convaincre les électeurs blancs, s'ils n'ont pas gagné cette bataille, ils n'ont peut-être pas perdu la guerre. Car les « indépendants » semblent bien partager l'analyse du lobby occidental en faveur des sanctions : le vrai danger est la révolte des Noirs, et il faut obliger les Blancs sud-africains à prendre conscience de ce danger, sans compromettre les chances de l'économie sud-africaine où les intérêts de l'Occident doivent être sauvegardés. L'objectif est de parvenir

à intégrer plus rapidement les Noirs aux institutions politiques et à la sphère économique, les associer aux prises de décision et aux activités de gestion. Parce que le gouvernement de M. Botha n'a pas tenu ses promesses de « réformes », il s'est attiré les critiques des Noirs dits « modérés », des libéraux blancs (particulièrement dans la communauté des affaires, qui s'inquiète de l'effet des sanctions) et des pays occidentaux, qui pourtant refusent d'imposer des sanctions obligatoires. Selon un article paru le 6 mai 1987 dans le *Bulletin d'Afrique du Sud* publié par l'ambassade à Paris, « en dépit des contraintes internationales pesant sur son commerce extérieur, la RSA continue d'enregistrer un excédent important de sa balance commerciale, qui, pour le premier trimestre de l'année, atteint 3,466 milliards de rands... La baisse des importations est imputable essentiellement aux échanges avec l'Europe, qui, tout en restant le premier partenaire commercial de la RSA, voit ses exportations vers la RSA passer de 2,44 milliards au premier trimestre 1986 à 2,396 milliards de rands un an plus tard. En revanche, le montant des importations européennes en provenance de la RSA a progressé de 2,663 milliards de rands à 2,852 milliards de rands ».

En mars dernier, l'Afrique du Sud a pu conclure un accord avec les banques

(1) *Financial Times*, 27 mars 1987.
(2) *International Herald Tribune*, 12 février 1987.

Dans les revues...

■ Dans *POLITIQUE INTERNATIONALE*, André Fontaine, directeur du *Monde*, examine la diplomatie française à l'épreuve de la collaboration et l'impact de la désintégration sur le thème de la désintégration. (N° 35, printemps, trimestriel, 65 F. - 11, rue du Bois de Boulogne, 75116 Paris.)

■ Les déséquilibres économiques mondiaux sont analysés par C. Fred Bergsten dans *FOREIGN AFFAIRS*. W.W. Rostow et George F. Kennan présentent un bilan de quarante années de politique d'engagement (continuité) du communisme. (Printemps, trimestriel, 5,95 dollars. - PO Box 2615, Boulder, Colorado 80321.)

■ Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général d'armée Maurice Schmitt publie dans *DÉFENSE NATIONALE* ses réflexions sur l'évolution inévitable de l'armée de terre au cours des prochaines décennies, en tenant compte notamment du rôle des technologies de pointe. (Juin, mensuel, 38 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

■ L'Avocat américain travaillant pour une institution religieuse privée, Daniel P. Sheehan a rédigé une étude très fouillée, dont de substantiels extraits ont été publiés dans la *REVUE NOUVELLE* en avril, sur les ramifications de l'« Irangate » : « Une longue histoire de criminalité et de déviance politique. » (N° 4, mensuel, 34 F. - 26, rue Poissonnière, 1030 Bruxelles.)

■ LES *CADRES FINANCIERS* consacrent leur récent numéro aux finances internationales. Indispensable synthétique, organisé selon quatre axes : l'environnement international ; le financement de l'activité économique internationale ; la gestion du change ; l'endettement international. (Mars-avril, bimestriel, 42 F. - La Documentation française, Paris.)

■ Dans *STAFF PAPERS*, revue du FMI, Dennis C. Mueller tente de dépeindre les raisons de la croissance du budget de l'Etat dans les démocraties occidentales, notamment aux États-Unis. (Vol. 34, n° 1, trimestriel, 4 dollars. - FMI, Washington DC 20 431.)

■ Dans la *REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL*, Rolf Van der Hoeven décrit

les caractéristiques des politiques de stabilisation dans le tiers-monde et en souligne les effets négatifs sur l'emploi et le niveau des revenus. (Vol. 126, n° 2, mars-avril, six numéros par an, abonnement annuel 60 francs suisses. - BIT, CE-1211 Gembre 22.)

■ L'Institut des Sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA) publie un DOCUMENT DE TRAVAIL sur les conversions de créances sur le tiers-monde. (N° 3, 1987. - ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75006 Paris.)

■ FORCES consacre un numéro spécial au Québec sur l'échiquier canadien. (N° 77, printemps, trimestriel, 4,25 dollars canadiens. - 500, rue Sherbrooke-ouest, bureau 430, Montréal, Québec H3A 3C6.)

■ Dans *SUR EXPRESS*, nouveau mensuel espagnol, un reportage sur les « dos mouillés », ces travailleurs qui peinent à destination la frontière entre le Mexique et les États-Unis. (N° 1, mai, mensuel, 350 pesetas. - Alameda 5, 28020 Madrid.)

■ Plusieurs articles consacrés au Brésil, dans *PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE*. A propos de la dette, Guillermo Hilcoet et Carlos Quena analysent la stratégie des banques transnationales. (N° 83, 1^{er} trimestre 1987, 48 F. - La Documentation française, Paris.)

■ L'INTEGRATION LATINOAMÉRICAINE publie plusieurs études sur les perspectives d'intégration Argentine-Brazil. (N° 122, avril, mensuel, prix non indiqué. - Esmatras 130, 1033 Buenos-Aires.)

■ L'essentiel de la livraison de *MIDDLE EAST REPORT* est consacré aux problèmes de production alimentaire au Proche-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Irak). (N° 145, mars-avril, bimestriel, 3,40 dollars. - Room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

■ *ISOUAL* reprend sa parution, avec un numéro consacré aux « Étas et systèmes sociaux dans le monde arabe ». (N° 6, 1987, trimestriel, 75 F. - 14, rue de Neautille, 75015 Paris.)

■ Deux articles sur le chiisme en Irak et au Liban dans la dernière livraison de *MAGHREB MACHREK*. (N° 115, février-mars 1987, trimestriel, 32 F. - La Documentation française, Paris.)

■ Au terme d'une excellente présentation de la crise politique et économique en Tunisie, James Rupert, dans *WORLD POLICY JOURNAL*, attire l'attention sur les responsabilités de Washington qui a aidé l'armée à se renforcer. (Vol. IV, n° 4, hiver 1986-1987, trimestriel, 5,25 dollars. - 777 United Nations Plaza, New-York, New-York 10017.)

■ L'histoire et les hommes, les problèmes actuels du développement : un riche numéro de la *REVUE DE L'OCCIDENT MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE* sur le thème : « Désert et montagne au Maghreb ». (N° 41-42, trimestriel, abonnement annuel : 220 F. - Édition, La Calade, 13098 Aix-en-Provence.)

■ LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ LINGUISTIQUE DE GÉOGRAPHIE consacre un numéro double aux métropoles du monde arabe, de Casablanca et Tunis à Ryad et Damas. (N° 2-3, 1987, trimestriel, 150 F. - Université Paul-Valéry, BP 5843, 34032 Montpellier Cedex.)

■ Les phénomènes ethniques : nationalisme ethnique, classification des races, préjugés, sont les thèmes d'un dossier de la *REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES*, publiée par l'UNESCO. (N° 11, février, trimestriel, 98 F. - Éditions Epla, 19, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse.)

■ Dans *LES TEMPS MODERNES*, deux articles consacrés aux droits des communautés d'origine immigrée : l'un concerne la France et le code de nationalité ; l'autre, la société multiculturelle en Grande-Bretagne. (N° 490, mai, mensuel, 60 F. - 22, rue de Coust 75006 Paris.)

■ M. Henri Leclerc est interviewé par Bernard Reuveny sur la réforme du code de nationalité, dans la revue *ROYALISTE*. (N° 471, bimestriel, 10 F. - 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.)

■ L'excellente petite revue franco-anglaise, *L'ESTOCAD*, toujours fidèle à son titre, traite cette fois de la « conquête de la Comté » par M. Hirsant. (Mai-juin, bimestriel, 15 F. - BP 102, Vesoul Cedex.)

■ Thème du dernier *POUVOIRS*, dans la suite de l'exploration par la revue des institutions politiques françaises : « Le président ». (Mai, trimestriel, 79 F. - PUF, Paris.)

■ Dans sa formule renouvelée, la *NOUVELLE REVUE SOCIALISTE* offre un excellent dossier « Europe ». (Nouvelle série n° 1, périodité semestrielle, 50 F. - 10, rue de Solferino, 75231 Paris Cedex 05.)

■ Quels sont le poids, le rôle et l'avenir des services destinés aux agriculteurs ? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre le dernier numéro d'*ÉCONOMIE RURALE*. (N° 177, janvier-février 1987, bimestriel, 98,80 F. - Société française d'économie rurale, INA-PG, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05.)

■ Dans *DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL*, des études sur « L'Europe de l'audiovisuel ». (N° 13, mai-juin, bimestriel, 49,50 F. - La Documentation française, Paris.)

■ *FUTURISME* publie un article sur la nécessité d'une maîtrise culturelle des mutations technologiques. (N° 116, mai, mensuel, 43 F. - 55, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)

■ Le dernier numéro de *MIGRANTS-FORMATION* traite de la pratique de la lecture : enfants, adolescents, adultes. Sujet des plus actuels après que l'électrisme a été révisé

■ *NOTRE HISTOIRE* offre une synthèse des connaissances historiques à propos de l'Inquisition. Récits, témoignages, analyses et bilan qui méritent d'être non seulement lus, mais médités, spécialement en cette fin de vingtième siècle, qui, comme le rappelle Michel Mollat du Jourdin dans son éditorial, l'est montré « orfèvre en matière de proche d'opinion ». (N° 35, juin, mensuel, 25 F. - 56, rue de Valenciennes, 75001 Paris.)

en France (et pas seulement chez les immigrés). (N° 68, trimestriel, 16 F. - Centre national de documentation pédagogique, 25, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05.)

■ « Or va le FENP », se demande Alain Beitone dans *ÉCOLE ENFANCE* qui évoque des risques de « scission ». (N° 14, 5 mai, bimestriel, 14 F. - 35, rue Pierre-Brossolette, 76770 Malmaison.)

■ Au signataire de la *REVUE FRANÇAISE D'ÉTUDES AMÉRICAINES*, trois articles sur le premier mai 1886, et sur les origines du mouvement ouvrier américain. (N° 32, avril, trimestriel, 100 F. - Presses universitaires de Nancy, 25, rue Barre-Louis, BP 454, 54001 Nancy Cedex.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

■ *FINANCING HEALTH SERVICES IN DEVELOPING COUNTRIES : AN AGENDA FOR REFORM* (Le financement des services de santé dans les pays en voie de développement : agenda pour une réforme) : comment réduire les dépenses publiques, en recourant notamment à la privatisation. (BIRD, Washington DC, 93 pages, 1987 ; disponible à Paris, 66, avenue d'Iéna.)

Organisation de coopération et de développement économiques.

■ *SYSTÈME D'OBSERVATION PERMANENTE DES MIGRATIONS, SOPEMI 1986*. Le rapport annuel de l'OCDE sur les mouvements migratoires et les politiques des États dans les pays membres. (OCDE, Paris, 133 pages.)

EXTRÊME DROITE

Le piège de

Le piège de l'extrême droite... (Texte continué sur la page suivante)

Que veulent les libéraux

Que veulent les libéraux... (Texte continué sur la page suivante)

PRESSION DE L'EXTRÊME DROITE... (Texte continué sur la page suivante)

L'EXTRÊME DROITE EN AFRIQUE DU SUD

le piège de l'immobilisme

créditrices étrangères pour rééchelonner sur trois ans sa dette de 13 milliards de dollars à l'égard des banques commerciales. L'arrangement levait une grande incertitude pesant sur l'économie du pays et le Dr Gerhard de Kock, gouverneur de la Banque de réserve, a pu le décrire comme « un très bon accord pour l'Afrique du Sud et ses créanciers ». De fait, on s'attend que cet accord facilite la tâche du Parti national au pouvoir (3).

Pour beaucoup d'observateurs, en acceptant de rééchelonner sur trois ans la dette sud-africaine, les banquiers étrangers ont apporté une preuve évidente que les avis sont en train de changer à l'extérieur, quant à la stabilité politique et à la puissance économique de l'Afrique du Sud. Le gouvernement de Pretoria, quant à lui, semble satisfait de ce vote de confiance, principalement dû au succès apparent des autorités dans leurs efforts pour contenir les émeutes dans les cités noires. Pourtant la répression ne règle en rien les problèmes, elle ne saurait tenir lieu de « réforme ».

Depuis les récentes élections, où la tendance des Blancs à voter pour l'extrême droite s'est affirmée, les autorités semblent plus soucieuses que jamais de mettre en œuvre la ségrégation raciale dans le logement, en dépit des incitations contraires des hommes d'affaires et autres libéraux. Le problème du logement est certes l'un des plus urgents aujourd'hui, mais les plus graves difficultés tiennent encore à la persistance de la législation sur les zones de résidence qui organise, on le sait, le regroupement géographique des individus et des entreprises selon l'appartenance raciale. Les partis d'opposition et des organisations anti-apartheid, comme le Front démocratique uni, l'Organisation du peuple azanien et les syndicats, ont demandé l'abolition de cette loi de 1950 comme l'une des « réformes » les plus urgentes. Dans de nombreuses régions du pays, cette législation est ouvertement violée par des familles indiennes, métisses et africaines privées de logement. Des sociétés américaines sont entrées dans la voie de ce qu'on appelle la « désobéissance civile » en mettant des logements à la disposition de leurs employés de couleur dans des zones blanches, et cela a conduit le gouverne-

ment à crier à l'ingérence extérieure, lui-même refusant, pour ne pas aggraver ses difficultés avec l'électorat le plus à droite, toutes les suggestions visant à faire rapporter la législation en ce domaine. En mars dernier à Ermelo, devant 1 200 électeurs du Parti national, M. Botha a clairement fait savoir que, s'il n'était pas marié avec la législation sur les zones de résidence au point d'en faire un instrument de sa politique, le principe n'en serait pas remis en cause tant qu'il serait au pouvoir (4). A coup sûr, il est pris entre deux contradictions : les nécessités économiques du pays et l'obligation de ménager les travailleurs blancs.

Selon des précisions apportées devant le Parlement au début de cette année par M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel, il y avait, à la fin de 1986, 455 zones de résidence pour les Blancs (789 885 ha), 361 pour les métis (97 423 ha) et 127 pour les Indiens (50 673 ha). Soit plus de 84 % des terres concernées réservées aux Blancs, qui déjà possèdent plus de 80 % de la superficie du pays.

Un autre problème crucial est celui des déplacements de population. Depuis l'accession des nationalistes au pouvoir en 1948, plus de 3 millions de Noirs ont été « réinstallés » de force dans des bantoustans ou en d'autres lieux, sans qu'on leur demande leur avis. Des millions de gens ont ainsi perdu la nationalité sud-africaine. Selon M. Chris Heunis, 64 180 Noirs ont été « réinstallés » en Afrique du Sud ou dans des bantoustans durant l'année 1986, malgré les promesses du gouvernement d'abolir les déportations. Celles-ci vont se poursuivre : en effet, le ministre a indiqué que 7 villes ou communautés (6 au Transvaal, 1 dans la province du Cap), ayant au total quelque 22 000 habitants, avaient été retenues pour de nouvelles opérations de réinstallation (5).

Tout futur gouvernement, quel qu'il soit, devra assumer les conséquences de cette politique. En aura-t-il les moyens ? Dans quelle mesure les « réformes » de M. Botha aideront-elles à résoudre ces difficultés ? Les « indépendants », pour leur part, s'y seraient-ils pris autrement ?

« réforme » : une autre Chambre séparée, pour les Noirs cette fois, au Parlement ? En fait, les Blancs sont déjà pris de court : l'idée d'une représentation séparée est rejetée par la plupart des organisations anti-apartheid et par le lobby réformiste.

Une fracture est intervenue jusque dans les rangs des conseillers municipaux noirs, si controversés, et cela pourrait compliquer la tâche du gouvernement (ou même celle des rebelles « indépendants ») pour trouver des dirigeants noirs qui acceptent de participer à ce *new deal*. Jusqu'en février de cette année, la plupart des 240 responsables locaux noirs étaient représentés au sein de l'Association des conseils urbains sud-africains (UCASA), reconnue par le gouvernement. Mais l'hégémonie de cette association est maintenant concurrencée par une organisation qui a fait scission, l'Union des municipalités d'Afrique du Sud (United Municipalities of South Africa, UMSA), dont les chefs demandent la levée des mesures restrictives à l'égard des organisations bannies et un dialogue avec l'ANC.

L'UCASA, quant à elle, a accepté de siéger dans les conseils statutaires locaux mis en place par les autorités pour mettre à l'essai une formule prévoyant la participation (séparée) des Noirs au gouvernement (8).

Les groupes anti-apartheid et une large majorité de la population africaine dénoncent les conseillers municipaux comme collaborateurs et les tiennent responsables, tout autant que le gouvernement, de la condition faite aux millions de victimes de l'apartheid. Leur conviction est que, sans ces collaborateurs noirs, l'apartheid ne pourrait fonctionner.

Seuls les Blancs ont voté lors des élections du 6 mai 1987, auxquelles 479 candidats - nombre record - se sont présentés. Une nouvelle consultation électorale doit avoir lieu dans deux ans, selon la Constitution mise en œuvre en 1984 et qui donne aux minorités métisse et indienne le droit de sié-

ger dans des Chambres séparées. A l'époque, les Noirs étant exclus de cette « réforme », une explosion de violence avait alors déferlé sur tout le pays, en signe de protestation.

Les troubles n'ont pas cessé depuis, faisant quelque 2 500 morts, principalement parmi les Africains. A deux reprises, l'état d'urgence a été proclamé pour organiser la pire des répressions que l'Afrique du Sud ait connues. Selon le gouvernement, moins de 4 000 personnes étaient emprisonnées dans les derniers mois de 1986 en vertu de l'état d'urgence. M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, a déclaré devant le Parlement au début de cette année que le nombre total des personnes détenues depuis juin 1986 n'atteignait pas le chiffre de 20 000 avancé par les groupes d'opposition. Mais ce genre de contestation ne trompe personne depuis bien longtemps (9).

Parce que la presse a reçu l'interdiction de rendre compte de l'agitation et de la répression, spécialement sous forme de reportages télévisés, le conflit civil se déroule dans l'ombre. Mais de récents procès politiques en diverses régions du pays révèlent qu'une lutte farouche est en train de se livrer, sans que l'on puisse toutefois en apprécier toute l'étendue. Selon le *Weekly Mail*, journal qui fait autorité, dans la seule année 1986 plus de 11 000 personnes auraient été inculpées pour incidents « liés à l'agitation » dans les cités sud-africaines (10). Certes, de récentes décisions de la Cour suprême avaient levé quelques restrictions pesant sur le travail des journalistes, mais la censure continue d'exister et de nouvelles mesures de contrôle sont venues restreindre la liberté de l'information au lendemain des élections.

Tandis que les troubles se sont notablement atténués dans les cités noires, la lutte des travailleurs prend de l'extension. Ces derniers mois, des milliers de cheminots, d'employés de l'alimentation et de mineurs ont participé à de grandes grèves. Dix personnes au moins ont trouvé la mort dans une

grève dans la société publique des South African Transport Services.

Les syndicats noirs, telle l'Union nationale des mineurs (National Union of Mineworkers, NUM), haussent de plus en plus le ton pour réclamer les droits politiques et dénoncer le système capitaliste, et il est de plus en plus probable que les événements vont aussi se jouer dans la sphère économique. La NUM, qui ne cesse de prendre de l'importance, est affiliée au Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, COSATU), qui revendique plus de 500 000 adhérents et qui est la cible des pressions gouvernementales depuis les tragiques événements liés à la grève des cheminots. Lors de son congrès annuel à Soweto, en février dernier, la NUM a adopté la Charte de la liberté de l'ANC, qui se prononce, entre autres, pour la nationalisation des mines.

Dans sa déclaration annuelle publiée en mars, la société Highveld Steel and Vanadium Corporation exprime cette opinion : « Il est extrêmement difficile de faire des prévisions dans la situation présente, car il est clair que d'importants changements doivent être apportés dans les domaines politique et social pour que les pressions de l'extérieur prennent fin. Il est donc essentiel que le gouvernement mette en œuvre le processus de réforme, et il faut souhaiter que l'électorat blanc lui délivre clairement ce message aux prochaines élections. » Mais l'électorat blanc ne l'a pas entendu de cette oreille.

BOKWE MAFUNA.

- (3) *Financial Times*, 25 mars 1987.
- (4) *Star*, 28 mars 1987.
- (5) *Weekly Mail*, 27 mars-2 avril 1987.
- (6) *International Herald Tribune*, 27-28 décembre 1986.
- (7) *Star*, édition internationale, 28 mars 1987.
- (8) *Weekly Mail*, 6-12 mars 1987.
- (9) *International Herald Tribune*, 13 mars 1987.
- (10) *Weekly Mail*, 20-26 mars 1987.

Que veulent les libéraux blancs ?

LES « indépendants » afrikans, tel le Dr Worrall, avaient bien qu'ils ne pouvaient sérieusement entamer l'écrasante majorité dont dispose l'actuel gouvernement au Parlement. Le Parti fédéral progressiste (PFP), dont ils partagent certaines options politiques, a subi une sévère défaite électorale. Non seulement l'électorat blanc favorable à des « réformes » est trop minime pour offrir une base à la politique de changement, mais tout accès à la majorité noire lui est fermé, sur le plan institutionnel et légal. Il lui faut donc attendre le moment où des « réformes » viendront lui donner l'accès au vote des Noirs. Car leurs suffrages pourraient être décisifs pour lui, si un jour les organisations illégales comme l'ANC ou le PAC, ou non reconnues comme l'UDF et l'AZAPO, étaient admises dans la vie parlementaire. L'UDF multiracial, en particulier, offre exactement ce genre de pont entre les réformistes blancs et le mouvement noir et à un éventuel gouvernement multiracial avec la participation de l'ANC ou, à défaut, avec des dirigeants comme M. Gatscha Buthelezi, chef du bantoustan du KwaZulu et du mouvement zoulou Inkatha, qui d'ailleurs reçoit toutes sortes de marques de reconnaissance à l'étranger - les autorités françaises, par exemple, ne lui ont pas ménagé leurs éloges lors de sa récente visite à Paris où il a été reçu par le premier ministre, M. Jacques Chirac, et par le ministre des droits de l'homme, M. Claude Malhuret.

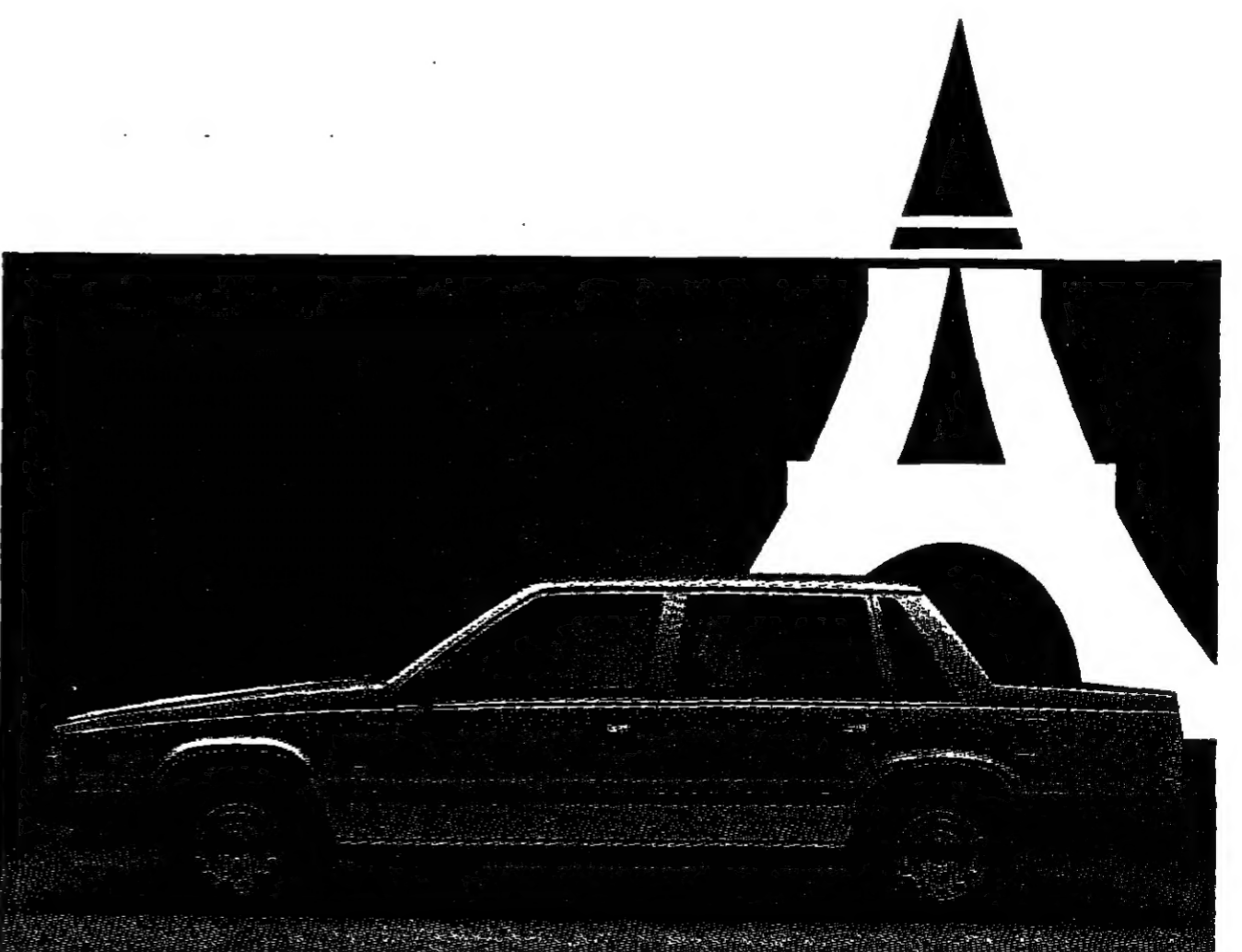
Le PFP et le groupe des nouveaux « indépendants » ont donc courtisé

l'opinion noire modérée, notamment la nouvelle classe moyenne des milieux d'affaires et professionnels. Tous deux ont activement soutenu le projet d'aménagement constitutionnel au Natal (6), congru par M. Gatscha Buthelezi.

Cette proposition, envisageant l'établissement d'un gouvernement multiracial dans la province du Natal, a d'abord été catégoriquement rejetée par le gouvernement de M. Botha, qui craignait que ce projet ne débouche sur une domination des Noirs - mais il semble s'être ravisé. Une telle solution, en fait, correspond davantage aux souhaits des libéraux : un Parlement multiracial, dont l'une des Chambres serait élue selon le principe « un homme, une voix » et l'autre sur une base ethnique pour garantir les droits des minorités (6).

Dans le *Star*, le quotidien qui a le plus fort tirage, un commentateur noir écrivait récemment : « Les indépendants comme les progressistes (du PFP) ne veulent pas d'un Etat sud-africain unitaire, où le gouvernement serait déterminé par le suffrage universel des adultes ; ils préfèrent une Afrique du Sud balkanisée, selon diverses appellations de bon goût (7). »

Voilà un an que l'état d'urgence a été de nouveau proclamé, et la plupart des détenus emprisonnés le 12 juin 1986 sont toujours sous les verrous. Des sources proches du gouvernement estiment que cet état d'exception pourrait durer encore trois ans. Est-ce le délai nécessaire pour que le président Botha parvienne à convaincre les électeurs blancs de la nécessité d'une autre



Détente dans les relations internationales
Volvo 740 série Diplomat

La philosophie Volvo a trouvé sa meilleure ambassadrice. La série Diplomat, spécialement créée par Volvo pour les diplomates et hommes d'affaires internationaux qui partagent cette passion de la qualité et veulent la vivre lors de leur séjour à Paris.

Volvo 740 série Diplomat : une vraie Volvo spécialement équipée avec vitres teintées, centrale de verrouillage, alarme, poste de radio FM/lecteur de cassettes.

La série Diplomat comprend aussi la Volvo 340 et la Volvo 360, bénéficiant des mêmes équipements.

Volvo série Diplomat : elle vous attend dès votre arrivée à Paris.

VOLVO

Retournez-nous ce coupon et envoyez-le à : VOLVO - 138, av. des Champs Elysées - 75006 PARIS.

Sans engagement de votre part, nous vous ferons parvenir la documentation vous intéresse.

Je suis intéressé par l'achat d'un véhicule hors taxe

Modèle 340 ☐ Modèle 240 ☐ Modèle 740 ☐ Modèle 460 ☐

Achat ferme ☐ Ou contrat de location ☐

Nom (M./Mme) : _____ Adresse : _____

Téléphone ou télex : _____

VOLVO

LA PROGRESSION DE L'EXTRÊME DROITE AUX ELECTIONS DU 6 MAI 1987

PARTIS	1981		1987	
	Sièges	%	Sièges	%
Parti nationaliste (au pouvoir)	131	57	123	52
Parti fédéral progressiste (PFP, réformiste)	26	19,4	19	14,1
Nouveau parti républicain (NRP, réformiste de droite)	8	7,8	1	1,9
Parti conservateur (extrême droite)	-	1,4	21	26,3
Parti national Herstigste (extrême droite)	-	14,1	-	3,1
Indépendants	-	-	1	1,3

Source : South African Institute of Race Relations, *Annual Survey* 1981, Johannesburg. *Weekly Mail*, Johannesburg. *International Herald Tribune*.

POUSSÉE DE

ha dans



(Gideon Mendel-Magnum)

MECAN DE LA JEUNESSE

plus rapidement les Nations Unies politiques et à la détermination, les associer à la décision et aux activités de la force que le gouvernement de l'ONU n'a pas tenu ses promesses de « modérés », des libéraux (particulièrement dans la communauté des affaires, qui ont de l'effet des sanctions) occidentaux, qui poussent à imposer des sanctions plus sévères.

Selon un article paru le 27 mars 1987 dans le *Bulletin d'Afrique*, publié par l'ambassade à Paris, les contraintes internationales sur son commerce ont continué d'être un obstacle à l'exportation de sa laine, qui, pour le premier trimestre 1987, a atteint 3 400 millions de francs.

La hausse des importations de laine, qui, en 1986, a atteint 1 200 millions de francs, a été compensée par l'Europe, qui, en 1986, a importé 1 200 millions de francs de laine de la RSA, soit ses exportations de laine de 1 200 millions de francs.

Le premier trimestre 1987 a vu la RSA passer de 244 millions de francs à 244 millions de francs.

Le premier trimestre 1987 a vu la RSA passer de 244 millions de francs à 244 millions de francs.

Le premier trimestre 1987 a vu la RSA passer de 244 millions de francs à 244 millions de francs.

Financial Times, 27 mars 1987.

International Herald Tribune, 27 mars 1987.

Le PFP et le groupe des nouveaux « indépendants » ont donc courtisé

BIBLIOGRAPHIE

Problèmes d'actualité des organisations internationales

Le PFP et le groupe des nouveaux « indépendants » ont donc courtisé

ÉCHEC DU PLAN CRUZADO, MORATOIRE

La démocratie brésilienne à la

CE début de l'an III de la Nouvelle République est marqué au Brésil par une montée d'incertitudes et de tensions politiques. L'inflation, réduite pendant quelques mois par le plan Cruzado, a repris de plus belle pour atteindre 21 % pendant le mois d'avril 1987. Craignant l'épuisement des réserves de devises, le gouvernement a engagé - enfin - une partie de bras de fer avec les banquiers internationaux après la suspension, le 20 février dernier, du paiement du service d'une partie de sa dette extérieure.

Le changement des principaux responsables de l'économie en mars et avril - en particulier le départ du ministre des finances, M. Dilson Funaro, devenu la bête noire des banquiers internationaux à cause du moratoire partiel - reflète le désarroi du président Sarney devant la crise économique et politique. Un désarroi qui l'a conduit à décider d'abréger d'une année la durée de son mandat sans que ce recul ait pour autant désarmé ceux qui lui reprochent de ne plus être à la hauteur de la situation.

Par IGNACY SACHS *

La passation du pouvoir à un président civil par les militaires le 15 mars 1985 marque le retour du Brésil à la démocratie, après vingt et une années de régime autoritaire. Plutôt que de braver le puissant mouvement populaire en faveur du rétablissement des libertés démocratiques, l'armée accepte de retourner dans les casernes à trois conditions : qu'on fasse table rase du passé et qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les responsables de la violation des droits de l'homme et des nombreux scandales financiers, que l'armée et le redoutable Service national de l'information gardent intactes leurs structures ; enfin, que le président soit élu aux termes de la Constitution autoritaire en vigueur par un collège électoral et non au suffrage universel. Ce dernier point permet de se mettre d'accord sur le nom de Tancredino Neves, candidat du plus grand parti d'opposition - le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) - acceptable pour les généraux. M. José Sarney, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, se rallia à la candidature de Tancredino Neves et fut élu vice-président. Il allait devenir le premier président de la Nouvelle République, car Tancredino Neves, opéré d'urgence le jour même de la passation des pouvoirs, mourut peu après.

* Directeur du Centre de recherches sur le Brésil contemporain à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.

La Nouvelle République se donna deux objectifs principaux :

- consolider les institutions démocratiques en se dotant d'une nouvelle Constitution et en procédant à l'élection d'un président au suffrage universel au terme du mandat du président Sarney, dont la durée était fixée, au départ, à six ans ;

- s'attaquer à la pauvreté absolue et réparer les injustices sociales accumulées sous le régime autoritaire sans pour autant remettre en question la logique de développement capitaliste.

L'option en faveur d'une croissance avec redistribution impliquait, avant toute autre chose, le refus de continuer à appliquer la politique d'austérité préconisée par le FMI au nom de la lutte contre l'inflation. Le pas fut franchi à la mi-1985, et l'année se solda par une croissance de près de 8,5 % et une forte réduction du chômage, mais aussi par une poussée de l'inflation qui dépassa le rythme annuel de 200 % au début de 1986.

C'est pourquoi, le 28 février 1986, le gouvernement se décida à frapper un grand coup. Il procéda à une réforme monétaire accompagnée du blocage des prix. Les salaires furent légèrement revalorisés par rapport à leur valeur moyenne au cours de la période de référence, et le principe fut accepté de leur ajustement automatique chaque fois que l'inflation dépasserait 20 %. Le plan Cruzado, comme le plan Austral en Argentine, se proposait d'éliminer

l'"inflation inertielle", c'est-à-dire la projection dans l'avenir de l'inflation passée. Il consistait, au début, un très grand succès, une adhésion enthousiaste du public et provoqua une véritable explosion de la consommation que même la levée d'un emprunt obligatoire et un relèvement drastique d'impôts indirects sur les voitures et l'essence ne parvinrent pas à maîtriser.

Paradoxalement, le président Sarney devint prisonnier puis victime de sa popularité. Ayant promis l'élimination totale de l'inflation, il s'opposa à toute modification des prix avant l'échéance électorale du 15 novembre 1986, alors que certains aménagements devenaient nécessaires pour éviter les pénuries, le marché noir et la spéculation.

Les élections du 15 novembre 1986 se traduisirent par un raz de marée en faveur du PMDB. Ce parti fit élire vingt-deux gouverneurs d'Etat sur vingt-trois et s'assura une solide majorité à la Chambre des députés et au Sénat qui, ensemble, remplissent les fonctions d'Assemblée constituante.

La victoire du PMDB et l'échec relatif du Parti du front libéral (PFL) - second parti de la coalition gouvernementale - affaiblirent la position personnelle du président Sarney, rendant plus difficile son rôle d'arbitre entre les différentes forces politiques en présence, d'autant que la durée de son mandat dépend du vote de la Constituante (1).

La situation sociale connut un brusque retournement lorsque, au lendemain des élections, le gouvernement lança un nouveau plan d'austérité en relevant les taxes sur les voitures, les cigarettes, les boissons et les tarifs des services publics. Il ne fut plus possible de réprimer l'inflation, qui atteignit 17 % en janvier 1987, 15 % en février et 13 % en mars.

Alors que la cote de popularité du président fondait, des grèves pour raisons salariales éclatèrent. Pour protéger les raffineries de pétrole, le président fit appel à l'armée. Il n'y eut pas d'incidents, et des compromis furent trouvés, mais le message adressé aux syndicats était tout de même clair. Les rapports se détériorèrent aussi entre le gouvernement et la puissante fédération des industries de São Paulo. De leur côté, les organisations de producteurs ruraux, dominées par les grands propriétaires fonciers, organisèrent à

Brasília une manifestation pour réclamer de meilleurs prix.

C'est dans ce climat très lourd que le gouvernement prit la décision du moratoire sur la dette, en espérant sans doute que l'épreuve de force avec les banquiers internationaux parviendrait à rassurer derrière lui l'opinion publique et rendrait possible un troisième plan de redressement qui, cette fois-ci, s'attaquerait aux problèmes structurels hérités du régime autoritaire.

A vrai dire, ces problèmes auraient dû être abordés dès 1985 avec la réforme monétaire, qui avait permis de voir que le Brésil était malade d'une répartition des revenus et des richesses parmi les plus inégalitaires au monde, qu'il traînait une dette extérieure impayable qui, à son tour, engendrait une dette intérieure impossible à gérer

et des taux d'intérêt bancaires aberrants.

Il fallait donc réaliser une réforme fiscale et une réforme agraire tout en renégociant la dette extérieure, en consolidant la dette intérieure et en réduisant drastiquement le loyer réel de l'argent, condition sine qua non pour la reprise d'investissements productifs. Or tout s'était passé comme si on avait mis le patient sur la table d'opération avec une anesthésie aux propriétés euphorisantes (le plan Cruzado), puis oublié de faire l'opération.

L'euphorie qui suivit le plan Cruzado, la flambée de consommation et le taux élevé de croissance - il a dépassé 8 % en 1986, ce qui place le Brésil à la tête du palmarès mondial - eurent un effet démobilisateur sur les mesures structurelles. Tout se passa, une fois de plus, comme si la croissance élevée suffisait à elle seule pour prendre en charge tous les problèmes de la société



UN PAYSAN DU NORDESTE
L'éternelle attente d'une réforme agraire

Comment payer une dette de 110 milliards de dollars ?

La marge de manœuvre de M. José Sarney a été fortement limitée par le service de la dette extérieure et son corollaire, la dette intérieure. Aucun pays, aussi riche soit-il, ne saurait supporter à la longue que 5 % de son PIB - environ un quart de son épargne potentielle et la moitié de ses exportations - soient drainés chaque année vers l'étranger pour payer les intérêts d'une dette extérieure de 110 milliards de dollars.

Le Brésil a subi cette contrainte pendant plusieurs années, en dépit d'une évolution très défavorable des cours internationaux des produits primaires et des pratiques protectionnistes des pays industrialisés. Cet exploit a été possible parce que le pays s'était engagé, après la crise du pétrole de 1973, dans un programme ambitieux d'expansion des industries de base et des biens d'équipement se substituant aux importations et parce que la croissance rapide de l'économie, en 1985 et 1986, a été assurée par une meilleure utilisation des capacités de production existantes sans engager d'investissements nouveaux (1).

Mais, pour racheter aux exportateurs privés les devises nécessaires au service de la dette extérieure et pour continuer à recycler aussi la dette intérieure accumulée par le régime militaire, il a fallu procéder continuellement à des émissions de titres offerts à des taux d'intérêt rémunérateurs.

Le Brésil se transforme ainsi, au lendemain de la réforme du cruado, en un paradis pour le capital financier et les spéculations de tout genre : le secteur financier absorbe aujourd'hui plus de 10 % du PIB, soit l'équivalent de toute la production agricole. Les taux réels d'intérêt demandés par les banques ont atteint des niveaux sans précédent (3 % par mois et plus au-dessus du taux d'inflation) : le fonctionnement des entreprises ne disposant pas de fonds de roulement propres s'en trouve fortement pénalisé, de nombreuses petites entreprises menacent de déposer leur bilan et, bien entendu, les investissements productifs sont pratiquement paralysés, à l'exception de ceux financés par les prêts bonifiés de la Banque nationale de développement économique et social, ce qui renforce la dépendance traditionnelle de l'industrie privée envers le secteur public.

Les tentatives de renégociation (et non pas de simple rééchelonnement) de la dette ayant échoué devant l'intransigeance des banquiers internationaux et les solutions préconisées par le FMI étant inacceptables parce qu'elles mènent à la récession, au chômage et à l'aggravation de la misère, le Brésil n'avait d'autre choix que le moratoire. Il en a choisi une variante modérée pour mieux appuyer sa démarche, proposant une négociation politique sérieuse au lieu d'interminables escarmouches techniques avec les banquiers.

En ce sens, la décision de trancher le nœud gordien de la dette s'imposait comme un préalable à toute tentative de politique réformatrice. On ne peut que s'étonner qu'elle ait été prise aussi tard, à un moment où le Brésil ne disposait plus des mêmes atouts qu'au lendemain de la réforme du cruado : l'appui enthousiaste des citoyens ; une situation très confortable du commerce extérieur et des réserves de devises ; enfin, l'accueil favorable de la réforme du cruado par les milieux économiques internationaux.

Aujourd'hui, la partie de bras de fer engagée avec les banques internationales sera beaucoup plus dure, d'autant plus que la solidarité des pays du tiers-monde a du mal à se concrétiser et que les pays endettés ne parviennent pas à opposer un front uni au cartel des banques internationales et des pays créanciers réunis dans le Club de Paris.

En tout état de cause le moratoire, à lui seul, ne saurait suffire. Il doit se doubler d'une consolidation de la dette intérieure et d'une réduction des taux réels d'intérêt comme préalable à une restructuration durable de l'économie brésilienne.

L.S.

(1) Pour plus de détails voir, entre autres, Ignacy Sachs, « Les quatre Dettes du Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, n° 78, 4^e trimestre 1985, pp. 97-114 et « Growth and Poverty : Some Lessons from Brazil », étude préparée par Ignacy Sachs pour le World Institute for Development Economics Research de l'Université des Nations Unies, Helsinki, 1987.

UN LIVRE DE CELSO FURTADO

Après le « miracle »

DANS le Brésil après le « miracle » (1) l'économiste Celso Furtado livre au lecteur de langue française cinq essais publiés au Brésil entre 1981 et 1984 et qui, ensemble, restituent bien la pensée de l'auteur sur le pays et sur l'économie internationale au début des années 80. La force de l'ouvrage réside dans le thème unique qui sous-tend aussi bien l'analyse de la réalité socio-économique d'une région critique (le Nordeste, investie d'une fonction quasi messianique) que le diagnostic de blocage porté sur le modèle de développement brésilien (endettement externe et public, inégalités croissantes, déséquilibres écologiques, aliénation culturelle) ou de décapage des grands mouvements qui réorganisaient la production et les échanges au niveau international (pouvoir croissant des multinationales, affaiblissement des Etats, désordre monétaire).

La perspective historique domine, ainsi qu'une vision humaniste de l'action. Le livre éclairera tout ceux qui s'intéressent à la nomination, en 1985, de Celso Furtado comme ministre de la culture de la Nouvelle République.

A ceux qui s'intéressent au long cours des économies en développement, à ceux qui ont la charge de piloter le Brésil, les travaux de Furtado apportent des références indispensables : le diagnostic du passé permet d'annoncer clairement ce que devrait être une croissance qui serait en même temps un véritable développement.

Mais ce type de discours peut paraître étiéré au regard des problèmes qu'affrontent les acteurs responsables de l'économie brésilienne. La recherche d'un nouveau modèle de développement n'est pas encore à l'ordre du jour, « mangée » par les préoccupations du court terme - auxquelles on pare à coups d'expédients - cependant que la question du pouvoir relativise chaque jour davantage les problèmes économiques.

Un indice parmi d'autres en est l'affaiblissement du secrétariat au plan, vidé d'une grande partie de ses attributions après le départ de M. José Sarney.

Discrète dans le Brésil après le « miracle », la question du pouvoir n'était, il est vrai, pas facile à évoquer avant 1985. Depuis, les années Sarney ont succédé aux années Figueiredo, et le Brésil se trouve en pleine transition vers la démocratie. Une transition qui ne va pas de soi tant sont forts les reliquats de l'autoritarisme. Jusqu'où et comment celui-ci régressera-t-il ?

Plan ou projet, le Brésil a besoin d'un cadre de moyen terme qui permette à la fois d'apurer le passé (l'endettement, les erreurs de gestion et de stratégie) et de jeter les bases d'une nouvelle croissance. Qui peut faire ces choix en toute légitimité ? Comment y associer la population et les corps intermédiaires ? Comment réaliser cette participation populaire que Furtado appelle de ses vœux pour une croissance plus juste et plus respectueuse de la culture nationale ?

L'économiste peut seulement dire ce qui est possible. Il reviendra au politique d'arbitrer entre dette financière, dette sociale et intérêts particuliers. Le Brésil a un besoin urgent d'habiles négociateurs obsédés par un plan.

PATRICK POSTAL.

(1) Celso Furtado : *le Brésil après le « miracle »* (préface d'Ignacy Sachs), éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1987, 146 pages, 125 F.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

1260 Nyon - Suisse A 20 minutes de Genève, sur les rives du lac Léman

Etablissement médical privé de réputation internationale offrant une thérapie séparée pour les affections d'ordre psychiatrique, le sevrage et la réhabilitation alcoolique, la désintoxication, les soins aux personnes âgées. Personnel multilingue.

Tél. 022/611 581 - Téléc. 419.021

LA DETTE, M

Recherche

LA DETTE, M... Recherche... (Text continues vertically in a narrow column on the right margin, partially cut off and difficult to read due to image quality and orientation.)

Un nouveau

Q... (Text continues in a narrow column on the right margin, partially cut off.)

Si... (Text continues in a narrow column on the right margin, partially cut off.)

LA CULTURE PARTOUT DA

Commerce tous LIVRES... (Text continues in a narrow column on the right margin, partially cut off.)

NOTRE LIBRAIR

Place de Rungis -

مكتبة المتأخرين

SUR LA DETTE, MAINTIEN DES INÉGALITÉS

recherche d'une politique économique

brésilienne, en particulier ceux des couches les plus défavorisées. Le patient finit par se réveiller. Son état avait empiré, l'anesthésie ne faisait plus d'effet, mais il était désormais très difficile de l'appliquer une seconde fois. Maintenant, l'opération allait se faire à vil.

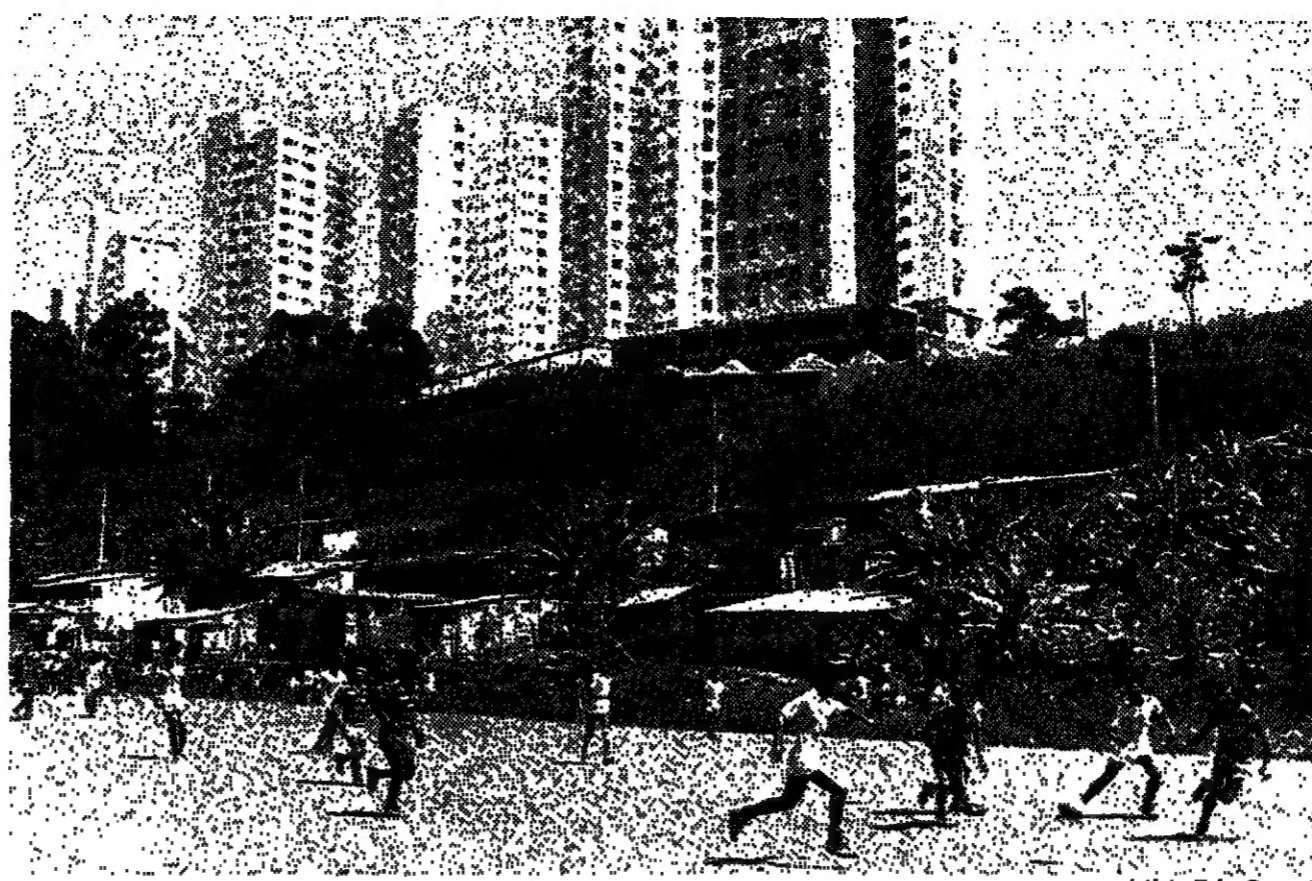
Sur le plan politique, les visées réformatrices du gouvernement de M. Sarney sont paralysées par l'impossibilité de dégager le consensus indispensable à leur mise en œuvre. Il n'y a consensus que pour le refus d'une austérité débouchant sur la récession. Mais il s'arrête là. Les structures institutionnelles et les pratiques politiques sont encore très fortement imprégnées de clientélisme.

Si la société civile s'exprime aujourd'hui plus que dans le passé à travers les mouvements sociaux, la vie associative et les communautés ecclésiales de base, presque tout reste à faire encore pour moderniser les partis politiques, éliminer les pratiques populistes, le jeu des influences personnelles et ce qu'on appelle la « privatisation de l'Etat ». Comme l'a remarqué Aspasia Camargo, les difficultés auxquelles se heurte la réforme administrative de l'Etat montrent à quel point le fossé se creuse entre les potentialités de l'appareil productif en pleine expansion et la façon obsolète de gérer l'ordre social (2).

Le pouvoir continue d'être exercé par un président solitaire assisté d'une « technocratie éclairée », sans que les conditions d'un pacte social autour d'un projet réformiste soient vraiment assurées. A l'heure actuelle, « l'Etat n'est pas encore arrivé aux souterrains de la société, à la périphérie des grandes villes, aux exclus ou aux demi-citoyens, pas plus que les équipements publics, les services, les contrées et les droits qui accompagnent le pouvoir public (3) ».

C'est pourquoi une grande responsabilité incombe à l'Assemblée constituante (4) et aux gouvernements démocratiquement élus le 15 novembre 1986. Ils ont devant eux une rude tâche : renforcer, à travers une décentralisation effective, le rôle de la société civile, mais en même temps légitimer l'Etat en tant que véritable res public.

Les débats des travaux de l'Assemblée constituante furent difficiles. Les députés et les sénateurs se sont enlisés



RICHERS ET PAUVRES A SAO-PAULO
L'Etat continue de négliger les exclus et les tiers pour des demi-citoyens

dans des débats procéduriers interminables. Quant au gouvernement, il semble désarçonné par le brusque retournement de la situation et, le monitoire mis à part, tarde à proposer une sortie de la crise. Les rapports entre le président et le parti majoritaire sont de plus en plus difficiles. Le PMDB voudrait une plus grande part de responsabilité dans la définition de la politique, mais ne parvient pas à articuler un programme d'action capable d'enrayer la dégradation du climat politique, social et économique. Il manque d'unité et plusieurs de ses dirigeants se positionnent déjà comme candidats aux prochaines élections présidentielles. Cela laisse présager une période trouble de plusieurs mois, suivie d'une année électorale, avant que la situation politique se décente et que le pays retrouve la pleine légitimité démocratique.

Trois possibilités s'offrent maintenant au Brésil :

- faire amende honorable auprès du FMI, en s'engageant dans une solution à la médiane ;
- appliquer en fait les prescriptions du FMI, en les enrobant d'une rhétorique censée montrer à l'opinion publique, comme l'a fait le Nigéria, que le plan d'austérité est du cru national ;
- s'efforcer de rattraper le temps perdu et s'engager dans une voie réformatrice essayant de concilier une croissance censée montrer à l'opinion publique des déséquilibres sociaux et la consolidation de la démocratie.

Les deux premières variantes seraient risquées, dans la mesure où elles compromettraient les chances d'un consensus politique incluant les travailleurs et les classes moyennes. Un autoritarisme plus ou moins camouflé ne peut pas être exclu, à l'heure

actuelle, dans l'hypothèse d'une austérité prolongée.

En revanche, l'option réformatrice de croissance avec une redistribution réelle continue d'être possible, et même moins difficile à réaliser au Brésil que dans tout autre pays du tiers-monde grâce à la conjonction des quatre facteurs suivants :

- important potentiel économique permettant d'assurer un taux élevé de croissance à travers une stratégie tournée vers le marché intérieur (ce qu'il ne faut pas confondre avec l'autarcie) ;
- abondantes ressources naturelles créant, à condition de procéder à la réforme agraire, les perspectives d'un essor de l'agriculture et de l'industrie rurale et donc du ralentissement d'une urbanisation inutilement coûteuse ;
- extrême inégalité dans la répartition du revenu (voir page 10), un consensus très large pouvant dans ces conditions se faire autour d'une politique qui se bornerait à réduire les revenus d'une très petite minorité et surtout à limiter les énormes profits du capital financier (5) ;

- enfin, énorme gaspillage de ressources qui caractérise le style de développement brésilien : des fonds importants pour l'investissement pourraient être dégagés grâce à l'entretien plus soigné des équipements, l'économie de l'énergie et des matières premières, la valorisation des sous-produits et le recyclage des déchets, ainsi que la réduction des coûts de transport par une meilleure intégration des économies locales et régionales.

La situation économique est devenue telle que, dans l'immédiat, des mesures rigoureuses s'imposent pour enrayer l'inflation. C'est ce qui a fait dire au nouveau ministre des finances, M. Bresser Pereira, que son plan de redressement ressemblerait aux prescriptions coutumières du FMI : austérité, dévaluation du cruado (pour le moment de 8,5 % en plus des mini-dévaluations périodiques), réduction du taux de croissance à 3 % par an, rémunération élevée du capital (la spéculation financière s'est déchaînée de nouveau), mais aussi indexation des salaires réévalués chaque fois que l'inflation atteint 20 % et maintien de la suspension du service de la dette en attendant qu'un allègement de celle-ci soit négocié avec les créanciers internationaux privés.

L'avenir dira si ces mesures suffiront et permettront de s'engager ensuite dans la voie réformatrice. L'entreprise paraît politiquement délicate, à en juger par cette phrase du ministre des finances sortant, M. Furlan : « Ce pays, qui a une longue tradition de profondes inégalités sociales, a fait aussi preuve d'une alarmante incapacité à changer les structures politiques et économiques qui intensifient les privilèges et perpétuent la sous-citoyenneté (6) ».

IGNACY SACHS.

- (1) Le président Sarney a annoncé qu'il couronnerait son mandat d'une année, et qu'il abandonnerait le pouvoir en 1990, sans pour autant dissoudre les partis d'une élection en 1988.
- (2) Aspasia Camargo, « Modernização e reformas », Folha de São Paulo, 25 janvier 1987.
- (3) Aspasia Camargo, « A frente dos governadores », Jornal do Brasil, Rio de Janeiro, 15 mars 1987.
- (4) La rédaction de la nouvelle Constitution doit s'achever à la fin de 1987.
- (5) D'où l'importance de la consolidation de la dette intérieure, allant de pair avec l'imposition d'un taux de rémunération réelle très faible ou même nul, au risque d'une érosion de force avec les banques privées : l'Etat dispose d'énormes réserves en cas de confrontation, car les énormes capitaux engagés dans la spéculation financière seraient du mal à s'exporter et hésiteraient à s'engager dans une aventure au lieu d'accepter une période de « vaches maigres » après tellement d'années de profits élevés.
- (6) Gazeta Mercantil, São Paulo, 30 avril 1987.

Un nouveau dirigeant pour le parti au pouvoir

QUAND, le 18 mars dernier, le sénateur Mario Covas est monté à la tribune de l'Assemblée constituante, il était donné battu dans l'élection à la présidence du groupe PMDB de ladite Assemblée. Quand il en est redevenu, il avait virtuellement gagné, et par là même provoqué un petit tremblement de terre sur l'échiquier politique brésilien. Modeste, il estime que sa victoire est moins celle de l'éloquence que celle d'une démarche claire qui s'est rencontrée dans les rangs du PMDB un « bouillon de culture » favorable.

Sa nette victoire est d'abord une défaite pour M. Ulysses Guimarães, le « multi-président » (Paré, Chambre des députés, Assemblée constituante). Trop proche de son partenaire-adversaire, M. José Sarney, pour incarner sans partage un parti qui, pour être hétérogène, n'en aspire pas moins à gouverner, la figure de proue du PMDB a fini par s'user au maniement d'un pouvoir qu'il a trop volontiers concentré par-dessus lui.

Mais c'est aussi une grande victoire - acquise sur lui-même - pour le PMDB, qui retrouve foi en lui. Le discours de M. Mario Covas, habile et musclé sous une coupe ultra-classique, a rendu hommage à d'illustres disparus peu suspects de compromission (Tancredo Neves, Rubens Paiva...), avant de critiquer durement la concentration des pouvoirs entre les mains de M. Ulysses Guimarães et le laisser-aller d'un parti qui, en pleine Constituante, ne sait même pas s'il

est présidentieliste ou parlementariste. Pour lui, le PMDB doit se discipliner, se forger une idéologie et la défendre sans complexe, loin des accords et arrangements qui le lient pour l'instant au PFL, au gouvernement et au président Sarney (qui n'est pas issu de ses rangs). En filigrane, c'est un retour aux sources du Mouvement démocratique brésilien (MDB), la formation d'opposition du temps où les partis étaient interdits.

M. Mario Covas n'est pas un inconnu, même si on l'avait un peu oublié. C'est bien plutôt un surdoué, au trajet rectiligne. Pauliste, ingénieur, âgé de cinquante-deux ans, il est entré en politique en 1962. Il fonde le MDB, dont il préside le groupe parlementaire en 1969, quand il est « cassé » par les autorités militaires et privé de ses droits politiques pour dix ans. Maire de São Paulo en 1983-1985, il est élu, en novembre 1986, sénateur de cet Etat, avec près de huit millions de voix, un record national.

Son élection à la tête du groupe PMDB de l'Assemblée constituante résonne comme le glas de l'Alliance démocratique, l'accord électoral qui permit l'élection de Tancredo Neves à la présidence. Elle traduit une inflexion d'un parti soucieux d'éviter une trop grande frustration des attentes populaires, et propulse à l'avant-scène un présidentiable de plus.

P. P.

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les Éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

● DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
● REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

inter-livres

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

REVUE MENSUELLE

défense nationale

problèmes politiques économiques scientifiques militaires

Une défense forte pour la France

André GIROUD

A renvoyer à la revue "défense nationale" - 1 place Joffre 76700 - Tél: 45.95.92.30 - poste 33763

M. Société

Adresser Postale:

Déclaire souscrire: un abonnement d'un an (France) à 280 F
un abonnement d'un an (Etranger) à 400 F
un abonnement d'un an (Etudiant) à 250 F
un abonnement d'un an (France) à 100 F
un abonnement d'un an (Etranger) à 165 F

Verser par chèque barré - mandat - ou virement CCP Paris 518-87 E

Date: Signature:

LA DÉMOCRATIE BRÉSILIENNE A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'une des sociétés les plus inégalitaires

HUITIÈME puissance industrielle du monde occidental, avec un revenu moyen par tête de l'ordre de 2 000 dollars, le Brésil est parvenu à maintenir un taux moyen de croissance annuelle de 7 % pendant quarante ans et a accompli en même temps une modernisation spectaculaire mesurée à l'aune des indicateurs conventionnels : le taux d'urbanisation y dépasse 70 %, Sao-Paulo est une métropole de 15 millions d'habitants, Rio-de-Janeiro en a 9 millions, une dizaine d'autres villes ont dépassé ou avoisinent le million.

Presque un ménage urbain sur trois possède une voiture, le taux de pénétration de la télévision est parmi les plus élevés au monde, l'industrie brésilienne produit un million de voitures par an et s'est taillé une part importante sur le marché mondial des armements. Elle a vendu des avions à la Royal Air Force britannique. Le Brésil a dépassé la France en production d'acier. Les architectes, les ingénieurs et les médecins brésiliens jouissent d'une renommée internationale.

Mais les indicateurs sociaux sont en contraste brutal avec le potentiel économique du pays, comme le reconnaît sans ambages un rapport récent élaboré à la demande du président de la République (1). Selon ce rapport, plus de la moitié des ménages brésiliens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire disposent d'environ 100 dollars par mois. D'ailleurs, le pouvoir d'achat du salaire légal minimum a fortement baissé au cours des vingt dernières années. Selon les calculs des syndicats, il était même tombé en 1986 à moins de la moitié du niveau initial de juillet 1940, alors que le revenu moyen par tête a presque quintuplé de 1940 à 1986 (voir graphique).

Aucun autre pays au monde n'a connu une évolution semblable qui explique en grande partie le « miracle brésilien » et le dynamisme de ses industriels efficacement protégés par le régime autoritaire contre les revendications salariales. La croissance s'est faite dans l'inégalité à travers l'hyper-



UN BIDONVILLE DU CURATAO (PRÈS DE SAO-PAULO)
Plus de la moitié des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté

(Alain Keler-Syga)

trophie des industries produisant des voitures, des biens de consommation durables et des logements accessibles à une minorité.

Le modèle d'industrialisation a pu fonctionner quand même pendant trois décennies grâce à la conjonction de quatre facteurs : l'inégalité croissante dans la répartition du revenu ; l'incorporation prédatrice dans l'économie d'énormes réserves de ressources naturelles ; la percée d'exportations industrielles en dépit des nombreux obstacles rencontrés sur les marchés des pays industriels et l'endettement extérieur excessif.

La dégradation dans la répartition des revenus du travail s'est encore accentuée (1 % des salariés les mieux payés gagnent plus que la moitié de l'ensemble des salariés). Il n'existe pas

de données fiables sur la répartition des revenus du capital, et encore moins sur celle de la richesse. Par contre, les inégalités sociales se conjuguent avec de fortes inégalités régionales, de sorte que le Brésil se compose d'une Belgique opulente au milieu d'une Inde misérable — une sorte de « Belinde », selon le mot du professeur Bacha.

Plus de 7 millions de paysans sans terre, dans un pays doté de la plus grande réserve de terres cultivables encore vierges au monde, ajoutent au paradoxe. Cette réserve est évaluée à des dizaines de millions d'hectares, sans compter les sols fragiles et pauvres d'Amazonie. Cependant, l'on assiste à un exode ininterrompu des réfugiés de la campagne vers les villes dangereusement gonflées. Entre 1970 et 1980, la population rurale a même diminué en chiffres absolus de 2,4 millions d'habitants dans un pays où pourtant le taux de la croissance démographique est supérieur à 2 % par an.

Le Brésil est aujourd'hui à plus des deux tiers urbanisé, alors qu'en 1940 il était aux deux tiers rural. La population urbaine est passée en quarante-cinq ans de 14 millions à 90 millions, avec tout ce que cela entraîne de coûts d'urbanisation et d'accumulation d'une population pauvre et sous-employée dans les bidonvilles et les quartiers périphériques des grandes villes. Le contraste est saisissant avec la Chine ou l'Inde, demeurées fortement rurales malgré le rapport très défavorable hommes/terres cultivables. Ajoutons à cela que la production des denrées alimentaires reste notablement insuffisante, les progrès spectaculaires d'une agriculture outrancièrement mécanisée se concentrant sur la production du soja et

d'autres cultures d'exportation, ainsi que sur la canne à sucre, dont on tire l'alcool, carburant de substitution à l'essence pour des millions de voitures.

La structure de la propriété foncière explique cet état de choses. Les 4,1 millions de propriétés privées couvrent 570 millions d'hectares (dont 50 à peine cultivés). Près de 40 % de cette

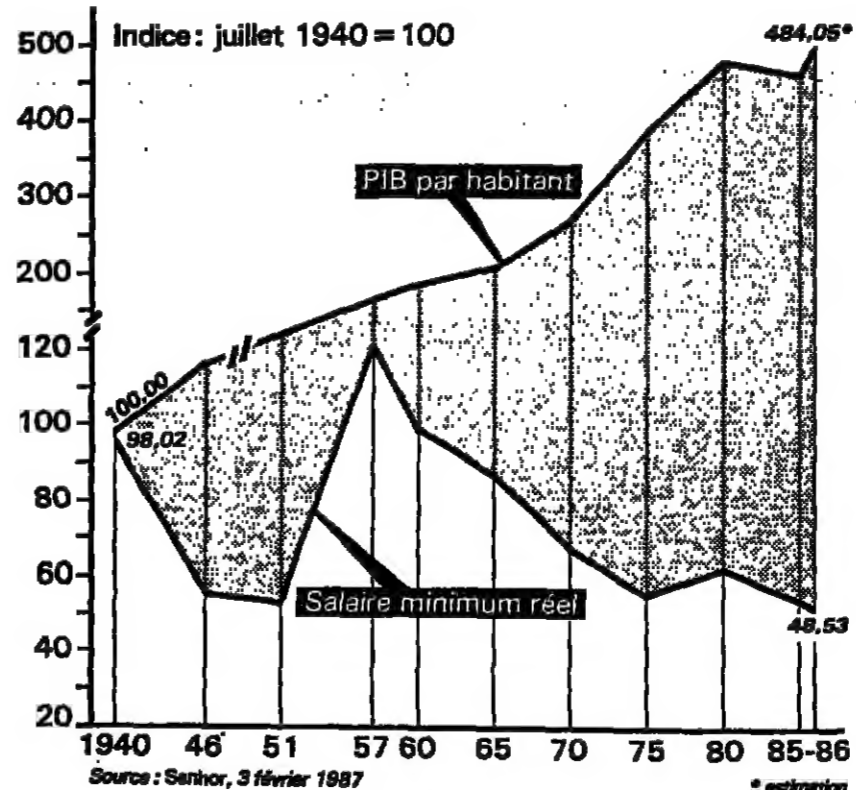
surface appartient à 1 % des gros propriétaires, alors que les 2 millions d'exploitations d'une surface inférieure à 50 hectares totalisent 46,5 millions d'hectares.

L'option pour les pauvres, proclamée par la Nouvelle République, ne pourra se réaliser vraiment qu'à travers des réformes qui s'attaqueront aux racines des inégalités sociales. A commencer par la réforme agraire, annoncée dès 1985 par le président Sarney, et fortement appuyée par l'Eglise catholique, mais pratiquement paralysée depuis à cause de la résistance des grands propriétaires terriens. La terre est une valeur refuge dans laquelle on investit pour se protéger contre l'inflation et pour spéculer. Les banques et de puissants groupes industriels nationaux et multinationaux y sont fortement impliqués. La liste des réformes attendues et des espoirs suscités par l'avènement de la Nouvelle République est encore longue : réforme agraire ; réforme fiscale introduisant l'impôt sur la richesse et renforçant la progressivité de l'impôt sur les revenus (en particulier les gains des capitaux) ; réforme administrative pour éliminer l'orgie technocratique, la corruption et le gaspillage dont elle s'accompagne ; réforme urbaine pour enrayer la spéculation foncière et permettre que les nombreux « vides urbains » soient utilisés pour la construction des logements populaires ; réforme de la Sécurité sociale ; réforme du système salarial de façon à resserrer l'éventail des revenus du travail et l'écart entre le salaire légal minimum et le revenu moyen par tête, etc.

L.S.

(1) Heli Jaguaribe et alii, *Brasil 2000, Para um Novo Pacto Social*, Paz e Terra, Rio-de-Janeiro, 1986.

Un pays de plus en plus riche, des citoyens de plus en plus pauvres...



Les objectifs du Projet France-Brésil

L'ÉCONOMISTE brésilien Celso Furtado, devenu ministre d'Etat, chargé de la culture, est venu à Paris, fin mars 1987, inaugurer un ensemble de manifestations organisées dans le cadre du Projet France-Brésil. Des rencontres, notamment à la Maison de l'Amérique latine, avec des écrivains brésiliens comme Jorge Amado, Carlos Drummond de Andrade et Gilberto Freyre ; une exposition d'art populaire au Grand Palais ; une rétrospective cinématographique au Centre Georges-Pompidou ; une exposition sur les masques à la Défense ; une pièce — en portugais — au Théâtre des Amandiers ; un spectacle musical de Maria Bethânia et des concerts présentant l'œuvre de Villa-Lobos révélaient les multiples facettes d'une culture que le public français était invité à découvrir.

Jusqu'en 1989, date symbolique puisqu'elle correspond à la fois à la célébration du bicentenaire de la Révolution française et au centième anniversaire de l'instauration du régime républicain au Brésil, les Années France-Brésil vont permettre à deux pays de « croiser » leurs politiques culturelles extérieures.

Au moment où M. Celso Furtado se trouvait à Paris et y évoquait les délicats problèmes financiers auxquels se trouve confronté le gouvernement du président Sarney, le Centre français du commerce extérieur et la Fédération des industries de l'Etat de Sao-Paulo organisaient dans le Sud industriel du Brésil, avec le concours de l'ONUDI et en présence de vingt-trois entreprises françaises, un symposium sur les technologies avancées.

Cette manifestation montrait les aspirations des entreprises des deux pays à trouver une voie nouvelle de coopé-

tion industrielle sortant des sentiers battus. Comment un pays industriel comme la France peut-il désormais coopérer avec un pays nouvellement industrialisé comme le Brésil, qui, en une trentaine d'années, est passé du quarante-septième au huitième rang des puissances économiques ? Comment une coopération scientifique et technologique essentiellement fondée sur une politique de formation peut-elle évoluer, alors que, en 1980, le Brésil comptait moins de deux cent mille étudiants contre un million cinq cent mille aujourd'hui ?

Le Brésil est un pays nouvellement industrialisé, concurrent ; son potentiel scientifique et technique le place au cœur d'un projet d'innovation technologique que plusieurs pays du Sud cherchent à tester. Enfin, dans le domaine des flux internationaux de la communication, le Brésil a une politique d'exportation de biens culturels que l'on commence à reconnaître, surtout par la puissance de sa télévision et de ses célèbres telenovelas.

En se tournant vers la France, le Brésil montre comment la créativité d'une culture, d'une économie, d'une société nées de la colonisation, en un temps où l'Europe affirmait sa maîtrise sur le monde, se trouve désormais projetée jusqu'aux rivages les plus lointains.

Pour la France, il s'agit de montrer comment le laboratoire brésilien trouve aujourd'hui les chemins d'une coopération différente inaugurant de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud.

GUY MARTINIERE.

L'ETAT DU TIERS MONDE

Sous la direction d'Elio Comarin

• Paul Balz, Sophie Besis, Mongo Ber, Menotti Bonazzi, Claire Brisset, Charles Condaminas, René Dumont, Edmond Jouva, Yves Lacoste, Bernard Langlois, Jacques Marseille, Edgard Pizani, Gérard Virelle, etc. : sommités experts en développement, journalistes spécialisés, responsables d'organisations non-gouvernementales, mettent ici leur expérience du terrain et leurs analyses critiques à la portée du grand public.

• Une trentaine d'articles de fond traitent des sujets essentiels : la démographie, la faim, l'endettement, les droits de l'homme, les rapports Nord-Sud, l'aide d'urgence, la solidarité de base, le partenariat...

• Des cartes, des statistiques de base, une chronologie de l'histoire mondiale depuis 1945, une bibliographie commentée, de nombreuses adresses d'ONG, complètent utilement cet ouvrage.

Collection « L'Etat du monde ».

Relié, format poche, 89 francs.

L'ETAT DU TIERS MONDE

Sous la direction d'Elio Comarin



EDITIONS LA DÉCOUVERTE/C.R.C.F.

Une co-édition La Découverte/CRCF

A LA

L'île Maurice

ANERCOOD JAGNAUTH a décidé d'organiser des élections locales. La découverte d'un trésor antique qui n'a été prise qu'après la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur qui agit le monde politique mauricien.

ANERCOOD JAGNAUTH, ministre de l'Intérieur, a décidé d'organiser des élections locales. La découverte d'un trésor antique qui n'a été prise qu'après la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur qui agit le monde politique mauricien.

ANERCOOD JAGNAUTH, ministre de l'Intérieur, a décidé d'organiser des élections locales. La découverte d'un trésor antique qui n'a été prise qu'après la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur qui agit le monde politique mauricien.

Un mini-Singapour

ANERCOOD JAGNAUTH, ministre de l'Intérieur, a décidé d'organiser des élections locales. La découverte d'un trésor antique qui n'a été prise qu'après la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur qui agit le monde politique mauricien.

ANERCOOD JAGNAUTH, ministre de l'Intérieur, a décidé d'organiser des élections locales. La découverte d'un trésor antique qui n'a été prise qu'après la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur qui agit le monde politique mauricien.

1987/06/15

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES ANTICIPÉES

L'île Maurice malade du trafic de drogue

M. ANEEROOD JUGNAUTH, premier ministre mauricien, a décidé d'organiser des élections législatives anticipées le 5 juillet prochain. La découverte d'un vaste réseau de trafic de drogue, auquel sont liés plusieurs députés de la majorité, est à l'origine de cette initiative qui n'a été prise qu'après de longues hésitations. Car le scandale qui agite le monde politique depuis plus de six mois pourrait bien profiter à l'opposition de gauche, organisée au sein du Mouvement militant mauricien.

Par IAN HAMEL

Au pouvoir depuis l'été 1983, le premier ministre hindou, M. Anerood Jugnauth, à la tête d'un gouvernement de coalition regroupant trois partis de droite - le Parti travailliste, le Mouvement socialiste mauricien (MSM) et le Parti social-démocrate - présente, tel Janus, deux visages contrastés. Côté face, une croissance économique de près de 6 %, une inflation tombée à moins de 2 % et une balance des paiements excédentaire. Côté pile, des députés de la coalition gouvernementale impliqués dans le trafic de drogue, des campagnes électorales financées par la Mafia et une grave crise morale qui affecte cette petite île de l'océan Indien. Et toujours des relents de « communisme » venant troubler la vie de tous les jours.

La presse mauricienne, majoritairement francophone, ne quitte guère Paris des yeux et ne déteste pas comparer les hommes politiques locaux à ceux de la capitale française. M. Paul Bérenger, dirigeant du Mouvement militant mauricien (MMM), défend un « socialisme du possible » et prône la nécessité de « produire la richesse avant de pouvoir la distribuer », invoque « les faits économiques neutres ». Etudiant en journalisme à Paris en 1968, ce Franco-Mauricien, aujourd'hui âgé de quarante et un ans, a cheminé d'un « idéalisme libertaire » à un « socialisme réaliste ». En septembre dernier à Rose-Hill, le congrès célébrant le dixième anniversaire du MMM a largement consacré le tournant réformiste de cette formation. A cette occasion, l'URSS, accusée de « mainmise sur le Mouvement

des non-alignés », fut l'objet d'une attaque en règle.

Malgré une victoire sans précédent aux élections législatives de 1982 (soixante sièges contre zéro à l'ancienne coalition, dominée par le Parti travailliste), la gauche perd le pouvoir moins d'un an plus tard à la suite d'une crise interne du MMM. Engagé seul dans le combat électoral en août 1983, le Mouvement militant mauricien réalisa son meilleur score (46,5 % des suffrages), mais se retrouva largement minoritaire au Parlement face à l'Alliance constituée par le MSM - une scission du MMM, dirigée par M. Anerood Jugnauth - et le Parti travailliste et le Parti social-démocrate de M. Gaetan Duval.

M. Paul Bérenger est même battu dans son fief de soixante-quatre voix. Il ne récupéra son siège que grâce à un système de rattrapage conçu afin d'assurer une représentation adéquate de toutes les communautés.

« Nous n'avons pas eu le temps nécessaire de sortir le pays de la crise et d'expliquer l'action que nous menions », reconnaît M. Jean-Claude de l'Estrac, ancien ministre des affaires étrangères. « Toutes les mesures qui nous ont fait perdre les élections ont remis le pays sur les rails économiques et relancé la création d'emplois, même si cette reprise a été favorisée par la conjoncture internationale positive », ajoute-t-il. Si, depuis plus d'un an, le MMM ne perd pas une occasion de réclamer des élections législatives anticipées, il critique moins la situation économique que les liens souvent étroits entre les trafiquants en tous genres et le régime de M. Anerood Jugnauth.

Un « mini-Singapour »

C'est pas le moindre des paradoxes de cette ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1986, que de compter autant d'hommes politiques compétents et... compromettants. Dans quel autre pays au monde un vice-premier ministre, M. Gaetan Duval, après la découverte d'un trafic de drogue impliquant certains de ses amis, oserait déclarer : « Je ne comprends pas pourquoi on s'acharne à faire tout un vacarme autour de cette affaire pour 40 grammes de morphine (1) » et admettre qu'un ami réunionnais l'avait avisé qu'il était lui-même mis en cause dans cette affaire de stupéfiants (2) ?

A l'heure où les économies africaines se débattent dans des difficultés de tous ordres, l'île Maurice, malgré une densité démographique record et l'absence de ressources naturelles, étale un bilan économique particulièrement positif. Refusant la monoculture de la canne à sucre, Port-Louis joue sur la diversification, avec le développement du tourisme et surtout de sa zone franche. Celle-ci aurait permis la création, entre juillet 1985 et juillet 1986, de 19 300 emplois. En trois ans, le taux de chômage a chuté de 22 % à 14 %. « La zone franche emploie 55 000 personnes, autant que le secteur sucrier et la fonction publique. Quatre cents entreprises sont installées », note M. Vishnu Lutchmeemurugan, ministre des finances, un transfuge du MMM. Cette diversification a fait dégringoler de 89 % à 43 % la part du sucre dans les recettes d'exportation. Malgré une diminution du nombre de touristes sud-africains, l'île Maurice a accueilli pour le premier semestre de 1986 près de 76 000 visiteurs (contre 68 000 l'année précédente) et les projets hôteliers se multiplient.

Le premier ministre, M. Anerood Jugnauth, ne manque pas de se prévaloir d'un bilan économique et budgétaire flatteur. La croissance économique s'est établie à 5,6 % en 1986 contre 1,7 % en 1982, et l'inflation est tombée sous la barre des 2 %, contre plus de 11 % quatre ans plus tôt. Les yeux rivés sur le Sud-Est asiatique, le chef du gouvernement mauricien entend transformer son « île à sucre » en plaque tournante industrielle et en faire un « mini-Singapour » de l'océan Indien.

d'investisseurs dont la politique de bas salaires suscite l'hostilité des syndicats. Un aumônier français, le Père Léonard Diard, a été expulsé de l'île. Il avait dénoncé les conditions de travail quasiment inhumaines qui prévalent dans la zone franche : sept jours par semaine, sans congé, ni à Noël ni au 1^{er} mai. Les salaires mensuels y sont deux fois inférieurs à la moyenne nationale, 875 roupies (3) contre 1 740 pour le reste de l'île.

Trois événements majeurs vont, coup sur coup, bouleverser la vie politique en décembre 1985. Le 8, le MMM remporte une victoire écrasante aux élections municipales avec 57 % des voix contre 36 % seulement pour la coalition au pouvoir. Le 15, le pays perd Sir Seewoosagur Ramgoolam, le « père de l'indépendance », inamovible premier ministre pendant près de quinze ans et leader du Parti travailliste pendant plus de vingt ans. A la fin du mois, quatre députés de la majorité sont arrêtés aux Pays-Bas. Dans la valise de l'un d'eux, M. Satyanand Pelladoah, les douaniers découvrent 21 kilos d'héroïne. Fiché à l'Interpol comme trafiquant, le parlementaire de Grand-Baie-Poudre-d'Or venait de Bombay et possédait un passeport diplomatique. Son expulsion d'Amsterdam après une condamnation à six mois de prison pour « importation illégale involontaire de drogue » ne va pas apaiser les esprits, bien au contraire.

Pour M. Paul Bérenger, le gouvernement Jugnauth n'a plus le « droit moral » de diriger le pays. Il est vrai que les révélations apportées par la commission d'enquête sur le trafic de drogue, commission dotée de pouvoirs exceptionnels, s'apparentent à un véritable feuilleton. M. Hassan Jeewooth, surnommé « le Roi du centre », trafiquant notoire, reconnaît que l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Harish Boodhoo, lui a proposé 3 kilos d'opium à 12 000 roupies le kilo, et, plus tard, 1 kilo de « brown sugar » pour la somme de 140 000 roupies.

Un autre trafiquant, M. Abdul Kader Gaffoor, révèle qu'il a donné de l'argent au premier ministre et à M. Gaetan Duval, alors ministre de la justice, pour le financement de la campagne électorale de l'Alliance aux municipales. Un autre encore, M. Ahmed Fokeemath, « l'homme aux jarrets coupés », affirme à la suite d'une rixe, dénoncer « des policiers offrant une protection au milieu de la drogue en échange de grosses sommes d'argent ». Six parlementaires, tous proches du pouvoir, paraissent directement impliqués dans le trafic de drogue, et parmi eux de hauts gradés, ont été suspendus (4).

Malgré l'amendement du code pénal qui tente de museler les journalistes et l'application de lourdes pénalités financières aux entreprises de presse, l'île Maurice jouit encore d'une appréciable liberté d'information. Tout au long de l'année 1986, des journaux indépendants comme le *Mauricien*, l'*Express* ou *Week-end* ont pu révéler l'existence d'une « creole connexion ». Une partie de la drogue venant d'Asie



JEUNES CHÔMEURS À PORT-LOUIS
Le prix social d'une certaine croissance économique

(CIRIC)

(notamment de l'Inde) et à destination de l'Europe transite par Port-Louis et Saint-Denis-de-la-Réunion, en raison des très faibles risques de fouille. Toutefois, l'héroïne ne fait pas que transiter par les petites îles de l'océan Indien. Un « papier » de « brown sugar » se négocie autour de 20 roupies dans les quartiers de Roche-Bois ou d'Abercrombie, autour de Port-Louis. Pour le seul mois de mai, 712 hommes et 30 femmes ont été interpellés pour détention et usage de drogue. L'ancienne île de France compterait de 25 000 à 30 000 toxicomanes, et M. Jagdish Gobburden, ministre de la santé, note que « l'île a atteint, depuis quatre ou cinq ans, un niveau d'épidémie avec la généralisation du cannabis et de l'opium. L'arrivée de l'héroïne en septembre 1984 a frappé une frange importante de la population ».

Accusé pendant de nombreux mois d'être prisonnier des « Amsterdam Boys » et autres députés trafiquants de drogue, le premier ministre a changé de tactique et, après avoir exclu six députés de sa majorité, a annoncé des élections anticipées. « Le choc se résume à ceci : ou la Mafia se développe et dirige le pays, ou c'est nous. Le gouvernement ira jusqu'au bout », annonce le ministre des finances, qui révèle que le chef du gouvernement se déplace avec un gilet pare-balles (5).

Au commerce de la drogue s'ajoutent des trafics de whisky, de magnétoscopes, les trucs de courses de chevaux, la fabrication de faux billets et de faux passeports. Jusqu'à présent, aucun député de l'opposition n'a été éliminé par cette succession de scandales. « Dans de nombreux pays du monde, une telle situation aurait entraîné un coup d'Etat », considère l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Harish Boodhoo. Attachée à ses traditions démocratiques, l'île Maurice se prépare donc à ses prochaines échéances électorales. Une fois encore, l'origine ethnique du futur premier ministre demeure au centre des débats.

Et cette question divise actuellement le Mouvement militant mauricien.

La communauté hindoue forme la moitié de la population. L'autre moitié se compose de créoles (25 %), de musulmans (16 %), de Tamouls et Téliques et de Sino-Mauriciens. Pour le Mouvement socialiste mauricien de M. Anerood Jugnauth comme pour les travaillistes, le chef du gouvernement ne peut être qu'hindou et doit appartenir de préférence à une caste supérieure. La gauche ne manque pas de dénoncer cette politique « communautaire » qui entraînerait un processus de « libanisation » du pays. Le MMM, présenté par ses adversaires comme le « bloc des ethnies minoritaires », réalise effectivement ses meilleures scores au sein des populations créole et musulmane.

« Le MMM est un parti national. Cela dit, manifestement, il souffre d'un problème de confiance auprès de certaines composantes de la population mauricienne », reconnaît M. Jean-Claude de l'Estrac. Convalscence que la victoire aux élections passe par la désignation d'un premier ministre hindou, une importante fraction du Mouvement militant mauricien cherche à écarter M. Paul Bérenger au profit de M. Prem Nabbasingh, ancien ambassadeur à Paris. Le fils de l'ancien premier ministre, le docteur Navis Ramgoolam, quarante ans, pourrait aussi brouiller les cartes. Cet « anticomunautaire convaincu » dit attendre son heure. Il n'a pas encore choisi son camp.

- (1) Déclaration au *Quotidien de la Réunion*, 16 mai 1986.
- (2) *La Lettre de l'océan Indien*, 24 mai 1986.
- (3) 100 roupies équivalent à environ 47 francs.
- (4) « Les policiers trament d'une façon ahurissante dans la tolérance du trafic de la drogue parce qu'ils en tirent un profit qui vient ajouter du beurre à l'épave de leurs salaires... ». Le gouvernement, très sciemment, tolère le phénomène parce que ça l'arrange », déclare le Père Roger Carreau, rédacteur en chef de *la Vie catholique*.
- (5) *Le Journal de l'île*, 30 octobre 1986.

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables

MODÈLES DE TABLEAUX DE BORD
pour gérer et contrôler la rentabilité de votre Entreprise.

EN 3 VOLUMES !

- Un ouvrage à feuilles mobiles en trois volumes, 3 400 pages.
- 4 mises à jour par an à 2,50 F la page.
- 995 F franco TTC.

En plus de 900 tableaux, complétés par des exemples chiffrés, ce nouvel ouvrage de référence vous donne les moyens d'établir des diagnostics immédiats, et surtout fiables.

Gestion de production, gestion commerciale, comptable, financière ou administrative : vous contrôlez vos coûts, vous analysez vos ratios, vous évaluez la rentabilité de vos clients, vous surveillez votre trésorerie, vos marges... et vos impayés !

Nouveau ! De la suite des informations comptables à la gestion de vos stocks ou de votre personnel, des tableaux spécialement conçus vous aident à exploiter votre informatique à fond.

MODÈLES DE LETTRES
à l'usage des collectivités locales, des administrations et des organismes publics.

EN 2 VOLUMES !

- Plus de 1 700 pages, 20 volumes, format 20x23 cm. Présentation : classées à feuilles mobiles, régulièrement actualisées par 3 à 4 compléments/mises à jour.

Renforcez les compétences de votre équipe grâce à des documents et courriers types mis au point par des spécialistes !

Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation des Soins les plus complexes, cet ouvrage vous propose plus de 500 modèles « prêts à recopier ». Chaque modèle est inséré dans son contexte administratif et juridique, et accompagné d'un « mode d'emploi ». Vous êtes ainsi certain de la conformité et de la validité des documents émis par vos services.

Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez : des tableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'œil l'ensemble de vos démarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en quelques secondes, des intercalaires pour repérer le bon chapitre d'un coup d'œil, etc...

RECUEIL DE DISCOURS
à l'usage des élus et des Personnalités publiques.

EN 2 VOLUMES !

- Un ouvrage à feuilles mobiles en deux volumes, 1 400 pages.
- 3 à 4 mises à jour par an à 2,90 F la page.
- 995 F franco TTC.

Réussissez brillamment toutes vos interventions !

Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment l'allocation qu'on attend de vous : • cérémonies officielles • fêtes locales et nationales • banquets • manifestations culturelles ou sportives • anniversaires et commémorations • accueils et visites • remerciements • allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés...

Avec, en plus tous les « trucs » d'orateur qu'un personnage officiel se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes.

Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris
Tél. (1) 43.07.60.50

Bon de commande à renvoyer avec votre règlement aux Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris

☐ Modèles de lettres à l'usage des collectivités locales, des administrations et des organismes publics : 985 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

☐ Recueil de Discours à l'usage des élus et des Personnalités publiques : 995 F franco TTC. Mise à jour : 2,90 F franco TTC la page.

☐ Modèles de Tableaux de bord pour gérer et contrôler la rentabilité de votre Entreprise : 995 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

☐ OFFRE SPÉCIALE. J'annule mon 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 385 F franco TTC (au lieu de 2 985 F).

* Prix au DÉTAIL susceptibles de modifications ultérieures.

Nos garanties :

1. Ces trois ouvrages seront actualisés jusqu'à la fin de la décennie par un système exclusif de compléments et mises à jour, de façon à vous offrir ce service à tout moment. Pas de minimum imposé.
2. Si un ouvrage ne vous satisfait pas totalement, je l'annule et vous le renvoie sous 15 jours pour être remboursé immédiatement et intégralement.

Je joins mon règlement de : F

Nom :

Société ou organisme :

Adresse :

Tél. :

Date : Signature :

MD 753281

« QUI NE TRAVAILLE PAS NE MANGE PAS »

Les mythes de l'autosuffisance alimentaire

SECOUÉE à nouveau par la famine en 1984 et 1985, l'Afrique cherche, avec l'aide des pays développés, à atteindre l'autosuffisance alimentaire en s'appuyant sur la « Sainte Trinité » des agronomes modernes : semences sélectionnées, engrais et pesticides. Les responsables oublient ainsi que la faible capacité d'achat des populations reste un facteur prépondérant de limitation de la production. La révolution agricole en Europe achevée au début du siècle dernier et qui a permis le doublement des rendements n'indique-t-elle pas une autre voie à explorer ?

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN *

Particulièrement marquée en Afrique, la récente expansion des disettes a incité de nombreux gouvernements à inscrire l'autosuffisance alimentaire comme priorité politique. Par l'intermédiaire de leurs organismes de coopération, les gouvernements des pays occidentaux font chorus. Mais comme l'idée ne date pas tout à fait d'aujourd'hui, on peut légitimement se demander pourquoi de si belles intentions ont été suivies de si peu d'effets.

Le raisonnement des théoriciens de l'autosuffisance se fonde sur d'indéniables réalités : dans des pays où la population s'accroît de 2 % à 3 % l'an, les ressources alimentaires n'augmentent que de 1 % à 2 %. L'écart entre la demande et l'offre nationale ne cesse de se creuser, obligeant à recourir à des importations croissantes, qui coûtent cher en devises, ou à l'aide alimentaire, dont les inconvénients ont été si souvent dénoncés depuis une dizaine d'années. La solution paraît claire : il faut produire plus et employer, dans des périmètres appropriés, les techniques si efficaces de l'agriculture industrielle.

On trouve d'ailleurs des conseillers pour les proposer, des entreprises pour livrer des barrages « clés en main », des agronomes tout exprès venus de leurs pays d'origine pour organiser et gérer. Et voilà que s'édifient les barrages de Diama et Manantali, au Sénégal.

Produire pour qui ?

INUTILE en effet de se poser des questions si l'on considère, comme le font nombre d'observateurs, que « le » paysan est traditionnel, c'est-à-dire archaïque, ignorant, réactionnaire, incapable de changer ses méthodes. C'est donc lui, n'en doutons pas, qui est la cause de la stagnation de la production, c'est lui l'affameur !

Pour d'autres comme M. T.W. Schultz, prix Nobel d'économie, qui prétendent avoir étudié les choses de plus près, les paysans du tiers-monde ne peuvent rien tirer de plus de leurs systèmes de culture ; avec les méthodes qu'ils utilisent les rendements maximums sont atteints. Le raisonnement est plus subtil que le précédent, toutefois la conclusion est la même : il faut former les paysans à des méthodes productives, c'est-à-dire à utiliser la « Sainte Trinité » des agronomes modernes : semences sélectionnées, engrais et pesticides. Hors d'elle, point de salut !

Ces intrants sont réservés à ceux qui peuvent les payer et qui, augmentant de la sorte leur production et la productivité de leur travail, génèrent une baisse des prix des denrées à laquelle ceux qui n'ont pu se moderniser ne peuvent résister. Les voilà du coup marginalisés, réduits à vendre leurs terres, à louer leur force de travail à ceux qui

gal, qui s'aménagent des zones cultivables dernier cri au Niger, que la mise en valeur des abords de la rivière Sourou, au Burkina-Faso, est confiée à une « autorité » autonome et fait l'objet de toute la sollicitude du nouveau régime. René Dumont a, dans un livre récent (1), justement dénoncé le caractère illusoire de la plupart de ces grands projets. On ne l'écouterait pas... Pourquoi ? De nombreux intérêts sont en cause : ceux des bureaux d'études et autres marchands de béton ; ceux des technocrates qui auront enfin à gérer des réalisations dignes des enseignements qu'ils ont reçus dans les facultés d'agronomie. Sans parler des dessous-de-table qui, parfois, facilitent la communication entre ces deux groupes.

Pourtant, les grands investissements agro-alimentaires ne voient pas le jour uniquement dans les pays les plus corrompus. Le Burkina-Faso a efficacement lutté contre cette tare. Mais, ici comme là-bas, des personnes d'opinions politiques très diverses considèrent l'agro-industrie comme la seule solution aux disettes du tiers-monde. Pourtant, lorsque du constat d'un écart croissant entre les ressources et les besoins on passe à la conviction qu'il faut, le plus vite possible, combler le trou, on oublie de s'interroger sur les causes du déficit et sur la façon dont le vivent la plus grande partie du peuple, paysans et classes populaires.

ont réussi, puis à émigrer en ville où ils vont grossir des bidonvilles en constante expansion. C'est le processus qu'ont décrit les observateurs de la fameuse Révolution verte en Inde et en Asie du Sud-Est. La hâte des gouvernements les engage parfois à se passer complètement des paysans : ainsi dans de nombreuses plantations sucrières en Afrique noire, ou avec ce projet de culture du blé sur le plateau de l'Adamaoua, au Cameroun, réalisé avec l'assistance technique de la Société des Grands Moulins de Paris (qui n'a d'ailleurs pas obtenu les résultats escomptés).

Tandis qu'on exclut ici les paysans, d'autres songent au contraire à les intégrer dans le processus d'accroissement de la production. Au Mali, la stratégie qui vise à l'autosuffisance du pays se fonde sur le constat que les prix d'achat aux paysans sont trop bas pour être incitatifs. La cause en serait que ces paysans ont, au moment de la récolte, besoin d'argent frais et vendent à n'importe quel prix. On prétend donc subventionner ce prix grâce à la contrepartie de l'aide alimentaire européenne, vendue dans le pays... On oublie simplement que cette aide, dans la mesure où elle ne coûte rien au pays, contribue fortement à faire baisser les prix ! Par ailleurs, si les prix de vente augmentent, les céréales locales trouveront-elles des acheteurs dans une

population où la moyenne des revenus n'est guère élevée ? Dans certains pays se sont développées, avec l'aide de plusieurs organisations non gouvernementales, des opérations de transport de céréales de régions excédentaires à régions déficitaires. Nul doute que ces transferts ne rendent des services et que les investissements qui se font dans les villages à partir de la contrepartie de ces ventes aient beaucoup d'avantages, sans constituer pour autant une panacée ni être exempte de risques (2).

L'autosuffisance d'une région, d'un pays ne peut se réaliser que lorsque tout le monde a les moyens de produire ou d'acheter sa nourriture. Cette remarque de bon sens devrait suffire à infirmer les théories qui prétendent, ou le déficit alimentaire est présenté comme un vide dans la production régionale ou nationale qu'il suffirait de combler. On peut toujours remplir le trou ; s'il ne se trouve personne pour le vider, il restera plein. Au Burkina-Faso, en 1975, et aujourd'hui à nouveau, s'accumulent des stocks d'aide alimentaire dont on ne sait que faire.

La révolution agricole bloquée

POUR que les produits locaux se vendent, il faudrait qu'ils soient protégés. On pourrait imaginer que les importations alimentaires soient taxées, de façon à subventionner les productions locales qu'elles ont tendance à concurrencer. Cette politique fut mise en œuvre par la Communauté économique européenne (CEE) dès sa création afin de se protéger de la concurrence des États-Unis. Mais ses experts se gardent bien de conseiller une telle politique aux responsables africains ! Or des mesures protectionnistes à l'égard de tout ce qui peut concurrencer les productions locales seraient un élément important d'une telle stratégie.

Et si les activités non agricoles se développent si peu, c'est en grande partie à la suite de l'importation systématique de biens de première nécessité (tissus, outils, ustensiles ménagers...), ou encore de leur fabrication dans des usines établies sur le modèle occidental et employant très peu de main-d'œuvre. Or, dans des pays où la population s'accroît à des rythmes jamais connus, où les besoins de travail sont énormes, les techniques occidentales, économes en main-d'œuvre, sont à l'évidence celles qui ne font pas employer.

En l'absence d'un marché important pour leurs productions vivrières, les paysans se règlent sur la très faible demande actuelle, ce qui explique qu'ils ne cherchent pas à produire beaucoup plus que leur subsistance, ou se voient contraints, pour gagner l'argent dont ils ont besoin, de fabriquer sur les cultures d'exportation (coton, café, cacao) qui, au demeurant, sont les seules à bénéficier de prix protégés.

Quelques expériences montrent pourtant que lorsque les marchés s'ouvrent, ou que les paysans reçoivent des incitations suffisantes, ils sont parfaitement capables de produire plus. Au Zaïre, écrit Jean-Pierre Alaux, « dans les premiers mois de 1978... alors que le pays connaît une pénurie intégrale dans les villes, les pays occidentaux amis suspendent les exportations... Les habitants vont réagir... Sur le fleuve, on voit soudain des pirogues chargées de produits agricoles, de poisson séché, de tout ce que l'agriculture zaïroise peut récolter. La chasse et la pêche deviennent de nouvelles activités lucratives... » (3). Par une amélioration des méthodes traditionnelles, ou avec quelques innovations qui n'occasionnent qu'une dépense de travail et non d'argent, les rendements peuvent au moins doubler. Nous avons fait de telles observations au Niger, au Cameroun, en Haïti, L'INAREMA (4) en a fait la preuve au Mexique. Et M. Pierre Rabhi est en train d'en apporter concrètement la démonstration et d'en diffuser les méthodes au Burkina-Faso (5), grâce à un engagement ferme du gouvernement de ce pays, qui crée les structures nécessaires à la diffusion des méthodes de l'agro-écologie.

Doubler les rendements... N'est-ce pas ce que les paysans d'Europe occidentale ont fait, principalement au dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième siècle, au cours de ce processus qu'on a appelé « révolution agricole » et qui, à la différence de ce qui s'est passé dans les trente dernières années, n'a utilisé que très peu d'intrants industriels et a fait surtout appel aux ressources locales ? Cette révolution agricole ne s'est pas réalisée pour la plus grande masse des paysans du tiers-monde. Penser que ce blocage est dû à l'incapacité des paysans de « faire » relève, sinon d'un racisme implicite, du moins d'un aveuglement sur les causes de la stagnation observée.

En Afrique, nombreux sont les exemples qui montrent que, lorsqu'on a incité les paysans à produire plus, et qu'ils l'ont fait, leur production leur est restée sur les bras, faute d'acheteurs en nombre suffisant. L'économie fonctionnelle comme un tuyau : ce qui entre d'un côté doit sortir de l'autre. S'il n'y a pas d'acheteurs à l'autre bout, le flux de la production ne peut être absorbé. Or, dans des pays où 90 % des actifs travaillent la terre, le marché est nécessairement très restreint ; si les paysans augmentaient de 10 % leur production, ils doubleraient ainsi les quantités disponibles sur le marché. Ailleurs, en Amérique latine, ce sont les très bas revenus (ou l'absence de revenus) de ceux qui ne travaillent pas la terre, qui imposent des limites : il ne suffit pas d'avoir fait pour être un client de l'agriculture, encore faut-il pouvoir payer. Dans ces conditions, les denrées fournies par l'aide ou des importations en provenance des pays industrialisés, souvent moins chères que les productions locales, sont préférées sur les marchés locaux par des clients qui, dans l'ensemble, disposent de peu de ressources.

Cette révolution a coïncidé avec trois modifications socio-économiques notables : un accroissement de la population (sans qu'on puisse bien démêler ici les causes des effets) ; une amélioration des conditions de transport favorisant le commerce intérieur ; enfin, un très fort développement des artisans de service qui ont joué, par rapport à l'agriculture, une triple fonction : déléster la terre de travailleurs excédentaires, fournir à l'agriculture en voie de perfectionnement les outils dont elle avait besoin et lui créer un marché, car ces artisans qui ne travaillaient plus la terre avaient cependant besoin de manger.

Les deux premières conditions existent peu ou prou aujourd'hui dans les pays de tiers-monde. La troisième — développement d'un artisanat de service — est encore à créer. Elle est pourtant essentielle ; croit-on que l'attelage équin, qui s'est tant développé en France au dix-neuvième siècle, augmentant la productivité du travail de la terre, se serait répandu en l'absence de bouviers pour haraicher les chevaux ? Croit-on que sans ces bouviers, mais aussi les forgerons, charonniers, sabotiers, sans parler de ceux qui satisfaisaient les besoins de base : tailleurs et couturiers, menuisiers et maçons... l'agriculture eût pu vendre ses productions excédentaires ?

L'agriculture ne peut progresser comme un secteur à part, sans relation avec l'ensemble de l'économie. Quelques préalables restent essentiels.

D'abord le protectionnisme à l'égard des importations alimentaires et, en tout premier lieu, de l'aide. Mais aussi un protectionnisme industriel, qui permettrait l'établissement d'entreprises fortement demandeurs de main-d'œuvre (ateliers artisanaux très décentralisés, en particulier) et capables de fournir sur place les outillages nécessaires à l'agriculture.

Il faudrait enfin se persuader — mais là ce sera plus difficile, notamment pour les cadres formés dans nos universités — qu'un nombre important de paysans doublant leur production avec les moyens du bord peuvent avoir plus d'efficacité pratique qu'un grand projet technocratique d'agriculture industrielle, qui n'intéresse que quelques-uns d'entre eux, et coûte beaucoup d'argent. Au Burkina-Faso, le projet du Sourou doit permettre de produire 12 000 tonnes de riz dans cinq ans. Si chaque famille d'agriculteurs burkinabé — environ un million — augmentait sa production céréalière (environ 1,5 tonne) de 10 %, on obtiendrait 150 000 tonnes, plus de dix fois plus que dans le Sourou. Et si seulement le dixième d'entre eux réalisaient ce progrès, on aurait — pour moins cher — le même résultat.

Il est temps de se demander pourquoi on ne s'avance pas dans cette direction, pourquoi on continue à raisonner sur cette question de l'autosuffisance à la manière du docteur Malthus, comme s'il s'agissait d'un trou à combler. Double erreur des économistes ruraux. Accroître le rendement d'une culture n'augmente pas nécessairement la production globale d'une région ou d'un pays. Accroître cette production n'entraîne pas forcément une meilleure alimentation. Le seul moyen satisfaisant de distribuer équitablement un revenu, fût-il alimentaire, consiste à répartir le travail entre tous les citoyens. « Qui ne travaille pas ne mange pas » n'est plus un slogan moral mais le constat de la situation de près d'un milliard d'hommes à travers le monde. Dans une vingtaine d'années, si rien ne change dans les conceptions économiques dominantes, il faudra pour trois milliards d'êtres humains. L'autosuffisance alimentaire, c'est avant tout le travail de tous, seul capable de permettre à tous de se nourrir.

(1) René Dumont, *Pour l'Afrique*, Julliard, Paris, 1986.

(2) Pour le même type d'opérations au Sénégal, voir Michel Gillet, « Les Premiers pas de l'Afrique verte », *Le Monde diplomatique*, avril 1981.

(3) Zaïre, qui profite du sous-développement ? », *Le Monde*, décembre 1981 ; janvier 1982.

(4) Instituto de Asesoría Agraria para la Región Maya, Avenida postal 6, San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, Mexique.

(5) On lira son aventure dans *De Sankar aux Chrétiens*, aux éditions Cendide, la Ville-dieu (Ardeche). Pierre Rabhi prépare un nouvel ouvrage sur son expérience malthusienne.

UNE ŒUVRE TRÈS PÉDAGOGIQUE

« Nourrir demain les hommes »

SUR les causes de la faim, sur l'importance des carences alimentaires dans le monde, beaucoup déjà a été écrit. Mais c'est d'un remarquable souci pédagogique, autant que d'une précieuse concentration d'informations, que fait preuve l'ouvrage d'Albert Sazon *Nourrir demain les hommes* (1). Par elle mise à jour des connaissances fait plus pour le rayonnement de la recherche et la transmission du savoir que bien des symposiums et des discours. Fait révélateur, c'est sous les auspices de l'UNESCO que le livre est publié.

Nourrir des milliards d'hommes, on le sait, c'est techniquement possible. Le contraste pourtant entre les graves insuffisances alimentaires dans le tiers-monde — en Afrique subsaharienne en particulier — et les excédents agricoles des pays industrialisés reste le noyau du déséquilibre Nord-Sud. Et c'est bien parce que l'alimentation est au cœur d'un processus où les circonstances économiques et politiques, les pratiques culturelles, jouent un rôle majeur que la démarche de l'auteur prend tout son sens. En étudiant, méthodiquement, tout ce qui concourt à faire de l'état de la nutrition et de la production agricole ce qu'il est, l'interprétation scientifique s'appuie ici sur une nécessaire interdisciplinarité. L'importante collecte de données que présente cet épais volume repose sur une méthodologie affinée.

L'évidente volonté de synthèse, la claire présentation d'éléments techniquement complexes, visent un large public et faciliteront le travail des enseignants. Trois grands chapitres, très détaillés, analysent les relations entre l'homme et ses modes d'alimentation, et, à partir de là, l'évolution qui a abouti aux situations de carences et de malnutrition qui affectent des centaines de millions d'habitants de la planète. L'étude des comportements alimentaires, l'alimentation de l'enfant, les effets de la nutrition sur la santé, ainsi qu'un intéressant passage sur les conséquences de l'alcoolisme font de la première partie une étude exhaustive des besoins nutritionnels.

Modes de production, efforts du climat, utilisation et commerce des denrées, mettent ensuite en lumière de quoi dépend l'état de nutrition d'un pays, sans omettre les politiques agricoles qui engagent les États et régions dans des choix déterminants pour l'avenir. Des latitudes d'Afrique du Sud aux minuscules îlots du Bangladesh, du volume de la production européenne à l'agriculture sous-équipée, manuelle encore dans des régions entières d'Afrique comme celle de l'archipel du Sénégal, il y a un monde.

Dans une dernière partie consacrée aux « réalisations et promesses », l'auteur tente de dresser un bilan des programmes de coopération agricole et d'ouvrir des perspectives. Amélioration des circuits commerciaux, des surs, priorité à l'agriculture vivrière. L'immense mérite de cet ouvrage est d'offrir une véritable articulation entre les données scientifiques et techniques et le poids des facteurs économiques.

CAROLE DANY.

(1) Albert Sazon, *Nourrir demain les hommes*, UNESCO, coll. « Société », Paris, 1986, 765 pages, 195 F.

L'ACCINATION

L'Algérie

LE 90 000 enfants de... mourir, chaque année... le jour tous les ans... pays. Des évolutions récentes... l'une des plus marquantes... des mentalités ont... ministre de la Santé, diplômé... l'UNICEF.

Le 90 000 enfants de... mourir, chaque année... le jour tous les ans... pays. Des évolutions récentes... l'une des plus marquantes... des mentalités ont... ministre de la Santé, diplômé... l'UNICEF.

Le 90 000 enfants de... mourir, chaque année... le jour tous les ans... pays. Des évolutions récentes... l'une des plus marquantes... des mentalités ont... ministre de la Santé, diplômé... l'UNICEF.

Le 90 000 enfants de... mourir, chaque année... le jour tous les ans... pays. Des évolutions récentes... l'une des plus marquantes... des mentalités ont... ministre de la Santé, diplômé... l'UNICEF.

Le 90 000 enfants de... mourir, chaque année... le jour tous les ans... pays. Des évolutions récentes... l'une des plus marquantes... des mentalités ont... ministre de la Santé, diplômé... l'UNICEF.

Le 90 000 enfants de... mourir, chaque année... le jour tous les ans... pays. Des évolutions récentes... l'une des plus marquantes... des mentalités ont... ministre de la Santé, diplômé... l'UNICEF.

DE L'ARME ÉCONOMIQUE

Claude LACHAUX Denis LACORNE
Christian LAMOREUX
Marie-Hélène LABBE

FEDN
Hôtel National des Invalides
Paris 7^e

Enfin, l'un des chaînons manquants de la stratégie intégrale : la théorie de l'arme économique

Collection "Les 7 épées"

110 F

Diffusion : **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**
31, quai Voltaire 75007 PARIS

1520

VACCINATION, PURIFICATION DE L'EAU, ESPACEMENT DES NAISSANCES

L'Algérie s'attaque à la mortalité infantile

QUE 90 000 enfants de moins de quatre ans continuent à mourir, chaque année en Algérie - alors que 850 000 y voient le jour tous les ans - est devenu une réalité inacceptable pour le pays. Des évolutions récentes, cette prise de conscience est sans doute l'une des plus marquantes. L'un des responsables de ce bouleversement des mentalités est à n'en pas douter M. Djemal Houhou, ministre de la santé, diplomate de carrière, entouré d'une équipe dynamique et soutenue par les responsables du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Par CLAIRE BRISSET

L'Algérie a entrepris une action sans précédent contre la mortalité infantile. Il est vrai que, jusqu'au début des années 80, la situation avait de quoi inquiéter et intriguer.

Inquiéter, parce que le tribut payé chaque année par les nourrissons et les très jeunes enfants à des maladies aussi maîtrisables que la rougeole, la poliomyélite, les affections diarrhéiques ou les infections respiratoires était extraordinairement élevé. De 160 % avant l'indépendance (1962), le taux de mortalité infantile (1) restait proche de 110 ; il est encore, à l'heure actuelle, de 80 %, ce qui reste très élevé. Chiffre surprenant donc, dans un pays où le revenu moyen par habitant dépasse les 2 000 dollars par an et où la répartition de la richesse est assurément moins inégale qu'en d'autres pays du tiers-monde.

Il fallait donc comprendre et analyser les causes d'une telle situation et pour cela, bien sûr, remonter aux origines. En 1962, le système de santé du pays comprenait, en tout, 350 médecins algériens établis dans le pays. 550 autres vivaient en France. La quasi-totalité des médecins français rentrèrent massivement en métropole, en quelques mois. Le pays se trouva ainsi dépourvu d'un système totalement déséquilibré. Déséquilibré dans les structures : de vastes hôpitaux intégrables sans personnel suffisant, des équipements légers en nombre infime, une armature préventive embryonnaire ; déséquilibré dans sa répartition car l'essentiel des moyens était concentré dans le Nord et dans les villes, les campagnes et le Sud étant, sur le plan sanitaire, pratiquement à l'abandon.

Le premier gouvernement de l'Algérie indépendante entreprit de faire tourner, tant bien que mal, une aussi lourde machine. « Nous avons alors, disent aujourd'hui les responsables algériens, fait le tour de tous ceux qui voudraient bien nous aider. » C'est ainsi qu'arrivèrent des médecins de toute nationalité, majoritairement des pays de l'Est, et ce avec des fortunes inégales. Le pays, disent encore les responsables, « est alors devenu une tour de Babel médicale » qui a visiblement laissé quelques mémorables souvenirs. Puis l'Algérie commença à « produire » des médecins, appliquant dans ce domaine comme dans les autres un intense programme de formation des cadres, « décrochant » son système universitaire du système français, envoyant à l'étranger des milliers d'étudiants.

Vint, au début des années 80, l'heure du bilan : paradoxalement, le pays était en train de se suréquiper en médecins, et, malgré tout, la mortalité infantile restait proche de celles qu'enregistrait

le Sahel ; le nombre de lits d'hôpitaux frôlait les 60 000 mais l'approvisionnement en can salubre restait des plus incertains pour la majorité de la population.

Il fallut du courage politique pour décider, à la fois, d'établir un *numerus clausus* limitant la formation des étudiants en médecine, interrompre les constructions hospitalières, amorcer la déconstruction des hôpitaux, verser les actions sanitaires de routine. De nouvelles Journées nationales de vaccination ont eu lieu en avril 1987.

Tel fut pourtant l'un des thèmes du comité central du parti du Front de libération nationale (FLN), en décembre 1980. Il fallut ensuite quatre ans d'intense travail politique pour élaborer ce qui, en mai 1984, devint officiellement la nouvelle stratégie sanitaire de l'Algérie. Stratégie difficile à mettre en œuvre, parfois mal ressentie par les médecins formés au moule du « tout curatif », sur le modèle hospitalo-universitaire.

Le programme adopté en 1984 consacre en effet la prévention comme axe essentiel : le programme national

de lutte contre la mortalité infantile, qui en est le pivot, comprend outre la vaccination, la lutte contre les maladies diarrhéiques, l'espacement des naissances, l'amélioration de la nutrition et de l'approvisionnement en eau, une meilleure surveillance des grossesses, la lutte contre les affections respiratoires aiguës, etc.

QUATRE points, dans cette stratégie, retiennent particulièrement l'attention. La vaccination tout d'abord. Alors que la « couverture » par le BCG est quasi généralisée (il est pratiqué à la naissance), celle qui était obtenue pour les cinq autres maladies « cibles » (poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche) restait nettement fragmentaire. D'où l'idée d'organiser des Journées nationales de vaccination, en novembre 1985 et avril 1986, qui, au prix d'une mobilisation sans précédent de la population - structures sanitaires ou non sanitaires, - entraînaient un bond du taux de couverture : de moins de 30 %, celui-ci passa, par cette double opération, à plus de 60 %. Cet effort sera poursuivi, notamment par l'intégration systématique des vaccinations à toutes les actions sanitaires de routine. De nouvelles Journées nationales de vaccination ont eu lieu en avril 1987.

La lutte contre les maladies diarrhéiques qui, par déshydratation aiguë, mène chaque année 30 000 enfants est un axe prioritaire de cette stratégie. Dans ce but, les autorités généralisent la distribution des sels de réhydratation par voie orale, que l'Algérie va désormais produire elle-même.

Un tel effort suppose évidemment que les mères aient accès à l'eau salubre, qui faisait encore cruellement défaut. Pour ce faire, un système simple de purification des puits, inspiré d'une formule indienne (2) a été massivement mis en œuvre : plus de 100 000 puits ont été ainsi traités, à moindre coût.



LES JEUX DU VILLAGE
Vingt-trois millions de citoyens aujourd'hui

Reste le dernier point, le plus problématique sans doute : l'espacement des naissances. L'Algérie conserve une culture profondément nataliste, dont les racines sont évidemment multiples mais que renforce - entre autres - la mortalité infantile massive qui sévissait jusqu'alors. Abaisser celle-ci, c'est, à terme, faire chuter la natalité. Mais cela ne suffira pas : les autorités le savent et ont entrepris un intense effort de promotion des méthodes d'espacement des naissances. D'une méthode, plus exactement, car 95 % des Algériennes qui pratiquent la contraception utilisent la pilule. Cela dit, les méthodes contraceptives modernes restent le fait d'une minorité et les autorités du pays s'alarment des projections chiffrées qu'elles ne cherchent pas à cacher : le pays compte 23 millions d'habitants aujourd'hui et devrait en décombrer deux fois plus dans vingt-deux ans si l'évolution actuelle (3,2 %

d'augmentation annuelle) se poursuit. Cette explosion démographique « avalu littéralement tous nos progrès économiques », déclare sans détour un haut responsable politique.

Ainsi est engagé un difficile pari. L'objectif est d'abaisser la mortalité infantile à 50 % en 1990. Parallèlement, l'espérance de vie - soixante-trois ans aujourd'hui - aura continué à croître. Dans l'Algérie troublée de 1987, où ne manquent ni les difficultés économiques ni les problèmes sociaux, existe ainsi un thème de consensus.

(1) La mortalité infantile au sens strict désigne le nombre de morts survenant avant l'âge d'un an pour mille enfants nés vivants ; une appréciation plus fine porte sur le nombre de morts survenant avant la cinquième année, dénommée « mortalité infanto-juvénile ».

(2) Il s'agit de placer au fond de chaque puits une brique poreuse qui diffuse lentement un produit purifiant et que les villageois peuvent aisément placer et contrôler eux-mêmes.

CORRESPONDANCE

En Afrique : la vente des médicaments, les soins aux enfants

La lettre de M^{me} Séméria que nous avons publiée dans notre numéro de février avait déjà suscité une réaction d'un médecin se trouvant depuis des années au Cameroun (voir le Monde diplomatique, avril 1987). A son tour, M. Georges Costin nous écrit de Sarh, au Tchad :

Je vis en pleine brousse, dans le Sud du Tchad, dans un secteur grand comme trois départements français, sans un seul médecin. Il est exact que la mission, catholique ou protestante, « vend » des médicaments. Mais j'aimerais bien connaître les moyens de faire autrement... D'une part, la quantité de médicaments reçus gratuitement d'Europe est infime

par rapport à ceux que nous faisons venir à grands frais. D'autre part, les besoins sont tels en aspirine, nivaquine ou quinine qu'une distribution gratuite engendrerait immédiatement la disparition des stocks et un gaspillage forcé. Nous avons au contraire à apprendre à une population très pauvre à faire entrer dans un budget, même réduit, une part « santé » (...). Le prix auquel nous vendons nos médicaments est symbolique, bien au-dessous de leur prix réel. Un cachet de nivaquine est vendu 5 F CFA, c'est-à-dire 10 centimes de nos francs actuels - et les frais sont énormes. Et nous n'avons jamais refusé la gratuité à ceux qui n'avaient vraiment pas

les moyens de payer, et surtout pas aux enfants (...).

Je m'étonne que quelqu'un, au bout d'un séjour de deux mois seulement, puisse mettre en doute ce que des hommes et des femmes ont entrepris depuis parfois vingt ou trente ans au sacrifice de leur vie.

Directeur de la division de la population à l'ONU, M. Jean-Claude Chasteland apporte des précisions sur l'estimation de la mortalité infantile en Afrique, à la suite de l'article de Claire Brisset paru dans le Monde diplomatique d'avril 1987 :

Je ne crois pas que la situation de la mortalité infantile en Afrique doive s'aggraver au-delà de l'an 2000 : les indicateurs retenus montrent, au contraire,

que la mortalité chez les enfants de moins d'un an et chez ceux d'un à quatre ans devrait décroître. Pour 1980-1985, ces deux indicateurs se situent, respectivement, à 112 pour 1 000 et à 78 pour 1 000, et, pour 2020-2025, respectivement à 45 pour 1 000 et à 23 pour 1 000. Ces chiffres sont ceux de la variante moyenne pour l'ensemble de l'Afrique.

Mais ce qui est vrai, c'est que les progrès envisagés pour l'Afrique sont prévus comme devant être plus lents que ceux qui devraient être observés dans d'autres régions du tiers-monde. Ce qui va donc s'aggraver, c'est la situation relative de l'Afrique par rapport à ces régions, et non sa situation absolue, puisque l'on observera bien une baisse des taux de mortalité infantile et de ceux des jeunes enfants entre 1985 et 2025 (de presque 60 % ou 70 % selon les indicateurs).

En France sur la Côte d'Azur
COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)
Professeurs hautement qualifiés
Internat - Externat - Demi-pension
ANNÉE SCOLAIRE
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D
COURS DE VACANCES
du 3 Août au 26 Août
50 h de Maths du 26 Août au 5 Septembre
2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. 93 81 42 62

Études secondaires complètes

INSTITUT
Talence
Baccalauréat • Maturité fédérale suisse
Diplôme de commerce • Informatique
Cours d'été : rattrapage, sports
Enseignement individualisé dans un cadre agréable.
INTERNAT - EXTERNAT POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES
Tél. : 32-10-36 / 32-08-77

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

COMPRENDRE
L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

Le Monde diplomatique public, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique US\$ 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : Le Monde c/o Speedinger, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New York, NY Postmaster : send address change to Le Monde c/o Speedinger, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

TARIF DES ABONNEMENTS

1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France, poste militaire, poste navale
Andorre, Monaco
162 F - 90 F

Etranger
225 F - 125 F

VOIE AÉRIENNE

Europe, Maghreb
250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de Djibouti, BP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte.
271 F - 148 F

Comores, Madagascar
Amérique, Canada
313 F - 169 F

Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchée, Laos, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam
Océanie, autres pays
343 F - 184 F

CAROLE DANY.

La médecine « prépayée » aux

Par
JEAN-PAUL MOATTI*
et JEAN-LOUIS LANOË

TOUT en soulignant qu'il faut éviter de transposer à la France des mécanismes adaptés à la société américaine (...) moins en avance que l'Europe dans la protection sociale, les auteurs d'un récent projet de réforme du système de santé français (les réseaux de soins coordonnés) se réclament de l'expérience des organisations de soins de santé (Health Maintenance Organizations, HMO) aux Etats-Unis (1). L'introduction de la médecine prépayée serait censée briser la convergence d'intérêts entre patient (« j'ai cotisé donc j'ai droit ») et médecin prescripteur (« plus d'actes signifie plus de revenus ») qui entretient les tendances actuelles à la surqualité et au gaspillage. Elle inciterait à la concurrence sur la base du rapport qualité/prix des prestations et permettrait de rapprocher le fonctionnement économique du système de santé de celui de n'importe quel secteur d'acti-

vités normal de production de biens et services à destination du consommateur (2). Ainsi, le recours à des mécanismes de marché viendrait-il apporter au problème de la maîtrise des dépenses de santé une solution plus harmonieuse que l'intervention bureaucratique des pouvoirs publics appelés, sans cela, à s'étendre et à aggraver les dysfonctionnements du système. Est-il fondé de tirer de telles leçons de l'expérience des HMO aux Etats-Unis ? Leur exemple vient-il étayer de façon concrète l'affirmation, d'inspiration néo-libérale, selon laquelle le renforcement de la concurrence favorise une utilisation des ressources plus rationnelle et plus efficiente dans le système de la santé ?

Les performances du système de santé américain peuvent difficilement faire référence (voir l'encadré ci-dessous). Cependant, le pluralisme de ses modalités d'organisation et de financement des soins a permis l'émergence d'expériences originales telles que les HMO.

sommes déjà adhérentes au HMO et dont les deux autres étaient répartis par tirage au sort pour bénéficier, dans des conditions équivalentes, soit du HMO, soit d'une couverture médicale dans le secteur traditionnel (7).

La méthodologie expérimentale en vraie grandeur permet d'établir les différences de caractéristiques des populations comme variable explicative du moindre recours à l'hospitalisation du groupe des « nouveaux adhérents du HMO » par rapport à celui des personnes restées dans le secteur traditionnel (40 % d'admissions et de

mances des HMO. Telle, par exemple, la pratique d'exercice en groupe, et le rapport différent qu'elle tend à induire entre généralistes et spécialistes, incitant ces derniers à se concentrer sur les cas les plus graves : les cabinets de groupe avec maintien du paiement à l'acte semblent d'ailleurs produire le même type de réduction des hospitalisations de leur clientèle que les HMO (9).

Il est également probable que, de même que le patient « choisit » son médecin, le médecin « choisit » le type d'exercice qu'il préfère : un praticien

entre la part du marché des soins détenue par les HMO et le niveau des dépenses hospitalières par tête dans une même région, ce qui semble contredire l'idée que la présence des HMO favorise la baisse des prix hospitaliers. De même, la hausse des tarifs d'abonnement des HMO se révèle équivalente à celle des soins offerts par le secteur traditionnel (12). A long terme, un élargissement éventuel de la part des HMO, qui ne représentent aujourd'hui que 5 % à 7 % des chiffres d'affaires totaux des médecins, ne paraît guère devoir ralentir la croissance des dépenses de santé.

Historiquement, les premiers HMO des années 30 exprimaient une réaction de type mutualiste devant les insuffisances de la couverture sociale et les excès de la privatisation de la médecine. Il n'est pas étonnant que la tentative de l'actuelle administration américaine de récupérer l'expérience HMO dans sa propre stratégie de réduction de la couverture de l'assurance maladie publique et d'encouragement du secteur privé lucratif suscite débat, jusque dans les HMO eux-mêmes.

(1) Cf. Robert J. Launois, Béatrice Maignan d'Angennes, Victor Rodwin, Jean-Claude Stephan, « Les réseaux de soins coordonnés : propositions pour une réforme profonde du système de santé », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, janvier-mars 1985, et Pierre Girard, Robert J. Launois, *Les réseaux de soins : médecine de demain*, Economica, Paris, 1985.

(2) Ce faisant, on néglige les nombreuses analyses qui ont montré que la spécificité de la production de soins et de la décision médicale conduisent par nature la fibre santé à se situer en dehors des lois théoriques de fonctionnement des marchés. Voir notamment Kenneth J. Arrow, « Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care », *American Economic Review*, vol. 53, décembre 1967.

(3) La réorganisation des pratiques du secteur ambulatoire sur la base de la capitation existe déjà dans des systèmes de santé aussi différents que le National Health Service britannique ou les contrats liant les médecins libéraux aux unités sanitaires locales.

(4) Alan C. Enthoven, « The Rand Experiment and Economic Health Care », *New England Journal of Medicine*, 1984, 310, 23:1528-30.

(5) John H. Kleinman, « Effect of a Prepaid Group Practice on Use of Services », *New England Journal of Medicine*, 1984, 311, 13:862.

(6) Harold S. Luft, « Economic Incentives and Clinical Decisions », *The New Health Care for Profit*, Institute of Medicine, National Academy Press, 1983.

(7) Willard G. Manning et al., « A Controlled Trial of the Effect of a Prepaid Group Practice on the Use of Services », *New England Journal of Medicine*, 1984, 310, 23:1505-11.

(8) John K. Inglehart, « Medicare turns to HMO », *New England Journal of Medicine*, 1985, 312, 2:132-6.

(9) Fred T. Nobrega, « Hospital Use in a Fee for Service System », *Journal of the American Medical Association*, 1982, 247, 6:806-10.

(10) John H. Lovin, « Same-day Surgery: Why Everyone is Learning to Love It », *Medical Economics*, 1982, 59:12:110-116.

(11) R.G. Frank, W.P. Welch, « The Competitive Effect of HMOs: A Review of Evidence », *Health Affairs*, 1985, 4:148-161. Hay J.H., Leaky M.J., « Competition among Health Plans: Some Preliminary Evidence », *Southern Economic Journal*, janvier 1984.

(12) Joseph P. Newhouse et al., « Are Fees for Service Costs Increasing Faster than HMO? », *Medical Care*, vol. 23, 8:960-66, 1985.

Des performances qui séduisent un peu vite

En les désignant sous l'appellation de Health Maintenance Organizations, une loi fédérale de 1973 a donné un cadre juridique à des organismes de soins, à l'origine à but non lucratif, dont certains étaient déjà anciens : le plus important d'entre eux, la Kaiser Foundation, plus de 4 millions d'adhérents, date de 1930. Leur originalité tient au cumul de deux fonctions, ordinairement distinctes dans la plupart des systèmes de santé : celle d'assureur et celle de producteur de soins. En effet, les HMO proposent, contre paiement d'une prime annuelle, une gamme plus ou moins large de services de santé (de la prévention à l'hospitalisation) ; le forfait ainsi versé constitue un prépaiement (ou paiement *a priori*) qui garantit à l'adhérent le recours libre et sans débours complémentaires, aux services prévus dans le contrat. Une telle couverture du risque-maladie, d'ailleurs fréquemment financée par les employeurs plutôt que directement par les usagers, vient se substituer aux autres modalités d'assurance.

Au niveau des organismes de soins, un principe de capitation (montant forfaitaire par usager) remplace la rémunération à l'acte (3). Les adhérents sont pris en charge par des médecins qui sont soit partie intégrante du HMO (*staff-model*), soit seulement sous contrat avec lui (*group-model*). Quel que soit le mode de rémunération de ces médecins, le principe de financement de ces structures leur impose une double contrainte : réduire au maxi-

mum les consommations de soins de la population desservie (puisque celles-ci engendrent des coûts pour les HMO alors que leurs recettes restent fixes), tout en maintenant une qualité de soins satisfaisante.

Les coûts par adhérent sont en moyenne inférieurs de 10 % à 40 % dans les HMO, la limitation des dépenses étant imputable, pour l'essentiel, à une réduction de 25 % à 45 % des taux d'admission et des durées de séjour hospitaliers (4). Certes, la clientèle (15 millions de personnes en 1984), assez jeune, et riche en salariés d'entreprise, nécessite *a priori* un moindre recours à l'hospitalisation que la population générale. Dans treize études comparatives sur quatorze, il a été établi que les usagers des HMO avaient, avant leur adhésion, un taux d'admission hospitalière ainsi que des consommations moyennes de soins inférieurs de 10 % à 50 % à ceux du reste de la population (5).

Néanmoins, il est « très improbable que des différences d'état de santé suffisent à expliquer de telles variations du recours à l'hospitalisation entre les personnes soignées dans le cadre des HMO et le reste des assurés (6) ». Certaines expériences ont même montré que les HMO étaient en mesure de conserver ces résultats sans bénéficier d'une clientèle privilégiée.

La Rand Corporation a ainsi réalisé un véritable essai contrôlé, dans la région de Seattle où existe, depuis 1947, un puissant HMO qui compte aujourd'hui plus de 340 000 membres. Elle a comparé la consommation de soins de différents groupes de population, dont l'un comprenait des per-

sonnes déjà adhérentes au HMO et dont les deux autres étaient répartis par tirage au sort pour bénéficier, dans des conditions équivalentes, soit du HMO, soit d'une couverture médicale dans le secteur traditionnel (7).

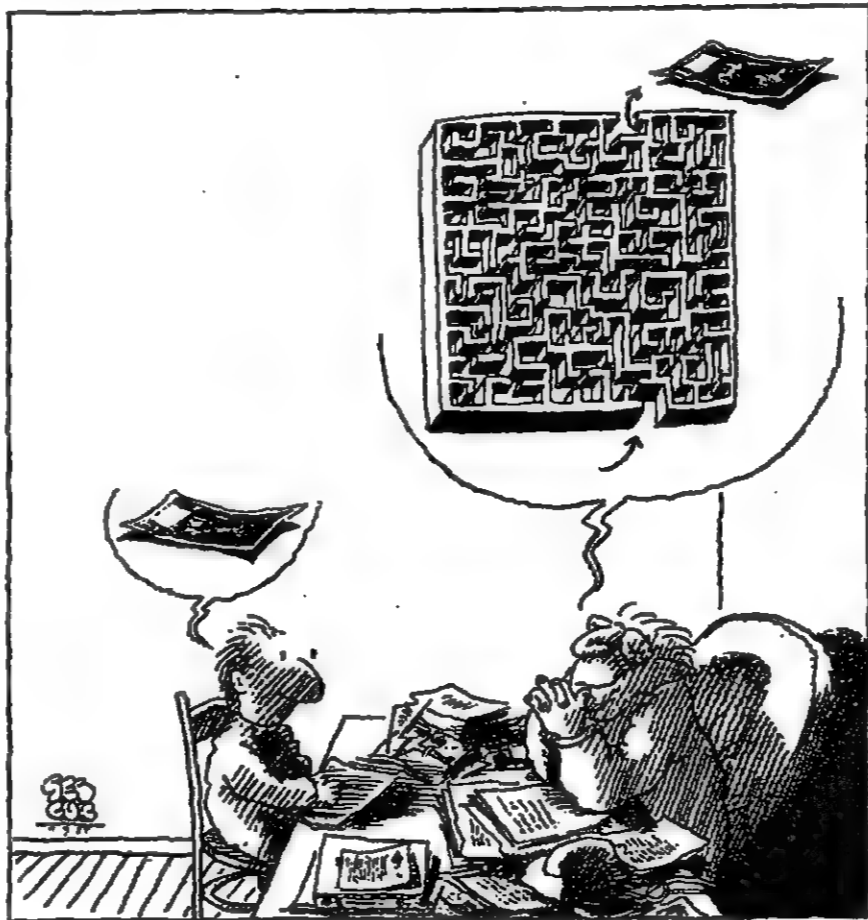
La méthodologie expérimentale en vraie grandeur permet d'établir les différences de caractéristiques des populations comme variable explicative du moindre recours à l'hospitalisation du groupe des « nouveaux adhérents du HMO » par rapport à celui des personnes restées dans le secteur traditionnel (40 % d'admissions et de journées d'hospitalisation en moins). De même, les expériences récentes, d'intégration de personnes âgées couvertes par l'assurance publique Medicare à des HMO ont montré que ceux-ci peuvent fournir « l'équivalent des prestations classiques à un moindre coût, ce qui leur permet d'offrir des services complémentaires en termes de prévention, de prothèses sensorielles ou de médicaments (8) ».

Si le potentiel des HMO ne peut donc être contesté, il subsiste un vif débat parmi les économistes américains de la santé quant aux raisons de ces résultats. Certains, comme M. Alan C. Enthoven, expliquent la plupart de ces économies par le prépaiement global et forfaitaire. Les experts de la Rand se gardent bien, pour leur part, de tirer des conclusions aussi péremptives de leur expérimentation et se bornent à constater que les professionnels des HMO pratiquent simplement un style d'exercice de la médecine différent du secteur libéral.

Outre le prépaiement, bien d'autres facteurs peuvent expliquer les perfor-

quies à une attitude de prescription « prudente » et une préférence pour la médecine « lente » sera sans doute plus attiré par un HMO ; d'autant que ce cadre lui assurera un revenu plus élevé que le secteur libéral à l'acte pour un tel comportement. De même, les techniques et procédures qui permettent d'économiser des admissions et des journées hospitalières (comme l'hospitalisation à domicile, la chirurgie en consultation externe, les centres d'équipements lourds de diagnostic en ambulatoire...) semblent plus rapidement adoptés dans les HMO que dans le reste du système (10).

Les économies réalisées par les HMO ne donnent aucune garantie quant à leurs effets macro-économiques d'ensemble sur l'évolution des dépenses de santé. Rien ne confirme que leur développement corresponde au modèle économique traditionnel dans lequel l'accumulation de la concurrence se traduit par une baisse des prix de l'assurance des biens et services médicaux. Les deux études économiques les plus poussées (11) révèlent même une corrélation positive



(Salpak)

L'essor du capitalisme médical

L'ADMINISTRATION Reagan a adopté une attitude d'encouragement actif à ce que l'on nomme là-bas « Corporate for profit medicine ». A l'origine, les assurances privées sont venues remplir les vides de la couverture publique, en particulier pour les salariés de moins de cinquante-cinq ans : plus de 80 % de leurs cotisations proviennent des entreprises qui négocient des contrats de groupe pour leurs employés. Près de 40 % de ce volume du secteur restent contrôlés par Blue Cross-Blue Shield, un organisme à but non lucratif, géré de façon décentralisée (le plus souvent au niveau des Etats) ; son chiffre d'affaires est à peu près équivalent au total de celui de la vingtaine de grandes compagnies à but lucratif opérant dans le secteur.

Les bouleversements sont plutôt venus des grandes chaînes hospitalières privées, cotées en Bourse, qui ont connu, ces dix dernières années, un développement foudroyant. Elles contrôlent aujourd'hui environ 15 % du total des lits de court séjour et affichent des taux de rentabilité financière parmi les plus élevés des branches d'activité américaines. A elles seules, les cinq principales chaînes privées (Hospital Corporation of America, Humana, American Medical International, National Medical Enterprises et Lifemark) possèdent déjà en 1981 83 000 lits hospitaliers ; la valeur de leurs actions (après ajustement par rapport à l'inflation) a été multipliée en moyenne par 3,5 pendant cette période, alors que l'indice général Dow Jones n'augmentait que d'un facteur 1,05 (1).

Phénomène plus récent encore puisqu'il remonte à peine à 1983-1984, mais révélateur des opportunités que leur ouvre la conjoncture, ces chaînes hospitalières lancent désormais leurs propres plans d'assurance-maladie privée, qui ont déjà attiré plus d'un million de clients (chiffre 1986) ; elles offrent des primes particulièrement avantageuses aux adhérents qui s'engagent à utiliser les services

des hôpitaux, cliniques et professionnels qu'elles contrôlent ; mais, à la différence du réseau Blue Cross-Blue Shield qui s'y refuse, elles n'hésitent pas à introduire des mécanismes de « sélection des risques ». Ainsi, Pri Med, assurance liée à Hospital Corporation of America, impose un plafond maximal de remboursement de 250 000 dollars sur la durée de vie, qui est porté à 500 000 dollars pour ceux qui acceptent de ne fréquenter que les hôpitaux du groupe.

La prise de contrôle d'une structure de soins par ces chaînes assure inductiblement dans la gestion la prépondérance des managers sur les professionnels de santé (2). Traditionnellement, les médecins en tant que groupe professionnel ont dominé la division du travail médical et les modalités d'organisation de l'offre de soins. Les travaux de sociologues comme E. Freidson (3) indiquent qu'en dépit des contraintes de coûts croissants, le pouvoir qu'a le corps médical de rester maître de son propre travail continue de dépasser la capacité de l'Etat à influencer la manière dont la médecine est exercée. On peut, par contre, se demander si la logique de concentration financière du capital et d'intégration verticale (de la demande à l'offre) qu'incarne l'essor rapide des chaînes hospitalières et des assurances à but lucratif ne représente pas une atteinte bien plus mortelle pour l'autonomie d'exercice de la profession que toutes les « tutelles ». Au-delà des idéologies, le libéralisme économique pourrait bien être le fossoyeur le plus efficace de la médecine « libérale ».

(1) Robert Wood Johnson Foundation, *Updated Report on Access to Health Care for the American People*, Special report, Princeton, NJ, 1983.

(2) Institute of Medicine, *The New Health Care for Profit*, National Academy Press, 1983.

(3) E. Freidson, *La profession médicale*, Payot, Paris, 1984.

MESSIDOR ÉDITIONS SOCIALES POLITIQUE

Maxime Gremets
et pourtant elle tourne !

Et pourtant elle tourne !

...Le devenir de la planète n'est pas fixé, les possibilités et les facteurs d'optimisme ne manquent pas pour faire avancer l'humanité dans le bon sens.

EN LIBRAIRIE 90 F

peau de chagrin

Par
CATHERINE SMADJA
et PHILIPPE FROGUET

LES ÉTATS-UNIS, le système de soins médicaux le plus coûteux du monde, ont connu, depuis 1980, une croissance des dépenses de santé de 10 % par an. Les dépenses de santé ont atteint, en 1986, 1 000 milliards de dollars, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

Le coût des soins médicaux a augmenté de 10 % par an, soit 16 % du produit intérieur brut.

LA PROTECTION SOCIALE

États-Unis, un modèle à suivre?

L'administration Reagan, s'est efforcée de favoriser l'adhésion à des HMO des bénéficiaires de l'assurance publique Medicare (13). Mené au nom de l'élargissement de la concurrence, ce processus implique en fait que l'administration Medicare fixe les niveaux appropriés de tarifs d'abonnement qu'elle verse aux HMO en échange de cette prise en charge... ce qui revient à arbitrer politiquement les conditions de leur concurrence avec les autres producteurs de soins : on est plus proche d'un système de prix administré par l'Etat que du libre jeu du marché dont se réclament les défenseurs.

Surtout, le danger est réel que les HMO soient incités à « concentrer leurs efforts de marketing sur les personnes âgées les mieux portantes », ou à jouer la sous-qualité dans le cas de la clientèle financée par les assurances sociales (14).

Vers le milieu des années 70, la pression de l'administration de l'Etat de Californie, dont le gouverneur était alors M. Ronald Reagan, pour permettre l'adhésion des bénéficiaires du Medicaid à des HMO avait déjà provoqué des « résultats catastrophiques » pour cette « population vulnérable ».

La réputation des HMO en a souffert de longues années. Plus récemment, le cas des HMO de Floride montre que la recherche de la rentabilité financière peut pousser à l'extrême les pressions sur les adhérents Medicare (pour leur enrôler dans certains cas, pour s'en débarrasser dans d'autres) : une enquête du General Accounting Office du Congrès américain est d'ailleurs en cours.

L'accès des HMO à la clientèle Medicare peut certes contribuer à développer des substituts à l'hospitalisation des personnes âgées et à améliorer leur prise en charge, mais à condition que soit contrainte la tendance spontanée, inhérente au financement par « prépaiement », à sélectionner le « bon risque » pour maximiser les profits. Comme le souligne John F. Doherty, président du Group Health Association of America, le lobby national des HMO, il y a une série de « garde-fous » : garantie du but non lucratif des HMO reconnus par Medicare, normes de publicité, d'adhésion et de droits individuels des adhérents (15). On est alors bien loin de l'idéologie néolibérale de la dérégulation et de la concurrence comme

remèdes miracles, pour en venir à une intervention de la puissance publique visant à rationaliser l'offre de soins et à promouvoir des structures médicales d'exercice plus collectif.

Les confusions entre le souci de mettre les HMO au service de l'apologie de la concurrence, qu'il s'oppose pratiquement à leur dynamique originelle de solidarité mutualiste, se retrouvent quant au rôle des professionnels de santé eux-mêmes.

En principe et dans les faits, le système HMO est compatible avec toute forme de rémunération des médecins. On rencontre effectivement dans certains HMO la formule de l'Individual Practice Association (IPA) qui fait appel à des médecins continuant d'exercer en clientèle privée tout en étant rémunérés à l'acte par le HMO avec lequel ils sont liés par contrat. Ils s'engagent à fournir des soins à ses adhérents, à accepter ses tarifs et ses procédures internes de contrôle des

soins ; afin de contrebalancer le biais inflationniste inhérent au paiement à l'acte, certains IPA retiennent une partie des honoraires à verser aux médecins et redistribuent en fin d'année le surplus éventuel dégagé.

Mais c'est le salariat qui est la forme de rémunération caractéristique des professionnels des HMO. Pendant fort longtemps, l'American Medical Association (AMA) s'est d'ailleurs violemment opposée à l'exercice en HMO, qu'elle considérait comme une atteinte à la médecine libérale. Peu de médecins choisissaient de s'engager dans cette forme de pratique. Si aujourd'hui le corps médical américain adopte une attitude plus favorable, c'est principalement sous l'effet de la démographie médicale qui rend de plus en plus aléatoire l'installation en cabinet individuel. En définitive, le développement des HMO ne peut être que synonyme d'accélération « du mouvement d'abandon du système du paiement à l'acte » (16).

Le néolibéralisme contre la médecine libérale

L'INTÉRESSEMENT des médecins aux résultats des HMO dans lesquels ils exercent ne relève pas toujours d'une participation aux bénéfices, mais tend de plus en plus à se rapprocher du rapport salarial classique qui relie l'emploi à la rentabilité de l'entreprise.

Aussi est-ce pour le moins jouer sur l'ambiguïté des mots face à un corps médical français qui continue d'associer le libéralisme et la rémunération à l'acte que de prétendre qualifier les HMO de « seul bastion crédible de la médecine libérale », comme le font les auteurs du projet français de Réseaux de soins coordonnés.

Quant aux problèmes de l'avenir de la profession médicale et de sa capacité à conserver le contrôle des mécanismes du pouvoir dans le secteur santé, l'exercice en HMO apporte une réponse qui permet d'échapper à la subordination directe au capital financier privé incarné par les chaînes hospitalières. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une adaptation aux contraintes de production et d'accroissement de l'offre des soins, qui fait voler en éclats la stratégie traditionnelle de défense de l'autonomie du

corps professionnel fondée sur l'exercice libéral individualisé et le paiement à l'acte.

En fait, l'absence aux États-Unis de système d'assurance-maladie généralisée (la mythique « National Health Insurance » qui ressort périodiquement des cartons des sénateurs démocrates) est la raison principale de l'existence d'offres financées par la capitation. Devant la multiplicité des modalités de couverture du risque maladie, l'individu est effectivement en mesure de choisir entre assurances privées à but lucratif ou non lucratif, abonnements à un HMO ou à une chaîne de soins privées (quand, bien entendu, il n'est pas bénéficiaire de l'aide publique ou de Medicare). Dans ce contexte bien particulier, l'individu peut opter pour la couverture la plus satisfaisante en termes de rapport qualité-prix, et le financement par capitation peut constituer la solution économiquement la plus rentable pour certains organismes de soins.

Mais que signifierait l'existence du prépaiement selon le principe de la capitation (montant forfaitaire par usager), voire sa généralisation, dans

le cadre d'un système complet d'assurance-maladie comme en France ? En toute logique, l'alternative est la suivante :

— ou bien l'assurance-maladie sociale continue d'assurer les recettes des officiers, et son pouvoir (ou celui de sa tutelle étatique) s'en trouve renforcé puisqu'elle deviendrait à même de budgétiser l'ensemble des recettes des professionnels de santé ; dans cette hypothèse, le prépaiement équivaudrait à étendre à l'ensemble des soins, y compris la médecine de ville, le principe d'un budget global défini annuellement a priori, qui a été introduit pour les hôpitaux publics ;

— ou bien l'individu est amené à contracter un abonnement, directement ou indirectement, par le biais de son employeur, avec une structure de soins intégrée, mais il y a alors incompensabilité avec les actuels mécanismes de financement socialisés de l'assurance-maladie. Quant à une solution de type intermédiaire, où coexisteraient capitation et autres modalités de financement, elle conduirait à un éclatement progressif du système de protection sociale dont on voit mal quels avantages pourraient en tirer les assurés.

L'expérience des HMO n'est pas pour autant dénuée d'enseignements pour les débats sur l'avenir du système de santé français.

Elle peut effectivement contribuer à la prise de conscience que l'abandon (total ou partiel) de la rémunération à l'acte n'est pas forcément synonyme de régression dans la qualité de la médecine et dans le pouvoir de contrôle sur leur pratique par les professionnels. Elle peut ainsi favoriser le dépassement du caractère figé du débat actuel sur l'avenir de la médecine ambulatoire autour de la question du paiement à l'acte. La promotion de l'exercice en groupe, la recherche de nouveaux modes de contractualisation entre l'hôpital public et la médecine de ville, notamment dans le cadre des substituts à l'hospitalisation, peuvent rencontrer l'intérêt même compris de la profession médicale dans la défense de son autonomie de décision et de sa pratique.

L'exemple des HMO confirme également que des modifications des principes de tarification peuvent créer des conditions favorables au développement de différentes filières de soins.

S'il est une leçon à retenir, pour la France, elle va plutôt dans le sens d'une confirmation des micro-ajustements déjà engagés que dans celui d'une illusoire réforme globale (17). L'introduction du budget global pour les hôpitaux publics, le renforcement de la coordination inter-hospitalière, prévue dans la loi de 1970 mais restée lettre morte, la possibilité de contractualisation budgétaire entre l'assurance-maladie et des groupes de praticiens (organisés ou non en centres de santé intégrés) constituent autant d'incitations à utiliser au mieux les ressources disponibles. Les diverses formes envisageables de tarification des unités de soins par enveloppe globale ne garantissent cependant une élévation de l'efficacité économique du système qu'à condition d'être fondées sur une réelle évaluation des techniques et pratiques médicales.

En revanche, ce que l'expérience des HMO ne vient en aucun cas valider, c'est qu'un bouleversement des modalités de financement par le consommateur du système d'assurance-maladie dans le sens d'un plus grand pluralisme à l'américaine représente un quelconque avancée. La référence aux HMO ne ferait alors qu'être abusive, mise au service des multiples projets néolibéraux, plus ou moins dissimulés et radicaux, de remise en cause des principes d'équité et de solidarité de la couverture sociale dans notre pays.

JEAN-PAUL MOATTI et JEAN-LOUIS LANDÉ.

- (13) Actuellement, moins d'un million de personnes (contre 50 millions de bénéficiaires de Medicare ou Medicaid) adhèrent à un HMO. Des contrats pour des plans expérimentaux ont été passés sous Medicare et certains HMO qui concernent 200 000 personnes.
- (14) Louis A. Fisher, « Medicare Turns to HMO: a Caveat », *New England Journal of Medicine*, 312, 17:1132, 1985.
- (15) Témoignage devant le Select Committee on Aging de la Chambre des représentants du Congrès américain, 9 juillet 1984.
- (16) Paul Starr, Theodore Marmor, « L'avenir de la médecine ambulatoire : perspectives sociologiques jusqu'en 1995 », in Jean de Kervadec, John Kimbrey, Victor Rodwin (eds), *La santé rationnelle, Economica, Paris*, 1981.
- (17) Pour reprendre l'expression de Dominique Coudreau, directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, lors du Colloque du commissariat général au Plan sur « les politiques de santé étrangères », 25-26 mars 1985.

La peau de chagrin du système public après six ans de reaganisme

Par CATHERINE SMADJA et PHILIPPE FROGUEL

RES complexe, le système de santé américain repose à la fois sur le recours à l'assurance privée et sur l'intervention du gouvernement fédéral et des gouvernements des États. La plupart des Américains souscrivent des assurances couvrant, plus ou moins partiellement, selon le prix payé, leurs dépenses courantes de santé. Mais très peu peuvent souscrire des contrats les garantissant contre les risques de maladie longue, grave ou particulièrement coûteuse. Jusqu'à la fin des années 80, une très grande partie des cotisations était payée par l'employeur : il ne s'agissait pas d'une obligation légale, simplement d'une clause du contrat de travail, liée à des réductions fiscales. Or, de plus en plus, les nouveaux employés sont, depuis 1981, obligés d'accepter des contrats n'offrant pas cet avantage.

L'intervention de l'Etat concerne, outre les hôpitaux publics et la formation des médecins et personnels médicaux, certaines catégories de la population : en 1965, dans le prolongement de la politique du Welfare, a été conçu un système de sécurité sociale : Medicare et Medicaid, qui représentent en 1980 25 % du financement total des dépenses de santé.

Le Medicare couvre tous les Américains de plus de soixante-cinq ans, sans condition de revenus, ainsi que les titulaires de pension d'invalidité et les malades chroniques de rein. Le remboursement des soins aux bénéficiaires du Medicare s'opère selon deux systèmes. La « part A », fondée sur la solidarité nationale, couvre les dépenses hospitalières ; les frais médicaux (produits pharmaceutiques et consultations de médecins libéraux) ne sont remboursés qu'aux bénéficiaires ayant souscrit une assurance volontaire, la « part B ». En 1980, on estimait que la part A du Medicare ne couvrait que 43 % du coût réel des soins, et, depuis 1981, ce pourcentage a nettement diminué.

* Respectivement enseignante et interne des Hôpitaux de Paris.

Le Medicaid est un système fédéral géré par chaque Etat et destiné aux plus défavorisés : 22 millions de bénéficiaires (handicapés, cas sociaux) étaient recensés en 1980, les conditions d'admission variant beaucoup d'un Etat à l'autre ; un système de tiers payant rétribue directement les médecins qui ont accepté les tarifs imposés par le Medicaid. De plus, il existe des allocations spécifiques (Allocation for Family with Dependent Children (AFDC), Food Stamps...).

La volonté de l'administration Reagan de supprimer le déficit budgétaire et de diminuer les impôts a entraîné, dès 1981, des coupes sévères dans les crédits alloués à ces organismes.

Pendant le premier mandat de M. Reagan, les réductions ont porté essentiellement sur les subventions du Medicaid et sur les fonds affectés aux pauvres, ce qui permettait de préserver l'électorat traditionnel de la classe moyenne blanche.

En 1981, 500 000 personnes ont ainsi été exclues de l'AFDC, 1 000 000 des droits aux Food Stamps, et 600 000 ont perdu le bénéfice du Medicaid : pour ces personnes, qui étaient déjà en deçà du seuil de pauvreté, cela signifiait l'exclusion de l'accès aux soins. En 1984, le Medicaid ne couvrait plus que 52 % des Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté (65 % en 1975), et ce taux était même inférieur à 20 % dans certains Etats. De 1981 à 1985, 12 % des économies budgétaires ont été obtenues aux dépens du Medicaid (qui ne représentait sur cette période que 7 % environ du budget).

Il était difficile de réduire davantage les crédits de cet organisme, et, lors du second mandat du président Reagan, ce sont les subventions au Medicare qui ont été diminuées. Depuis 1986, une franchise de 400 dollars (200 dollars en 1981) a été instaurée sur les frais hospitaliers (dont la couverture n'est que partielle) ; au-delà du 59^e jour, l'hospitalisation ne donne plus lieu à aucun remboursement. Quant aux bénéficiaires ayant souscrit la « part B », les frais médicaux ne leur sont désormais remboursés que sur la base de 80 % d'un tarif « raisonnable » dicté par le Medicare, mais qui est loin d'être toujours accepté par les méde-

cins, d'autant que ceux-ci ne sont payés - volontairement - qu'un peu plus tard.

De fait, aujourd'hui, plus de 2,5 millions de personnes âgées doivent payer elles-mêmes plus de 1 000 dollars chaque année pour se soigner. Les personnes âgées pauvres dépendent plus de 25 % de leur budget en soins médicaux, alors que, pour les personnes âgées ayant un revenu égal ou supérieur au triple du seuil de pauvreté, ce pourcentage n'est que de 4,5 % (1). Quant au budget de 1988, l'administration Reagan propose d'économiser 18,7 milliards de dollars, dont 36 % sur les programmes d'aide médicale ; les projets pour les années 1989, 1990 et 1991 prévoient d'économiser 55,1 milliards de dollars supplémentaires, grâce à une diminution des dépenses de ces organismes et à une augmentation de la participation des bénéficiaires et des employeurs privés.

Premiers signes d'une régression sanitaire

LES conséquences sur l'état sanitaire des Américains d'une telle politique sont encore difficiles à évaluer : de nombreuses maladies mettent plusieurs années à apparaître ou à se compliquer si elles ne sont pas dépistées ou traitées (hypertension, diabète...) ; en outre, la morbidité des populations exclues de toute protection sociale est mal connue, d'autant que M. Reagan a fortement diminué les crédits alloués aux instituts de statistique. Cependant, certains indices témoignent d'une détérioration de la santé des populations les plus défavorisées (2). Ainsi, la mortalité infantile (qui était déjà l'une des plus élevées des pays industrialisés) a presque cessé de diminuer aux Etats-Unis depuis 1982, et augmente même dans les régions les plus pauvres. Les enfants ont été les plus touchés par les restrictions budgétaires : un tiers seulement des enfants pauvres sont maintenant couverts par le Medicaid ; des centaines de centres de santé pédiatriques ont été fermés, la plupart des repas à prix réduit supprimés. On a vu ainsi réapparaître le syndrome de malnutrition (Kwashiorkor) des enfants, jusqu'ici apaisé du tiers-monde. Les femmes enceintes sont aussi particulièrement touchées ; depuis 1981, le nombre de visites prénatales a diminué de 14 % (alors que le nombre de naissances augmentait de 4 %) ; seulement un tiers des femmes enceintes pauvres sont prises en charge par l'aide fédérale (3). Quant aux autres adultes, faute d'un recul suffisant, on se bornera à rappeler que l'augmentation de l'incidence des pathologies en tous

genres chez les chômeurs, et généralement dans les milieux défavorisés, est maintenant bien établie dans tous les pays industrialisés. Une étude récente (4) sur les conséquences médicales de l'arrêt de la couverture sociale dans un groupe de cent quatre-vingt personnes montre qu'au bout d'un an leur état de santé s'est sensiblement dégradé, avec notamment une pression artérielle supérieure à celle des sujets témoins et une mortalité beaucoup plus élevée. D'autre part, l'instauration du système de financement hospitalier par « groupes homogènes de malades » (5) a conduit les établissements à inciter les médecins (souvent par le jeu de primes) à diminuer les frais d'hospitalisation : la durée du séjour moyen a ainsi chuté de 12 % en trois ans, le personnel a diminué de 8 %.

Pour de nombreux spécialistes, les économies réalisées grâce à cet ensemble de mesures ne seront pas efficaces à long terme : on a montré en effet que 1 dollar investi en soins préventifs pré-nataux ou en nutrition permet d'économiser 2 à 11 dollars en traitements ultérieurs pour les mères ou les enfants ; ce qui est à mettre en rapport avec l'augmentation des dépenses hospitalières (qui ont quadruplé en quinze ans) en grande partie imputable, selon une récente étude, aux coûts croissants de la réanimation aigüe respiratoire et néonatale (qui pourrait être largement évitée par la prévention), mais aussi au recul de la protection sociale, responsable d'hospitalisations plus tardives des malades (6). Au cours de ces deux dernières décennies, les dépenses de santé ont progressé dans l'ensemble à un rythme d'environ 20 % par an, jusqu'à

représenter 10,8 % du PNB en 1983 (7).

Finalement, il apparaît que la politique actuelle de régulation des coûts a non seulement des effets néfastes sur la santé des Américains les plus défavorisés, mais que, de plus, elle est loin d'être efficace. Au demeurant, la marge de privatisation du système de santé américain n'agit pas comme un facteur de limitation des coûts. Dans un domaine plus restreint, celui de l'hospitalisation, des études récentes (8) ont montré que les résultats financiers des établissements privés restaient moins bons que ceux des hôpitaux publics alors que leur coût social est plus élevé. Le gouvernement Reagan semble d'ailleurs être conscient des limites de l'initiative privée, puisqu'il a proposé de couvrir le risque « longue maladie coûteuse », qu'aucune compagnie privée n'assure actuellement, par un système de cotisations sociales, faisant ainsi appel à la solidarité ; sur ce point il fait l'unanimité, car les Américains restent très attachés aux systèmes d'assistance médico-sociale que représentent le Medicare et le Medicaid, si l'on se fie aux résultats des récents sondages (9).

- (1) David Blumenthal, « The Future of Medicare », *New England Journal of Medicine* (NEJM), 13 mars 1986.
- (2) Marie O'Neil Hunsinger, « Health Service Funding Cuts and the Declining Health of the Poor », *NEJM*, 4 juillet 1985.
- (3) Aux Etats-Unis, aucune législation fédérale n'oblige les employeurs à accorder un congé maternité.
- (4) Nicole Lurie, « Termination of Medical Benefits : A Follow up Study one Year Later », *NEJM*, 8 mai 1986.
- (5) Une étude statistique du coût moyen de 468 maladies a été réalisée conduisant à l'établissement de « groupes homogènes de maladies » (*Diagnosis Related Groups*). Les hôpitaux ne sont plus payés en fonction des examens effectués pratiqués et du coût réel de la prise en charge d'un malade, mais selon le forfait établi pour chaque DRG.
- (6) William Nanny Showstack, « The Role of Changing Clinical Practices in the Rising Costs of Hospital Care », *NEJM*, 7 novembre 1985.
- (7) Elle Gimberg, « A Hard Look at Cost Containment », *NEJM*, 30 avril 1986.
- (8) John Michael Wutz et Robert Darzon, « The Comparative Economic Performance of Investor Owned Chains and Not for Profit Hospitals », *NEJM*, 9 janvier 1986.
- (9) *Newsweek*, 27 janvier 1987.

DÉLOCALISATION INDUSTRIELLE, BAISSÉ DE LA COMPÉTITIVITÉ

Comment la haute technologie américaine perd sa suprématie

LE déficit du commerce extérieur américain, surtout avec le Japon pour les produits de haute technologie, provoque aujourd'hui, outre-Atlantique, une remise en question en profondeur du concept de société post-industrielle. La « tertiarisation » des entreprises pourrait saper les bases mêmes de la compétitivité des États-Unis dans les secteurs de pointe.

Et l'injection massive de fonds publics dans la recherche-développement à dominante militaire n'est pas de nature à reconstruire ou renforcer durablement un tissu industriel que, déjà, les entreprises nippones investissent en force.

Par CHRISTIAN DE BRIE

Récemment mise en évidence (1), la désindustrialisation américaine, commencée dans les années 70, touchait jusqu'à présent des secteurs traditionnels, comme la sidérurgie, le textile ou les machines-outils. Bien que le processus se soit étendu et accéléré sous la présidence et l'administration Reagan, qui ne firent rien pour l'enrayer ou en atténuer les effets économiques et sociaux, il n'éveillait pas, jusqu'à ces dernières années, d'inquiétudes excessives outre-Atlantique. Au contraire, la désindustrialisation fut volontiers considérée par les néolibéraux adeptes du réaganisme comme le signe de l'avance prise par les États-Unis, davantage engagés que les autres pays dans la révolution post-industrielle et la mondialisation de l'économie qui l'accompagne.

Les grandes entreprises et les capitaux américains abandonnaient progressivement les anciennes productions manufacturières pour s'investir massivement dans les nouvelles technologies de pointe : informatique, électronique, robotique, télécommunications, matériaux composites, biotechnologies. Leur maîtrise conditionne l'avenir, leur champ d'application s'étend à tous les secteurs d'activité, y compris aux industries les plus traditionnelles, et les États-Unis y disposent d'une avance considérable et incontestée. Un nouveau paysage économique était en train de se dessiner. Les firmes multinationales et les sociétés les plus performantes s'organisaient en réseau (network corporations), concentrant leurs moyens sur la recherche-développement, les fabrications pointues et flexibles, la détention et la concession de brevets et de savoir-faire (know how), les activités de service : conception, organisation et contrôle du financement et de la gestion, marketing et publicité. Gravitant autour d'elles, filiales ou satellites dans la sous-traitance, l'exploitation sous licence et la concession de savoir-faire, les entreprises de production industrielle traditionnelle et de masse se déplaçaient vers le tiers-monde. Les nouveaux pays industriels devenaient les fournisseurs de produits bas de gamme ou semi-finis nécessitant de lourds investissements à la rentabilité incertaine, une main-d'œuvre nombreuse et de préférence bon marché. Produits qui restaient soumis à tous les aléas d'une demande variant en permanence avec l'accélération de l'évolution

technologique. Ainsi se perpétuait, sur de nouvelles bases, l'hégémonie américaine.

Or ce beau schéma et les perspectives qu'il ouvre sont en train de buter sur une réalité : pour la première fois de leur histoire, les États-Unis ont enregistré en 1986 une balance commerciale déficitaire dans les secteurs de haute technologie.

S'appuyant sur une série d'études très récentes, la mission scientifique de l'ambassade de France à Washington vient de publier un rapport sur la situation et l'évolution de la haute technologie américaine (2). Un constat : dans un certain nombre de secteurs (composants électroniques, télécommunications, instrumentation) les positions américaines s'affaiblissent. La Silicon Valley est en crise ; de septembre 1984 à septembre 1986, la région a perdu 17 500 emplois et détient le record des locaux industriels vacants (34 %). Des firmes prestigieuses comme Intel, Advanced Micro Devices, Data General, Wang, ont enregistré des pertes sans précédent, et les perspectives s'annoncent moroses comparées aux taux de croissance de 20 % à 30 % d'il y a quelques années. Excédentaire de 27 milliards de dollars en 1980, le solde des échanges dans le domaine des technologies de pointe n'a cessé depuis de

Une perte de savoir-faire

CEPENDANT, de plus en plus de voix s'élèvent contre les risques et les dangers de cette « tertiarisation » d'un nombre croissant d'entreprises américaines traditionnellement réputées pour leur activité industrielle. « En renonçant progressivement à fabriquer, ces firmes risquent en effet de perdre peu à peu leur savoir-faire technologique », remarquent MM. John Zysman et Steve Cohen, professeurs à Berkeley (3). Et l'auteur du rapport de l'ambassade de France ajoute : « Perdant le contact avec la production, n'étant plus soumises à la nécessité d'innover pour abaisser leurs coûts, ces firmes risquent de perdre progressivement la capacité de détecter les innovations nécessaires à la fabrication de la génération suivante de produits (4) ». Là, sans doute, se trouve le problème crucial qui condamne à terme la stratégie des multinationales américaines et que confirme le jugement de M. Akio

se détériorer pour devenir déficitaire de 2,5 milliards de dollars en 1986. Malgré une croissance rapide des exportations au cours de cette période (+ 29 %), et en raison d'une formidable poussée des importations (+ 165 %). Globalement, les performances n'ont pas été meilleures que dans l'ensemble de l'industrie, traduisant une baisse de compétitivité des États-Unis à l'égard de leurs concurrents, et plus particulièrement du Japon. Dans les principaux secteurs de l'électronique et des technologies de l'information : électronique grand public, composants électroniques, bureautique, télécommunications, instrumentation, leur déficit commercial à l'égard du Japon s'est accru de 489 % entre 1980 et 1986. Des résultats qui semblent remettre en question la traditionnelle suprématie américaine.

Pour certains observateurs et responsables, cette situation n'a rien d'alarmant ; elle reflète seulement la nouvelle division internationale du travail et reste conforme au schéma exposé plus haut. Ainsi, le département du commerce explique la dégradation récente des échanges dans le domaine des hautes technologies par le recours de plus en plus fréquent des firmes américaines à la délocalisation de leur production dans les pays à main-d'œuvre bon marché. En 1986, par exemple, ATT a transféré de Louisiane à Singapour son usine fabriquant des récepteurs téléphoniques grand public. Au total pour cette dernière année, les sociétés américaines ont importé pour 70 milliards de dollars de leurs filiales situées à l'étranger. Par ailleurs, elles ont de plus en plus recours à la sous-traitance extérieure et à l'importation de composants et de sous-ensembles, voire renoncant à fabriquer elles-mêmes et achetant directement les produits finis revendus sous label américain. Ainsi, par exemple, Eastman Kodak achète directement au Japon ses magnétoscopes, bandes vidéo et photocopieurs qu'il revend sous son nom.

Morita, fondateur de Sony : « Les sociétés américaines ont soit délocalisé leur production vers des pays à bas salaires ou ont commencé à acheter des pièces détachées ou des produits déjà assemblés à bas prix. Le résultat est une industrie américaine qui est en train de se vider de son contenu. Les États-Unis sont en train d'abandonner leur statut de puissance industrielle (5) ».

C'est une stratégie inverse qu'ont suivie les entreprises japonaises. Dans un premier temps, elles ont concentré leurs efforts sur les produits bas de gamme de la haute technologie, le plus souvent en se procurant brevets et savoir-faire américains. C'est la maîtrise acquise dans la fabrication de ces produits qui leur a permis de se familiariser avec la technologie et de se déplacer progressivement, au prix d'un gros effort de recherche-développement, vers le haut de

gamme : micro-processeurs, robots, machines à commande numérique, ordinateurs de grande ou moyenne puissance.

Est-ce à dire que les États-Unis sont d'ores et déjà dépassés par le Japon, voire par certains pays européens dans les technologies de pointe ? Certainement pas. Tout d'abord, leur domination reste incontestable dans plusieurs secteurs, en particulier l'informatique et les biotechnologies. Ensuite, ils disposent de deux formidables atouts. D'une part, le volume des ressources qu'ils consacrent au développement technologique : 100 milliards de dollars en 1984 (trois fois plus que le Japon), dont plus de la moitié sont fournis par

le budget fédéral. Près des trois quarts des crédits publics, soit 36 milliards de dollars, vont à la recherche militaire (l'énorme programme de l'initiative de défense stratégique, avec 3 milliards de dollars par an, représente moins d'un dixième de cette somme). D'autre part, l'expérience d'une puissante recherche industrielle appuyée sur un système universitaire sans équivalent, tourné vers les applications de la recherche et sur lequel se greffe un foisonnement de jeunes entreprises capables d'exploiter très rapidement les innovations technologiques, grâce aux capitaux mobilisés par les investisseurs à risque (venture capitalists).

Recours à l'intervention de l'État

ENFIN les États-Unis ont commencé à réagir, essentiellement sous l'égide des pouvoirs publics, qui développent des interventions dans plusieurs directions. Les efforts de recherche technologiques se renforcent et se concentrent au sein de centres de recherche communs interentreprises et de centres de transfert de technologie université-industrie. Les premiers ont nécessité le vote d'un amendement à la loi antitrust, les seconds bénéficient d'un financement public. Ils constituent un outil privilégié pour la formation de spécialistes et le financement de l'innovation, même si l'on constate une proportion croissante d'étrangers dans les départements d'ingénierie des universités et si le capital-risque a tendance à s'essouffier et à se déplacer vers les services.

Par ailleurs, le Pentagone injecte massivement des crédits dans les secteurs considérés comme stratégiques ou menacés par la concurrence : programmes sur les composants électroniques à très grande vitesse (VHSIC), sur les ordinateurs avancés (Strategic Computer Initiative), Initiative de défense stratégique. Encore que les critiques se multiplient à l'égard de ces programmes considérés comme beaucoup trop sophistiqués pour servir au développement de produits civils, et dont les priorités sont très différentes de celles choisies par les industriels en fonction de l'évolution des marchés. On constate également un retour en force aux activités de production et y recherchant une amélioration de la productivité par des investissements lourds dans les « usines du futur » (conception et fabrication assistées par ordinateur et robotique), où le travail humain, réputé coûteux et faillible, est réduit au minimum. Une solution qui ne fait pas l'unanimité : M. Fred Garry, vice-président de General Electric, y voit un effet de « notre tendance nationale à rechercher des réponses simples, des solutions messianiques (6) ».

Contrairement à une idée reçue et martelée par le patronat, salaires et main-d'œuvre n'ont qu'un impact limité sur la compétitivité, car ils ne représentent qu'une faible part de l'ensemble des coûts de production, 15 % en moyenne. « Les investissements technologiques massifs ne sont pas une solution, cela rend seulement les problèmes encore plus difficiles. Même si vous supprimez tous les

postes de travail, le coût du capital investi peut vous tuer (7) », estime M. Bob Lutz, vice-président de Chrysler.

Reste l'intervention politique des pouvoirs publics, incités, d'une part, à prendre des mesures protectionnistes et, d'autre part, à réguler les échanges par une baisse systématique du dollar. C'est dans ces deux directions que le Congrès et la Maison Blanche se sont engagés résolument. Les effets de cette politique sur la balance commerciale et la compétitivité de la haute technologie américaine tardent à se faire sentir. Par contre, elle favorise l'afflux des capitaux japonais, encouragés par la baisse du dollar et qui, en prenant le contrôle de firmes américaines, se mettent à l'abri des dispositions protectionnistes.

« Ironie de l'histoire, conclut le rapport de l'ambassade de France, les États-Unis font désormais partie pour les Japonais des pays à main-d'œuvre moins chère où ils ont intérêt à délocaliser une partie de leur production (8) ». Une occasion, pour les compagnies américaines en difficulté, d'un nouveau départ, grâce à l'injection de capitaux et de management japonais [qui] pourrait devenir vers la fin du siècle l'un des plus importants moyens de restructuration de l'Amérique (9) ».

De l'analyse de l'évolution en cours on peut tirer quelques enseignements. D'abord, il n'y a pas de « réponses simples et messianiques » aux problèmes posés. Les positions acquises ne le sont que provisoirement. Une leçon de choses négligée par nombre de responsables qui se précipitent aux États-Unis, au Japon, voire en Corée du Sud pour découvrir, faire l'éloge et tenter de copier avec retard des solutions miracles qui n'ont déjà plus cours, se révèlent être des erreurs, ou sont complètement inadaptées aux réalités nationales. Ensuite, il est illusoire et dangereux de s'en remettre aux seules vertus du marché et de l'entreprise privée pour conduire l'évolution. Aux États-Unis, comme au Japon, l'État joue un rôle déterminant dans le financement et l'orientation de la recherche-développement sur les hautes technologies. La France, après la Grande-Bretagne, risque de payer cher les ravages causés par le discours néolibéral (voir l'article de Bernard Cassen, pp. 1 et 19). Enfin, la révolution technologique va bouleverser dans les années à venir aussi bien les relations économiques et les rapports sociaux que les conceptions en vigueur sur le travail productif, le revenu et la répartition, ainsi que bon nombre de préceptes éthiques. Le changement n'est pas une fin en soi, pas plus que l'entrepreneuriat — aujourd'hui parée de toutes les vertus — qui se charge de le mettre en œuvre, sans contrôle ni principes. C'est aux citoyens, avertis des enjeux, qu'il appartient de fixer les orientations, le rythme et les limites de l'évolution en cours.

(1) Voir : Jean Lamprière, « Quand les États-Unis achètent à l'étranger leur matériel de production », *Le Monde diplomatique*, septembre 1986 ; Pierre Dommergues, « La recherche industrielle, tremplin de la compétitivité américaine », *Le Monde diplomatique*, janvier 1987 ; ainsi que les références bibliographiques de ces articles.

(2) Jean-Claude Derian, *La haute technologie américaine : compétitivité en danger ?*, rapport de la Mission scientifique de l'ambassade de France aux États-Unis, direction de la coopération scientifique, technique et du développement, ministère des affaires étrangères, Paris, 1987.

(3) Stephen Cohen et John Zysman, *Manufacturing Matters: the Myth of a Post-Industrial Economy*, Basic Books, New-York, 1987.

(4) Rapport de l'ambassade de France, op. cit., première partie, p. II.

(5) *Business Week*, 3 mars 1986, p. 66.

(6) *Financial Times*, 18 mai 1987, p. 14.

(7) *Financial Times*, op. cit., p. 14.

(8) Rapport de l'ambassade de France, op. cit., deuxième partie, p. 27.

(9) *Business Week*, 14 juillet 1986.

honneurs et

DIPLOMATIE

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Deniau, a reçu hier à l'Élysée le ministre japonais des Affaires étrangères, Yasuhiro Nakasone. Les deux chefs de gouvernement ont échangé des vues sur la situation internationale et les relations bilatérales. Ils ont également évoqué les perspectives de la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Deniau, a reçu hier à l'Élysée le ministre japonais des Affaires étrangères, Yasuhiro Nakasone. Les deux chefs de gouvernement ont échangé des vues sur la situation internationale et les relations bilatérales. Ils ont également évoqué les perspectives de la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

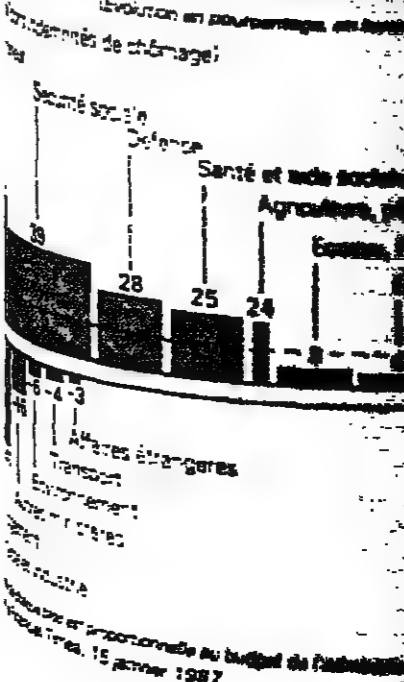
Des milliers de nouveaux

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Deniau, a reçu hier à l'Élysée le ministre japonais des Affaires étrangères, Yasuhiro Nakasone. Les deux chefs de gouvernement ont échangé des vues sur la situation internationale et les relations bilatérales. Ils ont également évoqué les perspectives de la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Deniau, a reçu hier à l'Élysée le ministre japonais des Affaires étrangères, Yasuhiro Nakasone. Les deux chefs de gouvernement ont échangé des vues sur la situation internationale et les relations bilatérales. Ils ont également évoqué les perspectives de la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La croissance des dépenses

en moyenne de 1978-1979



ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
pour le
DROIT INTERNATIONAL

VIENT DE PARAÎTRE

● La juridiction internationale permanente, COLLOQUE DE LYON 320 FF

DÉJÀ PARUS

● Les Nations unies et le droit international économique, COLLOQUE DE NICE 240 FF
● Les agents internationaux, COLLOQUE AIX-EN-PROVENCE 240 FF
● Et autres.

Catalogue sur demande.

Tél. 43-54-05-97

Dossiers internationaux

Depuis quelques mois, à l'occasion de chaque nouvelle livraison du *Monde diplomatique*, une émission intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de Radio Zinzine (Forcalquier, tél. : 92-76-10-56). Les principaux collaborateurs du journal présentent leurs articles et commentent l'actualité internationale.

Ces « Dossiers » sont diffusés à des dates qui varient selon les stations, par les radios suivantes :

● FRANCE :

Radio Clapas - Montpellier (Tél. : 67-58-29-08)
Radio Beluga - Six-Fours-les-Plages (Tél. : 94-25-12-95)
Intermodulation FM - Grenoble (Tél. : 76-47-21-21)
Radio Pais - La Seyne-sur-Mer (Tél. : 94-63-07-15)
Radio Bienvenue - Strasbourg (Tél. : 88-32-97-00)
Radio Danger FM - Angers (Tél. : 41-88-19-68)
Radio Saint Campus - Dijon (Tél. : 81-67-68-69)
Radio Saint-Afric - Saint-Afric (Tél. : 65-49-29-94)
Radio Galène - Sisteron (Tél. : 92-61-10-11)
Radio La Vie au Grand Hertz - Bordeaux (Tél. : 56-81-45-90)
Radio Treclis - Villey-le-Sec (Tél. : 83-63-90-90)
Radio Declic - Millau (Tél. : 65-61-00-43)
Radio Oléron - Oléron (Tél. : 59-39-72-50)
Radio Zone - Farnay-Voltaire (Tél. : 50-40-51-41)

● SUISSE :

Radio Fréquence Jura - Delémont (Tél. : 066-22-98-44 ou 45)

● BELGIQUE :

Radio Air Libre - Bruxelles (Tél. : 02-344-58-55)

● BURKINA-FASO :

Radio Nationale - Ouagadougou
Entrez Parlez - Ouagadougou

الرياضيات

Quelque part en Côte-d'Ivoire

A Grand-Bassam,

La stagnation menace, en Afrique, les villes moyennes. Les citoyens habitent au village ou vont chercher fortune à la capitale. Grand-Bassam, autrefois chef-lieu du pays, reste chargée d'histoire coloniale mais vit maintenant d'expédients, supporte durement les effets de la crise et doit parfois s'en remettre à la charité internationale. Et pourtant, « tous les génies de l'océan et de la terre — dit un écrivain — veillent sur Grand-Bassam ».

Par
BERNARD
GENSANE



UR le mur délabré d'un bâtiment en ruine, la municipalité a accroché une pancarte sur laquelle on peut lire : « Utiliser les poubelles est un acte civique. » Il y a belle lurette que plus personne ne se conforme à cette recommandation. A Grand-Bassam, comme dans bien d'autres endroits de Côte-d'Ivoire, il existe un certain décalage entre — disons — la société civile et les réalités : comment vivre ensemble en se conformant à des structures, à des schémas de pensée exogènes, tout en tirant parti, dans la mesure du possible, des retombées d'une économie extravertie ?

Ce jour-là, comme tous les autres jours, la lagune Ebrié, somptueuse étendue d'eau, sépare le quartier anciennement colonial des autres quartiers de Grand-Bassam. La violente réverbération du soleil accentue l'impression d'occlusion, de lenteur et de langueur. L'eau, que ne ridait pas le moindre souffle de vent, n'offrait aucune fraîcheur. Tout près, le marché, installé provisoirement, laissait s'échapper des odeurs pestilentielles.

Nous étions entrés dans Grand-Bassam par la route d'Abidjan, longue de quarante kilomètres, entre plantations de cocotiers et lagune. Une route bien calme en semaine, mais très animée le dimanche au moment de l'exode vers les plages du golfe de Guinée.

Devant le commissariat de police, des scènes de la vie de tous les jours. Un jeune policier avait rudoyé un vieux marchand sénégalais dont les papiers ne devaient pas être en règle. Le vieux n'admettait pas qu'on porte la main sur lui. A quelques mètres de là, dans la cour du commissariat, d'autres policiers continuaient à deviser indifférents ou poursuivaient la lecture de leur journal sous les manguiers. Mais leur jeune collègue ayant soudain menacé le vieillard d'aller chercher son arme, ils l'en avaient empêché. Et des passants atterrés avaient pris spontanément fait et cause pour le Sénégalais, car, dans l'Afrique traditionnelle, un jeune ne saurait molester un vieillard.

Ce mercredi, il y avait audience au tribunal de première instance. Près de la mairie, dans la salle de réunion où justice était rendue, une bonne centaine d'hommes et d'adolescents (originaires du Sahel pour la plupart) attendaient des jours meilleurs, allongés sur le sol saboteux. En face, le « Congo », la salle de cinéma locale, appartenant à un Libanais, affichait *Les Barbarians*, *Yelen* et un film indien de série B. Derrière ce cinéma, des prostituées (les « Ghanéennes », comme on les appelle ici un peu abusivement) offraient, derrière un simple rideau, leurs charmes pour 500 francs CFA (1).

Une centaine de personnes se pressaient dans la mairie en attendant qu'un huissier introduisit l'inculpé. Au-dessus de la tête de madame le juge, deux ventilateurs brassaient faiblement l'air chaud et humide. Une fillette, qui ne devait guère avoir plus de onze ans, accusait un plombier de trente-cinq ans, originaire du pays gourou, dans le centre du pays, d'avoir abusé d'elle à plusieurs reprises. Le gourou avait offert à l'enfant une paire de boucles d'oreilles. Apparemment, cette liaison était connue de tous, mais la famille s'était résolue à porter plainte après que la gamine eut contracté une maladie vénérienne. La salle suivait les débats sans émotion particulière, comme s'il s'était agi d'un vol de sandales. A la fillette, qui ne semblait guère traumatisée, madame le juge fit quelques remontrances, peut-être ne pourrait-elle jamais avoir d'enfants. Au plombier, elle fit remarquer qu'il avait « la chance de résider dans une ville où il y avait des prostituées à tous les prix » et qu'il était dès lors « honnête de s'en prendre à une enfant ». L'accusé niait mollement, répétant à plusieurs reprises une phrase qu'il avait sans doute apprise par cœur : « Ceci est un démenti, madame le juge, je ne l'ai pas connue. »

Le juge demanda au prévenu s'il était pratiquant. Le plombier amateur de Lolitas dit qu'il était catholique. « C'est une circonstance aggravante, vous avez des instincts démoniaques. Comment pouvez-vous être excité par une fille qui n'a pas de seins ? »

Le galant gourou fut condamné à deux ans de prison. La tête basse, il rejoignit sans bonne escorte la prison de Grand-Bassam, dans les cachots de laquelle plusieurs grands du régime avaient été emprisonnés quarante ans auparavant, lors des luttes émancipatrices.

Comme Saint-Louis-du-Sénégal ou Gorée, la ville de Grand-Bassam est chargée d'histoire coloniale. De ce passé, il reste un

phare, éteint il y a trente ans et qu'on ne rallumera plus, et, surtout, d'imposantes maisons coloniales à l'architecture soigneusement fonctionnelle.

Aujourd'hui, ces maisons sont soit en ruine, soit habitées par des Bassamais aisés, car les loyers ne sont pas à portée de toutes les bourses. Elles appartiennent à des Libanais, à l'Etat ou à des familles locales prisonnières de problèmes d'héritage insolubles.

Le site de Grand-Bassam fut découvert vers 1470 par le navigateur portugais Sotro De Costa. Des négociants hollandais, danois et anglais précédèrent les Français qui y construisirent Fort-Saint-Louis en 1701. Il fallut attendre le dix-neuvième siècle pour qu'une colonie fixe s'installât. Les colons prirent possession de l'emplacement moyennant « coutumes » : pour 36 fusils, 36 barils de poudre, 36 pièces d'offic, 120 jarres de 5 litres d'eau de vie, 36 acquêts de tabac, le tout livrable chaque mois par douzième. Il leur fut permis de construire des fortins.

Les populations d'origine — Abouré et N'zima — obéissent alors le site de Bassam à la France pour une redevance annuelle de 4 000 francs or. Cette somme sera versée jusqu'en 1915. Les populations s'adonnaient principalement à la pêche et au commerce, exploitant le sel marin et échangeant l'huile de palme contre des produits européens.

Les premières factoreries s'installent en 1843. En 1852, 1 200 guerriers se révoltent et attaquent le fort. Un corps expéditionnaire français de 700 hommes, venus du Sénégal, mène la rébellion. La colonie de la Côte-d'Ivoire naît le 10 mars 1893 et se voit rattachée à l'AOF (Afrique occidentale française) le 16 juin 1895. En décembre de cette année, le Père Alexandre Hamard ouvre, à Grand-Bassam, la première école.

En 1900, la ville cesse d'être le chef-lieu de la colonie après une épidémie de fièvre jaune. Malgré cela, le « wharf » (débarcadère) est mis en service le 1^{er} juillet 1901. Il mesure 175 mètres de long sur 7,50 mètres de large. L'année 1908 voit la création de la chambre de commerce. Pendant la première guerre mondiale, Bassam fournit son tribut de « tirailleurs sénégalais » qui iront mourir à Verdun ou ailleurs. Après la guerre, la ville connaît une ère de prospérité sans précédent. Une première scierie, la SCAF, ouvre en 1920. L'année suivante, 100 000 tonnes d'acajou sont exportées. Bernard Dadié, le père de la littérature ivoirienne, se souvient : « C'était en 1928, Grand-Bassam, la cité des billes de bois. En effet, des billes, il y en avait partout. Billes venues de l'Agnéby dans le pays abou, billes venues de la Comot dans le pays M'Gbatu (2). » C'était, ajoute Georges Courrèges, « la grande

Pendant la fête de l'Abyssas, les N'zima doivent se purifier, se déjouler, jeter les rancunes à la lagune

époque de Bassam, l'époque des flonflons, des bals et des fêtes pour les Européens. L'époque où les forestiers viennent flamber à Grand-Bassam après leur saison d'abattage (3). »

Maïs, à partir de 1930, Abidjan devient le premier pôle économique de la colonie : c'est là que la métropole a choisi d'installer le terminal du chemin de fer. Les grands paquebots accostent désormais au wharf de Port-Bouët. Et en 1934, le chef-lieu de la colonie est transféré à Abidjan. L'embarcadère de Bassam sera déclassé en 1951, après l'inauguration du canal de Vridi par le ministre de la France d'outre-mer de l'époque, François Mitterrand.

Deux ans plus tôt, Grand-Bassam avait été le lieu d'une action quasi héroïque (et qui est restée gravée dans la conscience collective nationale) menée par des militants anticolonialistes. Le 6 février 1949, des responsables du Rassemblement démocratique africain (RDA) — fondé en 1945 par Félix Houphouët-Boigny — sont arrêtés après des incidents. Les femmes se mobilisent et une première marche sur Grand-Bassam a lieu le 4 août pour exiger la libération de Marcelin Sibé. Celle-ci obtenue, les démons entament une grève de la faim. Et le 22 décembre 1949, la marche des femmes s'organise devant le palais de justice de Bassam. Les forces de l'ordre font usage de pompes à eau, lancent des grenades lacrymogènes et frappent les manifestantes. Une prise de conscience sur la situation coloniale se développe qu'on évoque encore avec émotion aujourd'hui.

Mises à part les maisons coloniales et cet acte épique, que restait-il du Grand-Bassam d'autrefois ?

Un monument aux morts, dédié aux victimes civiles de la fièvre jaune : une femme avec une gerbe de blé tenant sur son sein un homme mort. Un jeune garçon explique ainsi la signification de

cette statue : « La femme est allée chercher des plantes magiques pour ressusciter le mort. » Pourquoi pas, en effet ?

Et puis, il y a l'Abyssas, cette fête rituelle des N'zima. Une fois par an, en octobre, cette éthnie qui ne possède pas de masque, fait entendre l'*astoungblan*, le grand tambour parlant des Akan. L'Abyssas tourne autour d'une légende merveilleuse : un chef eut sept garçons. Un esprit lui remit sept vases en or contenant du fen, un palmier, du riz, de l'argent, des ignames, des graines de palmistes, du maïs. De là naquirent sept clans solidaires. Un jour, les hommes du clan de M'wavi se rendirent en forêt planter le maïs. Ils virent des êtres mystérieux qui dansaient au son d'un tam-tam effréné et qui leur confièrent le tambour en les chargeant de planter à chaque récolte des graines de palmier. Ainsi naquit l'Abyssas, cette danse propitiatoire. Pendant la fête, les N'zima doivent se purifier, se déjouler, jeter les rancunes à la lagune.

Jeanne et Bruno sont deux Français résidant en Côte-d'Ivoire depuis une quinzaine d'années. Lui enseigne les mathématiques au lycée, elle est provisoirement inactive. S'ils ne considèrent pas la Côte-d'Ivoire comme leur seconde patrie, ils savent qu'ils quitteront Grand-Bassam avec un fort pincement au cœur. Leur villa, une construction moderne, est située à deux pas de la mer, rue du Colonel-Montell, et jouxte une imposante maison coloniale. Il reste à Grand-Bassam une dizaine d'assistants techniques français qui, parce qu'ils sont relativement jeunes et que la coopération jette ses derniers feux, ne souhaitent et ne peuvent cultiver le moindre sentiment d'appartenance au pays. La pharmacie est tenue par un Français et la boulangerie appartient à un « vieux Blanc », installé avant l'indépendance.

Dans l'entreprise Wolf, soixante employés s'occupent du traitement de la fibre de noix de coco. Mais l'entreprise SCAF souffre. Cette menuiserie était autrefois la plus grosse source d'emplois. Il faut dire que le secteur secondaire attend un second souffle à Grand-Bassam : l'école de vannerie, les centres de céramique, l'usine à chaussures et les quelques fermes d'élevage de poulets n'offrent guère plus de deux cents emplois. On peut prendre un verre à « La Taverne », l'un des quelques restaurants (avec « l'Assomay », « La Madrague », « Le Wharf », « La Paillette ») tenus par des Français ; ainsi qu'au « Fillet Bleu », propriété d'un ivoirien administrateur financier à l'institut de cardiologie d'Abidjan. Jeanne et Bruno fréquentent les petits commerces libanais : une quincaillerie, une librairie (la « Librairie Descartes ») Il y a aussi un horticulteur allemand, un restaurant vietnamien et des « maquis » qui, en bord de mer, offrent une nourriture locale de qualité et bon marché.



GRAND-BASSAM compte quelque 40 000 habitants. La ville coloniale c'est, comme son nom l'indique, le quartier France, et plus précisément le France résidentiel, où habitent, principalement des fonctionnaires, et l'Assomay, l'ancienne « zone indigène ». De l'autre côté de la lagune, les deux tiers de la population vivent au quartier Impérial, avec ses sous-quartiers : Congo, Phare, Bramahoté, Belleville, Oddes. Les habitants sont des N'zima, qui cohabitent avec des Dioula et des Burkinabé. A Moosou ne vivent que des Abouré. Enfin, vers Aboisso, le quartier CAOP (4), à vocation fortement résidentielle, abrite de jeunes cadres.

Les N'zima sont avant tout des pêcheurs de mer et de lagune, des bijoutiers et des planteurs. Les Abouré, quant à eux, ne vivent que du poisson. On pêche ici à la seine et au filet. Les pêcheurs n'zima ne se plaignent pas trop, malgré la concurrence de la pêche industrielle. Les pirogues sont généralement motorisées. Il existe une séparation totale entre les activités de pêche et la distribution du poisson jusqu'à l'intérieur d'une même famille. La femme achète à son mari le poisson qu'elle va transformer par fumage, et vendre sur les marchés de la région.

Les bijoutiers sculptent, dans la tradition akan, l'or boulé. Les planteurs cultivent principalement la noix de coco, qui est d'un rapport sûr, et une activité moins fatigante que la culture de riz ou du manioc. Les Dioula sont généralement de la deuxième ou troisième génération. Leurs parents s'étaient installés ici du temps du wharf, ils s'occupent traditionnellement des transports ou tiennent des petits commerces. Dans leurs boutiques, on peut acheter tous les produits d'usage courant au micro-détail : une cuiller d'huile de table, une cigarette, un verre de pétrole, un bonbon, un morceau de glace, un cube Maggi, une dose de Nescafé...

Les Burkinabé (principalement des Mossi) effectuent les travaux les plus pénibles : manœuvres, ouvriers agricoles, boys. Quant aux Baoulé, on les trouve dans pratiquement tous les secteurs de l'économie. Le monde extérieur pour le pêcheur n'zima c'est « le Blanc ». Il souhaite ardemment envoyer au moins un de ses enfants en Europe. Car l'Europe, c'est le savoir, un lieu où tout est parfait. Un « vieux », père d'un haut fonctionnaire, nous a raconté avoir fait le

DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Garçons et filles de 8 à 16 ans - Programme officiel des Lycées Français - Baccalauréat types A, B, C et D
Secteur anglo-américain - Cours de langues modernes et d'informatique - Section commerciale - Etudes dirigées
Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences.
En été du 1^{er} juillet au 12 août : vacances heureuses, études sérieuses. Séjour de 4 à 6 semaines.
Nouveau bâtiment scolaire avec salle de sports.
Équipements sportifs modernes : tennis, ping-pong, football, fitness, piscine, vaste domaine skiable.
Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE.
Début de l'année scolaire 1988-1989 : Mardi 20 septembre 1988
Pour l'envoi d'une documentation, écrire à :
COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1894 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)
Tél. 025/35 21 63 - 35 55 - Télex 436 210 BSVI

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro
de téléphone vert : (16) 1 62-54-11-11.

هذه امانة الامل

L'ÉTAT ET LES « MESSAGERIES ROSES »

Le minitel, outil de connaissance ou facteur de perversion ?

CHACUN mois, quatre-vingt-dix mille nouveaux minitels viennent s'ajouter, en France, aux deux millions et demi déjà installés. Ainsi, depuis cinq ans, la télématique connaît un succès qui ne se dément point. Ce succès est pour une large part, celui des « messageries roses » dont la plupart ne sont accessibles que par le réseau Kiosque, réservé à la presse. Quels sont les liens entre la presse et ce douteux service télématique ? L'Etat, de son côté, ferme les yeux sur le caractère peu moral de ce mode d'utilisation qui lui rapporte des dizaines de millions de francs...

Par DENIS FÉRIER-DAVILLE

Après la radio, le téléphone et la télévision, un nouveau moyen de communication destiné au grand public a vu le jour il y a à peine quelques années : le minitel. Si ses premiers pas furent discrets, sa croissance a été ultrarapide, et sa jeunesse turbulente commence, dans un parfum de scandale, à défrayer la chronique.

La télématique grand public - concrétisée par le minitel - a été conçue pour remplacer progressivement l'annuaire papier édité à 25,3 millions d'exemplaires par an. Il représente 40 000 tonnes de papier. Que de forêts ainsi immolées ! D'où l'idée de faire appel à la conjonction de deux technologies avancées - l'informatique et les télécommunications - et d'utiliser un petit appareil branché sur le téléphone, composé d'un écran et d'un clavier semblable à celui d'une machine à écrire, qui est relié à une banque de données des abonnés au téléphone par un réseau appelé Transpac.

L'utilisateur tape sur le clavier sa demande et obtient instantanément la réponse qui s'inscrit sur l'écran de son minitel. Ce système de renseignements possède par rapport à l'annuaire papier

l'avantage de concerner l'ensemble des départements et de faire l'objet d'une mise à jour permanente.

Le prix de ce petit terminal - un peu moins de 1 200 F - est relativement élevé. Si les usagers devaient l'acheter, le système n'aurait eu aucune chance de se développer. Aussi, les postes et télécommunications (P et T) ont-elles été autorisées par le gouvernement à distribuer gratuitement ces minitels chez les abonnés au téléphone, zone après zone, de façon qu'un jour cette distribution soit générale sur l'ensemble du territoire. Présentement, 2 500 000 minitels ont été ainsi placés dans le public à la cadence actuelle de 90 000 par mois.

Mais si le minitel ne devait servir qu'à l'annuaire téléphonique, ce serait pour l'Etat un luxe exorbitant. Aussi les P et T ont-elles fait un pari ambitieux en tablant sur un développement du système télématique pour d'autres usages ayant pour conséquence de générer un accroissement du trafic téléphonique et partant, une augmentation du volume des taxes facturées aux usagers.

Quand l'organe crée la fonction

IL s'agissait en fait de briser un cercle vicieux : les particuliers ou les entreprises n'ont aucune raison d'acheter un minitel tant que les services offerts ne sont pas appréciables. Les serveurs n'ont aucun intérêt à investir dans la télématique tant que le nombre de leurs clients potentiels n'est pas important.

Autrement dit, le problème des factuels consistait à renverser l'ordre des faits. C'était l'organe qui devait créer la fonction. C'était en quelque sorte aux usagers et aux entreprises utilisatrices de décider de l'usage de l'outil que l'on mettait entre leurs mains.

Comment le grand public se comporterait-il devant cette innovation ? Pour le savoir, la direction générale des télécommunications décida de faire une première expérience dans une zone déterminée, à Vélizy. Environ 2 500 minitels furent remis gratuitement à un échantillon de « cobayes » volontaires, de juillet 1981 à décembre 1982, cela afin de faire apparaître les véritables centres d'intérêt des utilisateurs.

L'on pensait que les renseignements administratifs seraient les plus fréquemment consultés. En fait, vinrent en tête les informations et jeux électroniques offerts par des entreprises de presse, devant les renseignements pratiques tels que les programmes de cinéma ou de télévision, les horaires de trains ou les ventes par correspondance.

A la fin de 1982, débuta une autre expérience de télématique grand public - baptisée Grotel - conduite dans un quartier de Strasbourg sous les auspices des P et T et du quotidien régional les Dernières Nouvelles d'Alsace. Elle s'adressait à un public fort limité constitué par les membres d'une association de résidents du quartier de l'Esplanade.

Le centre serveur, les Dernières Nouvelles d'Alsace, offrait divers services : informations générales, locales, programmes de télévision, cinémas, météo, horaires de trains ou d'avions, recettes de cuisine, liste d'hôtels ou de restaurants... Des banques donnaient la possibilité à leurs clients de consulter directement leur compte. La distraction n'était pas négligée. Des programmes de jeux tels que la bataille navale permettaient de se mesurer à un ordinateur. Enfin et surtout, existait une « messagerie instantanée » donnant la possibilité à des personnes de converser librement, en temps réel, trois lignes d'écran par trois lignes d'écran.

Très rapidement, on constata que la fonction informations et services, qui

aurait dû constituer l'essentiel du trafic, ne représentait guère plus de 10 % de celui-ci : les messageries occupaient la moitié de l'activité et les jeux occupaient 40 % du temps d'utilisation. Ce qu'on avait pu pressentir à Vélizy faisait l'objet d'une éclatante confirmation. Dans l'année qui suivit, ce fut l'avalanche d'un énorme succès.

Ce nouveau mode de communication allait plus loin qu'un simple jeu. Pour une personne un peu naïve, voir s'inscrire progressivement sur l'écran de son minitel les lettres d'un message qui lui est destiné constitue une sorte de fascination. Elle a le sentiment d'une présence mystérieuse et vivante derrière l'écran. La technique permet de faire coïncider le rêve et la réalité. Avec la messagerie instantanée, il y a réellement à l'autre bout du circuit une personne en chair et en os avec laquelle on peut échanger des messages sur l'écran.

Le minitel peut être ainsi le carrefour où se rencontrent deux personnes anonymes à la recherche d'un échange et ayant à tout moment la possibilité

d'interrompre le contact ou au contraire de se faire connaître.

Parler avec quelqu'un, pour se dire quoi ? La pratique montre que ce n'est pas pour échanger des considérations philosophiques ou pour parler de la pluie ou du beau temps. Mais par jeu, par provocation, par exhibitionnisme, par défoulement, pour laisser libre cours à sa libido, ce genre d'échanges consista à dire ce qu'il n'est pas possible d'exprimer dans la vie courante.

Le minitel, parmi une petite minorité particulièrement réceptive de ses utilisateurs, a « réveillé le cochon qui sommeille » et est devenu, par ces temps de SIDA, le terrain d'élection du sexe et de ses débordements.

Les lecteurs de magazines pornos ou érotiques, les clients de sex-shops et de la prostitution constituent, on le sait depuis beau temps, un milieu composite exploité par un milieu composite allant de l'éditeur de presse BCBG au proxénète avéré. Ces « professionnels de la fesse », à l'affût de tout moyen de gagner de l'argent à peu de frais, se sont rues comme un seul homme sur la télématique et ses possibilités.

Les promoteurs de Grotel, leurs émules et les pontes des P et T ont-ils voulu cela ? Ils s'en défendent vigoureusement en parlant de « piratage », en invoquant une utilisation du minitel inventée par certains usagers allant à l'encontre de l'intention des pères du système. Mais si « piratage » il y a eu, force est de constater qu'on a tout fait pour qu'il soit institutionnalisé, pour laisser courir l'expérience jusqu'à la commercialisation et à la généralisation à l'échelle de tout le pays.

La logique économique fait d'ailleurs qu'il pouvait difficilement en être autrement. La télématique grand public est financièrement fondée, pour les P et T comme pour les services, sur des recettes en fonction de la durée du message. Cela pousse le serveur à donner la préférence à des utilisations nécessitant la communication la plus longue possible.

Bien souvent, un possesseur de minitel à la recherche de l'âme sœur s'engage dans un dialogue avec un autre possesseur de minitel. En fait, il est en contact avec un ou une employée du centre serveur dont le rôle est d'établir un « dialogue libéré » avec les clients en maintenant le contact le plus longtemps possible.

Comment sont recrutées ces « animatrices », ces « hôtesses » ? Non sans cynisme, le fondateur d'une « messagerie conviviale » l'a raconté : « Il est vrai que ça n'a pas été facile. Sur les deux mille réponses à notre petite annonce, nous avons retenu deux cent cinquante candidates qui ont défilé dans nos bureaux. Après de nombreux tests, nous en avons gardé huit... Il faut ajouter que c'est un métier très dur et que deux hôtesses nous ont quittés pour dépression nerveuse ».

Les « hôtesses » sont d'ailleurs déjà « obsolètes ». Dépassées par le progrès technique, elles vont être remplacées par des machines. En effet, il a été mis au point un système qui gère une ban-

que de trente mille phrases, de manière que celui qui se connecte ne puisse pas savoir, même après dix ou quinze minutes de dialogue, si c'est un être humain ou une machine qui lui répond !

Bref, le succès du minitel est indiscutable. Il fallait désormais pour les P et T et pour les services utilisateurs penser à gagner de l'argent. Le 22 mars 1984, le ministre chargé des P et T, M. Louis Mexandeau, créait, à titre exceptionnel, pour une durée de deux ans reconductible, un système de taxation spécifique sur le réseau télématique.

Il en résultait quatre régimes de taxation en fonction du service rendu :

- l'annuaire électronique (coût : 21,90 F l'heure) ;
- les services purement professionnels (le 36.13, coût : 7,30 F l'heure) ;
- les services commerciaux (le 36.14, coût : 21,90 F l'heure) ;
- les services grand public obtenus en faisant le 36.15. L'utilisateur paye une taxe de base de 0,73 F toutes les 45 secondes, soit 38,40 F l'heure. Les P et T conservent les 3/8^e de cette somme, soit 21,90 F, et ristournent les 5/8^e, soit 36,50 F, au service demandé.

Il fut décidé par une simple circulaire ministérielle en date du 17 mai 1984 que ce réseau 36.15, en sus des organismes remplissant une mission de service public, serait réservé aux organes de presse titulaires d'un numéro d'inscription à la Commission paritaire des publications de presse ainsi qu'aux radios locales ayant une autorisation d'émettre. C'est la raison pour laquelle ce réseau est appelé Kios-

d'un régime fiscal particulièrement avantageux en matière de TVA. Celle-ci est alors de 2,1 % au lieu de 18,6 % pour le tarif normal ou même 33,33 % pour les revues pornographiques ou les sex-shops.

L'administration fiscale a taxé les services Kiosque à 18,6 %, mais ceux-ci invoquent le régime fiscal de la presse pour contester cet impôt. Aussi, des procès sont-ils en cours devant le Conseil d'Etat.

Selon certaines évaluations, les bénéfices de nombreuses messageries représenteraient près des trois quarts de leur chiffre d'affaires. Il est vrai que la concurrence est rude et qu'il est vital pour un service de messagerie de se faire connaître. D'où une débâcle de publicité par voie d'affiches, dans la rue, chez les commerçants, dans le métro, qui attire l'attention de tous sur ce genre d'activité et choque nombre de passants qui ont le sentiment que les murs de nos villes sont transformés en vecteurs d'innombrables maisons de rendez-vous.

Quel jugement porter sur le minitel ? S'agit-il d'un fait de société ? D'un remarquable instrument de connaissance ? D'un outil commercial ? D'un gadget sans lendemain ? D'un diabolique instrument de perversion ? Il est sans doute tout cela à la fois. C'est la boîte de Pandore, d'où se sont échappés les maux et les bienfaits.

Ce constat est inquiétant. Certes, nombre de services sont à l'abri de toute critique. Des utilisations utiles et intéressantes du minitel se sont multi-



FANTASMES A VENDRE. A LA FOIRE DE PARIS. Les hôtesses des centres serveurs sont bientôt remplacées par des machines

que, par analogie à la presse écrite. De nombreux journaux ont ainsi leur centre serveur télématique diffusant les services les plus divers, n'ayant souvent rien à voir avec les « messageries roses ».

Il n'en est pas moins évident que de multiples services n'ayant aucun rapport avec la presse - et tout spécialement des centaines de « messageries conviviales » - sont accessibles par le 36.15. Comment s'explique ce mystère ? La réponse est simple. Si on ne dispose pas d'un numéro de la Commission paritaire des publications de presse, il est possible de passer discrètement un accord avec un titre de presse n'ayant pas de service télématique et qui « prête » ainsi son numéro. Une telle entente est facile, car il existe 14 000 publications, parfois parfaitement inconnues, inscrites auprès de la commission. Un tel trafic, peut-on penser, tombe sous le coup de la loi pénale. Cet aspect de la question ne semble guère préoccuper les autorités compétentes.

Mais, dira-t-on, l'entreprise souhaitant bénéficier du système Kiosque devra avoir une certaine envergure, offrir des garanties, faire des investissements onéreux, puisqu'elle devra disposer d'un équipement d'ordinateurs.

En réalité, cela n'est pas nécessaire, car l'entreprise pourra se faire héberger par d'autres dans un centre serveur, puisamment équipé d'ordinateurs, avec lequel elle partagera les taxes rétrocédées par les P et T. Cela explique la prolifération de petits services créés par des débrouillards doués souvent de plus d'imagination que de scrupules et de surface financière.

La croissance du trafic 36.15, dépassant les prévisions les plus optimistes, provoqua le 18 juin 1985 une surchauffe qui entraîna un écoulement quasi total du réseau de transmission Transpac. Il fallut près d'un mois pour rétablir un trafic normal pour les services grand public. Depuis, la croissance du trafic a repris de plus belle.

Le fait de posséder un numéro de la commission paritaire, fait bénéficier

plées aussi bien dans le secteur professionnel que dans celui concernant le grand public. Aussi serait-il injuste d'assimiler la télématique aux « messageries roses ». Il n'empêche que la part très importante du trafic absorbée par ce secteur et par les jeux pose problème. La coexistence devant le minitel de jeunes et d'adolescents - attirés par les jeux - et d'obsédés sexuels - attirés par les messageries - est éminemment malsaine.

Les P et T, et le gouvernement, se trouvent confrontés à un seul et unique problème : comment rationaliser le système ? L'investissement dans la télématique représente pour les P et T une dépense considérable, évaluée à 5,5 milliards de francs depuis l'origine et 2 milliards de francs pour la seule année 1986. Un tel investissement ne peut être financé indéfiniment à fonds perdus. Il faudra un jour parvenir à l'équilibre. Ce qui est loin d'être le cas actuellement.

La méthode la plus simple est de privilégier les réseaux et les services qui rapportent le plus d'argent aux P et T. C'est la politique qui a été suivie jusqu'à présent. Mais le rôle de l'Etat est-il de fournir à quelques mains le moyen de faire une fortune rapide en exploitant la naïveté ou la libido d'une partie de la population ? Est-il de partager avec les bénéficiaires le produit d'une activité dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a rien à voir avec une mission de service public ? Evidemment, non. Poursuivre dans cette voie engagerait gravement la responsabilité du gouvernement.

Le devoir de l'Etat est de renverser la vapeur, d'abandonner ce qui ressemble fort à une fuite en avant pour s'engager résolument dans une politique télématique utile à la collectivité, reposant sur des bases saines à la fois sur le terrain financier et sur celui de l'intérêt général.

Mais est-ce possible ? On est en droit de se poser cette question, car plus de la moitié des recettes encaissées par les P et T proviennent des messageries et des jeux...

287 millions d'appels

Le bilan chiffré actuel de la télématique est impressionnant. Durant l'année 1986, sur l'ensemble des réseaux, 287 millions d'appels ont engendré 32 262 700 heures de connexion, soit près de trois fois plus que l'année précédente.

Pour apprécier l'importance du phénomène, il convient de distinguer d'une part le trafic, d'autre part le chiffre d'affaires.

Le trafic : selon une évaluation faite par la direction générale des télécommunications à partir des 4 312 000 heures de connexion réalisées en décembre 1986, la répartition du trafic par type d'utilisation a été la suivante :

- Annuaire électronique : 17 %
- Réseau 36.15 Kiosque :
 - messagerie : 16 % ;
 - jeux : 17 % ;
 - informations : 8 % ;
 - vie pratique : 15 % ;
- Réseau 36.14 :
 - banques, finances : 6 % ;
 - applications professionnelles : 8 %
- Réseau 36.13 :
 - groupes fermés d'abonnés : 16 %

Les heures de connexion (hors annuaire) se sont réparties à raison de 71 % sur le 36.15, 21 % sur le 36.14 et 8 % sur le 36.13.

Les heures de connexion, pour le seul réseau 36.15, se sont réparties à raison de 59 % pour les messageries et les jeux, et de 41 % pour le reste.

Le chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires réalisé provient essentiellement du réseau 36.15. Pour ce seul réseau, il s'est élevé en 1986 à 1 315 millions de francs. Les 5/8^e de cette somme, soit 822 millions de francs, ont été reversés aux services. Les P et T conservent les 3/8^e restants, soit 493 millions.

Selon des déclarations du ministre des P et T, M. Gérard Longuet, faites récemment à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur ces 822 millions de francs reversés, les messageries ont représenté 320 millions, soit 39 %. Toujours selon M. Longuet, les « messageries roses » ne représenteraient guère plus de 20 % des messageries totales, soit 60 millions de francs.

En avançant un pourcentage aussi faible, le ministre fait montre d'un grand optimisme. La proportion inverse est certainement plus près de la réalité. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à un répertoire des services de télématique, où, sous la rubrique « messageries », figurent essentiellement des messageries d'un rose non équivoque.

D. P.-D.

* Président de la Fédération française des sociétés de journalistes.

Le Monde Diplomatique, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

France, 17 avril 1987, La Dernière

DÉSENCHANTEMENT, INDIVIDUALISME, VACUITÉ

COUVERT de récompenses et plébiscités par tous les publics, un film du Québec — le *Déclin de l'empire américain*, de Denys Arcand, — a enfin rencontré, trente ans après la naissance du cinéma québécois, un grand succès international.

Ce succès repose plutôt sur le caractère universel de son thème central — le bilan effectif de la génération de quarante ans — que sur la spécificité ou le particularisme québécois. Et pourtant, ces personnages qui parlent seulement de leur corps, de leur sexualité ou de la bonne chère sont de bien typiques représentants de ces hommes et de ces femmes du Québec d'aujourd'hui. Ils avaient vingt ans en 1960 au début de la « révolution tranquille » ; ils ont cru au projet d'indépendance, ont ensuite accompagné l'ascension du Parti québécois (PQ), puis assisté à sa chute, et ils contemplent enfin aujourd'hui, dans l'indifférence, la restauration du fédéralisme canadien. Écartelés entre les plaisirs de la table et ceux du lit, menacés à la fois par le cholestérol et le SIDA, ils ont choisi de demeurer loin de la politique.

Le titre du film de Denys Arcand est, bien sûr, une antiphrase. Ce n'est pas l'empire américain qui serait en déclin mais l'idée d'un Québec souverain dont d'ailleurs les personnages ne parlent jamais. Un silence d'autant plus significatif chez Denys Arcand qu'il est l'auteur de quelques-uns des films politiques les plus radicaux : *On est au coton*, *Québec : Duplessis et après...*, *Le Confort* et *l'Indifférence*, etc. Mais l'auteur a voulu traduire ce sentiment général de désillusion, de désempolement, qui domine aujourd'hui.

En ce sens, ce film demeure fidèle à l'une des grandes traditions du cinéma québécois : être le reflet de sa société. En effet, de toutes les expressions culturelles, le cinéma est sans doute celle qui a le mieux illustré et encouragé l'éveil de la conscience nationale québécoise.

Et cela, dès la fin des années 50. Le Québec sortait alors d'une longue période de léthargie. Le chef du Parti d'union nationale, Maurice Duplessis, était resté à la tête de la province de 1936 à 1959, maintenant de façon autoritaire dans un carcan de conformisme clérical étouffant.

L'équipe libérale de Jean Lesage, qui succède à celle de Duplessis, entreprend tout de suite de multiples réformes, afin d'accélérer la libération de la société, sa décentralisation, bref, sa modernisation. C'est dans ce contexte — et alors que les enfants nés de l'explosion démographique du début des années 40 arrivent à l'âge adulte — que la revendication nationaliste va s'exprimer surtout dans le domaine culturel. La poésie, la chanson, le cinéma, participent pleinement et encouragent ce double objectif : hériter le modernisme, revendiquer l'identité. C'est l'époque de la « révolution tranquille ».

La force des paroles

SOUS le slogan : « Maîtres chez nous », tous ces films, ces chansons, ces poèmes, réclament en sourdine l'indépendance nationale. Le cinéma surtout va jouer un rôle fondamental. D'abord parce qu'il se produit alors, précisément au Québec, l'une des plus grandes révolutions technologiques de l'audiovisuel : la mise au point de ce qu'on appellera le « cinéma direct ». Son artisan est Michel Brault. La technique du « direct » va permettre à des caméras légères, autonomes, d'être partout et d'enregistrer, en même temps que l'image, toute la richesse des sons, toute la force des paroles. L'identité québécoise, fondamentalement ancrée dans l'expression langagière, allait ainsi trouver sur les écrans un moyen de s'affirmer. Ces films — que l'on songe à *Pour la suite du monde* (1963), de Pierre Perrault et Michel Brault, — vont amplifier de façon presque mythique la parole québécoise, lui donner une dimension nouvelle. Des œuvres apparemment ethnographiques deviennent de véritables manifestes politiques.

L'époque, dans le monde, est à la décolonisation. C'est ce que réclame le Front de libération du Québec (FLQ), qui commet quelques attentats isolés. Cette voie radicale sera spectaculairement encouragée par le général De Gaulle, le 24 juillet 1967 : il termine un discours à Montréal par un retentissant : « Vive le Québec libre ! »

Cette exaltation nationaliste atteint son paroxysme en 1970. Après la victoire aux élections législatives du Parti libéral, de M. Bourassa, un diplomate britannique, M. James Cross et un ministre québécois, Pierre Laporte, sont enlevés par le FLQ. L'État d'urgence est proclamé. Le 17 octobre, Pierre Laporte est assassiné par ses ravisseurs.

Ce dénouement tragique surprend nombre de Québécois sincèrement attachés à l'idée d'indépendance. Mais la violence de l'État va également se manifester très brutalement (comme Michel Brault l'a magistralement montré dans *Les Ordres*, 1974). Les agressions et les discriminations contre les nationalistes finiront par favoriser, en retour, la victoire du Parti québécois de M. René Lévesque, en 1976.

Un véritable bouillonnement culturel accompagne ces années de lutte séparatiste. En particulier dans le domaine de la chanson. A l'image bucolique du Canada français popularisée, dans les années 50, par Félix Leclerc succède, après 1965, celle que propose Gilles Vigneault enracinée dans l'actualité politique : « Mon pays, ce n'est pas mon pays / mon pays dort dans sa fenêtre. » Il ouvre la voie à toute une génération d'interprètes qui vont chanter, avec des paroles d'une poésie vibrante, leur désir d'indépendance, comme Robert Charlebois, Diane Dufresne, Fabienne Thibeault, etc.

Le cinéma québécois à l'heure de la « restauration tranquille »

Par IGNACIO RAMONET

L'accord de principe, intervenu le 30 avril 1987, sur l'adhésion du Québec à la Constitution fédérale canadienne marque la fin d'un temps. Celui des derniers rêves d'indépendance. La Constitution avait été proclamée le 17 avril 1982 malgré l'opposition de la province francophone dirigée alors par le Parti québécois de M. René Lévesque.

Si cet accord est désormais possible, c'est que la société québécoise a beaucoup changé — comme a pu le constater, lors de son récent séjour, M. François Mitterrand — et ne semble pas s'être remise de l'échec du référendum sur la « souveraineté-association ». Le combat nationaliste avait été particulièrement soutenu par les intellectuels et le monde de la culture. Aujourd'hui, finit le théâtre, la poésie ou les films engagés ; la politique cède la place à l'individualisme triomphant. A l'heure de la « restauration tranquille » du fédéralisme et de l'immersion dans la nord-américanité, comment le cinéma, en particulier, exprime-t-il le désarroi ambiant ?



« LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN »
Il est celui de demeurer loin de la politique

(D.R.)

La littérature aussi s'affirme avec une force nouvelle en ces années 60, et de nouveaux écrivains apparaissent comme Marie-Claire Blais, Réjean Ducharme, Antoine Maillet et Anne Hébert. Ils sont symboliquement reconnus en France dès 1968 avec l'attribution du prix Médicis à Marie-Claire Blais pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel*. Cette même année l'extraordinaire roman de Réjean Ducharme *L'Avalée des avalés* est favorisé au Goncourt. Prix que recevra Antoine Maillet en 1979 pour *Pélagie la Chétive* alors que le Fémina récompensera Anne Hébert, en 1982, pour *Les Fous de Bassan* (1).

Mais c'est le cinéma, une fois encore, qui exprime de la manière la plus riche la fécondité de cette époque. On peut parler d'une école québécoise, dont les films sont projetés dans le monde entier. Ils sont souvent très engagés politiquement, comme le *Mépris* n'aura qu'un temps, d'Arthur Lamothe, sur les ouvriers de la construction, ou *On est au coton*, de Denys Arcand, sur les usines textiles. A tel point qu'ils seront censurés, l'Office national du film (ONF) s'opposant à leur diffusion. Les auteurs tournent alors des fictions avec la même virulence : Denys Arcand s'en prend à la corruption politique dans *Réganne Padovani* et à l'exploitation des ouvrières dans *Gina*.

D'autres réalisateurs, comme André Forcier (*L'Éau chaude*, *L'eau froide*), Gilles Groulx (*Entre tu et moi*), Gilles Carle (*La Mort d'un bûcheron*), le Vioi d'une jeune fille douce, Claude Jutra (*Mon oncle Antoine*), proposent une nouvelle émotivité sur des thèmes de la vie quotidienne. Mais leur univers est traversé par une violence sourde, et leurs personnages se déchirent au sein d'une société en révolte. Des personnages qui rient, rient, rient, profitent jurons et blasphèmes, revendiquent une franche vulgarité... Comportements hirsutes, brutaux qui expriment la colère générale de tout un peuple.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en novembre 1978, la rêve politique semble s'accomplir. En fait, ce sera le début d'une longue désillusion.

Sur tout après l'échec du référendum sur le projet de « souveraineté-association » que repoussent 60 % des Québécois. Pour les intellectuels, les artistes, les cinéastes qui avaient mis tout leur enthousiasme dans le combat indépendantiste, c'est une terrible déception. Denys Arcand dénoncera sans ménagements l'attitude trahison, inconsciente de ses concitoyens dans un documentaire corrélat : *Le Confort et l'Indifférence*.

Quelque chose semble alors cessé ; et tout au long de ces « années péquistes » (1976-1985) les cinéastes vont vivre dans un grand malaise. Les thèmes nationalistes se font rares. Les fictions s'essèment, fuient le réel. On regarde ailleurs, du côté des grands classiques de la littérature québécoise, comme *Marie Chapdelaine*, qu'adapte Gilles Carle. Ce même réalisateur porte aussi à l'écran *Les Profits*, le populisme romain de Roger Lemelin (paru en 1948) qui raconte la vie d'une famille typique du Québec des années 40. Le plus grand succès de la littérature québécoise, le *Matou*, roman d'Yves Beauchemin, paru en 1981, est également adapté, sans grâce, par Jean Beaudin (2).

Ce film, une chronique picaresque du Montréal d'aujourd'hui, relève d'une autre tendance de ce cinéma « péquiste » où le thème de la ville apparaît triomphant et tranche avec la ruralité fréquente des longs métrages des années 60. La ville (Montréal presque toujours) permet aux cinéastes d'aborder des sujets d'action dans la tradition cinématographique américaine, de filmer des thèmes plus cosmopolites et de sortir du labyrinthe québécois. Pendant cette période, le documentaire lui-même se folklorise. Les critiques notent qu'il est saisi par « la peur du présent et la peur de l'actualité ; pratiquement aucun film sur le chômage des jeunes, le travail au noir, la crise du syndicalisme, les nouvelles pollutions, le vide idéologique... » (3) La plupart des autres fictions, souvent minimalistes ou mélodramatiques, ressassent le défaitisme et la résignation ou baignent dans une paralytique nostalgie (4). Le projet nationaliste n'inspire pratiquement plus ; il n'est

porté par aucun enthousiasme. Et les créateurs, même les plus engagés, tournent le dos à ce qui fut la cause de leur vie.

Dans ce contexte, la défaite du PQ en décembre 1985 est un échec annoncé, attendu. L'ampleur pourtant surprend : le Parti libéral de M. Bourassa remporte 99 sièges, le PQ seulement 23. C'est que la société québécoise a changé. Elle admet maintenant sa nord-américanité et s'y complait. Comme ailleurs, l'engagement politique a fortement diminué et la révolution des mœurs, dans ce pays aux fortes racines catholiques, a fait des d'hommes et des femmes de la génération nationaliste des sortes d'errants sans certitudes ni projets. Désormais, le vide que laisse la politique est, lui aussi, largement rempli par l'hédonisme sous toutes ses formes et par les ambitions de réussite (5).

Le cinéma, une fois de plus, reflète bien ces temps nouveaux. Cela est apparu très nettement lors d'une récente rétrospective organisée par le critique Michel Coulombe dans le cadre des « Rendez-vous du cinéma québécois », à Montréal, où furent présentés tous les films de 1986, première année de l'après-péquisme. La plupart des nouveaux films expriment le désarroi, la tristesse, la vacuité. Les personnages voguent souvent sans perspective, sans horizon. Les récits évoquent presque toujours des expériences individuelles, des itinéraires personnels. Le corps est le centre d'intérêt principal. Le sentiment tragique domine largement.

Ainsi, les films les plus intéressants traitent de : la maladie d'Alzheimer (*Sonia*, de Paul Baillargeon), l'euthanasie (*A force de mourir*, de Diane Lévesque), l'homosexualité (*Transit*, de Richard Roy), le lesbianisme (*Anne Trister*, de Lise Poiré), l'inceste (*Le Lys caillé*, d'André Melançon)... D'autres réalisateurs paraissent rongés par diverses nostalgies : celles des amours passés (*Qui a tiré sur nos histoires d'amour ?* de Louise Carré ; *L'Amour en famille*, de Francine Provost) ; celles des engagements politiques (*Trois journées dans l'histoire récente du Québec*, de Jacques Leduc), ou le regret des artistes engagés de naguère, fébrilement dévoués à une cause, comme le peintre Alfred Pellan (*Pellan*, d'André Gaudu) ou le cinéaste Pierre Perrault (*Les Traces du rêve*, de Jean-Daniel Lafond). Le genre documentaire, dans ce pays qui a vu naître l'aventure du « cinéma direct », est devenu plate, désorienté, comme dans *l'Anticoste*, de Bernard Gosselin ou, *10 jours... 48 heures*, de Georges Dufaux. Des films sans enjeu, sans autre prétention que d'illustrer un lieu, un métier.

Une impuissance à agir

DANS le reflux actuel, les grands cinéastes des années 60 et 70 se taisent et ne tournent plus ; comme Michel Brault ; ou bien ils ne parviennent pas à terminer des films entrepris depuis longtemps, comme André Forcier qui n'a toujours pas achevé *Kalamazoo*. D'autres, désorientés, entreprennent des films d'action pour grand public, comme Gilles Carle, auteur de *la Gulpé*, une lamentable fiction policière, encombrée de poncifs, d'invéraisemblances et d'absurdités. Peu de réalisateurs parviennent à produire, dans la morosité ambiante, des œuvres denses et à traduire en images les caractéristiques de ces temps vides que connaît le Québec.

Arthur Lamothe y est sans doute arrivé dans *Equinoxe*. Film cérébral, d'une intense sérénité, poème renoué dédié à la nature québécoise que trouble à peine une fiction-prétexte de vengeance et de violence. Il n'y aura d'ailleurs ni l'une ni l'autre, car ce retour à la nature est aussi, d'une certaine manière, un refus de l'action. La tristesse douce qui imprègne le film dit précisément cette impuissance à agir et la conviction de la vanité de toute action. Que l'auteur de l'un des films politiques les plus violents, le *Mépris* n'aura qu'un temps (1970), en soit arrivé à de telles constatations montre à quel point les idées ont changé.

Yves Dion, dans *l'Homme renversé*, prend à bras-le-corps toute la problématique concernant l'individu : le rapport à soi, l'affectivité, le machisme, l'homosexualité... Dans une sorte de prouesse pirandellienne, où le metteur en scène se risque lui-même, il propose une véritable autopsie de l'âme québécoise et offre, de manière magistrale, le spectacle de son grand désarroi. Mais, bien sûr, le film qui résume le mieux cette époque indécise et de transition c'est *Le Déclin de l'empire américain*. Toutes les questions appurées par bribes dans les autres fictions, tous les malaises et les non-dits de cette société blessée trouvent ici, dans les longues conversations qui structurent le récit, leur place juste et leur sens ironique profond. Œuvre de sursaut nihiliste, pessimiste à l'excès, elle fait une large place à la nature, évacue la politique pour mieux souligner son importance et présente enfin, dans sa terrible réalité, la vacuité des temps présents au Québec.

(1) A propos des relations culturelles entre la France et le Québec, lire : Sylvie et Pierre Guillaume, « Paris-Québec-Ottawa : un mélange à trois », Éditions Érudite, Paris, 1987. Sur la littérature québécoise d'aujourd'hui, lire le *Magazine Littéraire*, Paris, octobre 1986.

(2) Sur les adaptations littéraires, lire le numéro spécial de la *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français* consacré à : « Littérature québécoise et cinéma », n°11, Ottawa, hiver-printemps 1986.

(3) Cf. *Chimaction*, spécial sur le cinéma québécois, n°40, Éditions du Cest, Paris, 1986.

(4) Cf. *Cinéma du Québec*, Éditions Yellow Now 15, rue François-Gilbert, 4369 Crémieux, Liège, Belgique, 1986.

(5) Cf. le numéro spécial sur « les Québécois qui montent : la dernière révolution tranquille » de *l'Actualité*, Montréal, septembre 1986.

DES ÉTUDES A 1300 M.
LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL
VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Fondé en 1920

Garçons et filles de 8 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Baccalauréat types A, B, C et D
Section anglo-américaine - Cours de langues modernes et d'informatique - Section commerciale - Études dirigées
Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences
En été, du 1^{er} juillet au 12 août : vacances heureuses, études sérieuses. Séjour de 4 à 6 semaines.
Nouveau bâtiment scolaire avec salle de sports inauguré en septembre 1985.
Équipements sportifs modernes privés et collectifs : tennis, piscine, football, fitness, patinoire, vaste domaine skiable.
Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE.
Début de l'année scolaire 1987-1988 : Mardi 15 septembre 1987.
Pour l'envoi d'une documentation, écrire à :
COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1894 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)
Tel. 025/35 21 54/35 35 35 - Telex 436 210 BSVI

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9385

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro
de téléphone vert : (16) 1 05 36 11 11.

LES JEUNES ET LA DROGUE EN UNION SOVIÉTIQUE

Les Rêves de la louve

Par TCHINGUIZ AÏTMATOV

Tchinguiz Aïmatov est né villageois, dans la République turcomenne de Kirghizie, aux confins de la Chine, héritier d'une civilisation pastorale durement agitée par le colonialisme tsariste puis entrainée dans le sillage de la révolution soviétique. Adhérent au communisme, Aïmatov témoigne du choc culturel qui marque cet engagement dans le Premier Maître (1963). Dans *Adien Goshury* (1966), nouvelle écrite directement en russe, il présente le parcours d'un communiste fanatique des années 30 brisé par la machine stalinienne. Avec *Une journée plus longue qu'un siècle* (1980), il fait une place étonnante aux marginaux et aux basiliens. Ce roman a soulevé la perplexité et certaines critiques ont cherché à éliminer le message plutôt qu'à l'affronter ; car cet auteur « subversif » était aussi vice-président de l'Union des écrivains et, à ce titre, « personnalité officielle » acceptant volontiers les missions du gouvernement.

Son roman *Bilof*, publié l'été 1986, appartient à la culture du malaise, des questionnements majeurs qui traversent la vie intellectuelle d'aujourd'hui en URSS.

Dans son dernier livre, *les Rêves de la louve* (1), dont sont tirés les passages ci-dessous, l'auteur reprend ces thèmes d'une société déboisée, rongée par la délinquance, la drogue, la peur de l'innovation, le mensonge... Abdias, l'un des personnages principaux, est un ancien sténographe qui travaille dans un journal des jeunes communistes. Il mène une vie de trafiquant de chaux, fait un long voyage en Asie centrale, et ramène - au risque de sa vie - un bouleversant reportage que son journal refuse de publier.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(1) Tchinguiz Aïmatov, *les Rêves de la louve* (traduit du russe par Christine Zeltounian), Messidor, Paris, 1987, 250 pages, 100 F ; mise en vente le 15 juin.

AUJOURD'HUI, je suis retourné au journal pour avoir des nouvelles de mon reportage : rien n'a bougé, pas la moindre évolution, et pas l'ombre d'un espoir d'être prochainement publié. Personne ne peut m'expliquer d'une manière un tant soit peu logique pourquoi mes notes de voyage, d'abord accueillies avec un enthousiasme débordant, n'éveillent plus désormais le moindre écho d'intérêt ; et pourtant, que de réactions spontanées elles m'avaient permis tout d'abord de recueillir. Le rédacteur en chef me fuit comme la peste, il est devenu impossible de l'avoir au téléphone et, à en croire sa secrétaire, il n'a plus un instant de libre : tantôt il est en réunion, tantôt en conférence, à moins qu'il n'ait été convoqué par des instances « supérieures », comme elle aime à le souligner.

Et de nouveau, je marche seul dans les rues familières, mais je me sens comme un étranger de passage dans ma propre ville, j'ai l'impression de n'y être jamais né, de n'y avoir jamais grandi, tant mon âme est vide et froide. Certains de mes anciens amis ne me saluent même plus : pour eux, je suis un excommunié, un hérétique, un défrôqué chassé du séminaire, etc. Et une seule chose me réchauffe le cœur, une unique pensée m'accompagne sans cesse : celle de ma correspondance avec elle. Car tout en marchant, je songe à ce que je pourrais lui écrire, à ce qui me semble susceptible de l'intéresser, et que je mettrai dans ma prochaine lettre, afin de lui faire partager mes réflexions. Je n'aurais jamais cru qu'un beau jour ma raison d'exister se résumerait à rêver à une femme et à lui adresser des missives enflammées. Je n'attends que la première occasion venue pour partir la rejoindre en ces lieux où je l'ai aperçue pour la première fois. J'ai hâte que ce jour arrive ! Je ne fais qu'y penser. D'autres que moi, sans doute, ont déjà connu de tels moments où l'amour leur paraissait la finalité essentielle de leur vie, leur seule source de joie, mais moi, à leur différence, je ne cesserais pas d'aimer jusqu'à la mort et je désire y voir toujours le sens suprême de mon être (...).

MON reportage date du tout début de l'été, et voici que les arbres du boulevard perdent déjà leurs feuilles. Au journal, ils avaient d'abord très bien accueilli mon projet, m'incitant à partir au plus vite, et je n'aurais jamais cru qu'une fois mon article en main ils rentreraient tous sous leur table. Je n'imaginais pas le pouvoir de cet extravagant principe selon lequel les médias ne doivent rapporter que les bonnes nouvelles.

A l'époque, je me souciais surtout du long voyage qui m'attendait et des régions inconnues du Sud, si attirantes aux yeux du petit provincial que j'étais et désormais devenues accessibles. Mon idée était originale en ce que je ne comptais pas partir comme un simple observateur, mais au contraire m'insérer parmi les trafiquants de drogue en me faisant passer pour l'un d'eux. Bien sûr, j'étais un peu plus âgé que la plupart de ces jeunes dealers, mais la différence n'était pas assez apparente pour sembler suspecte. Mes collègues de la rédaction m'avaient affirmé qu'avec mon vieux jean et mes chaussures de sport usagées j'aurais un aspect parfaitement crédible, à condition, toutefois, de raser ma barbe. Ce que je fis juste avant mon départ. Me fiant à ma seule mémoire, je n'emportai même pas de quoi prendre des notes. Le succès de mon entreprise me paraissait vital : il fallait que je m'introduise personnellement dans ce milieu pour parvenir à comprendre qui étaient exactement ces garçons et ce qui les poussait à agir de cette manière, à part l'appât d'un gain facile. Étudier le phénomène de l'intérieur était donc nécessaire si je voulais saisir tous les facteurs particuliers : sociaux, familiaux et surtout psychologiques, qui pouvaient entraîner en jeu.

Au mois de mai, tout était fin prêt. C'était précisément en cette période que le chanvre commençait à fleurir et que des bandes de trafiquants envahissaient les steppes asiatiques pour procéder à sa cueillette (...).

Il était midi passé, le train traversait la région de la Volga. Dans les compartiments, les passagers s'étaient installés aussi confortablement que possible, organisant leur petit mode de vie,

qui allait durer plusieurs jours ; quant au wagon non compartimenté dans lequel avait pris place Abdias, l'existence y avait pris un tour nettement communautaire. Parmi les gens de tout acabit qui se trouvaient dans ce convoi, chacun avait une raison particulière de voyager aussi loin, raisons variées, et aussi valables les unes que les autres. Mais Abdias faisait désormais partie d'une catégorie très particulière de voyageurs dont le but était le trafic du haschisch. Selon ses calculs, ils devaient être une bonne dizaine dans ce train, mais pour le moment, il n'en connaissait que deux que le Fer à repasser lui avait présentés au moment du départ. Ces deux-là venaient de Mourmansk : l'aîné, Pétroukha, avait environ vingt ans, tandis que Lenka, le second, n'en avait que seize. C'était encore un gamin, et pourtant il



(Jean Milnerand)



Il hésita, avant d'ajouter :

- Dans ce boulot, le principal, c'est de se montrer prudent, parce que tout autour de nous, c'est rien que des ennemis. La moindre bonne femme, le moindre vétérinaire avec sa petite médaille ou le moindre retraité est prêt à te donner, et c'est même pas la peine de parler des autres. Ils n'ont tous qu'une idée en tête, c'est de nous envoyer devant le juge, pour qu'il nous enferme dans des camps, le plus loin possible, où ils n'entendront plus parler de nous. Alors, notre règle d'or, c'est de ne pas se faire remarquer. Tant que t'es pas pris ta part du gâteau, il faut que tu te conduises comme si tu étais un type tout ce qu'il y a d'ordinaire. Là, par contre, tu peux y aller ! Une fois que tu t'es bourré les poches de fric, tu as le droit de les envoyer se faire foutre !... Mais en cas de coup dur, plutôt crever que de trahir les copains. C'est comme ça. De toute manière, si tu parles, t'es foutu, tu crèves comme un chien. Même dans la zone d'un camp, il se trouvera des gars pour te faire ton affaire. Et ce sont pas des histoires pour rire.

ABDIAS finit par apprendre que Pétroukha travaillait pendant l'année sur des chantiers, et qu'il allait à Mujunkum chaque été. Il connaissait les plantations de chanvre sur le bout des doigts, affirmant qu'il en existait des champs entiers, surtout autour des rivières, de quoi approvisionner la Terre entière. Ce garçon vivait seul avec sa vieille mère alcoolique. Ses frères étaient partis chacun de son côté dans l'extrême Nord, où ils participaient à la construction du gazoduc. Ces pauvres types faisaient leur beurre, selon son expression, tantôt sous le gel, tantôt mangés par les moustiques. Tandis que lui, il lui suffisait d'un petit voyage en Asie, chez les Jaunes, pour vivre toute l'année en se tournant les pouces et en crachant sur tout, à condition d'avoir assez de salive (...).

Abdias s'était fixé pour but de comprendre la nature de ce phénomène qui attirait de plus en plus de jeunes dans ses filets, et se forçait à supporter l'énormité des détails les plus odieux. Plus il y réfléchissait, et plus il était frappé de constater qu'une sorte de courant caché parcourait les profondeurs d'une mer existentielle si paisible en apparence. L'idée s'ouvrait à lui qu'au-delà de toutes les causes particulières qui poussaient ces garçons vers la drogue il en existait d'autres, inhérentes à la société, qui rendaient possible l'apparition de cette véritable plaie du monde moderne. Organisés en un réseau serré de veines qui transmettaient la maladie à tout l'organisme social, ces facteurs-là n'étaient pas aisés à appréhender. Étudier cet échec complexe d'un point de vue particulier aurait été peu fécond, voire même inutile. Un gros traité de sociologie était pour le moins indispensable. Mais le mieux était encore d'ouvrir une discussion sur ce thème dans la presse et à la télévision. Telle était l'ambition déraisonnable que nourrissait Abdias, tel un doux hurluberlu fraîchement débarqué en ce monde.

(Copyright Éditions Messidor, 1987.)

BEYROUTH, ANNÉE 1920

L'effroyable gâchis

MÉMOIRES DE L'AUBE : CHRONIQUES LIBANAISES, de Gérard Khouury, Publi-Sud, Paris, 1987, 378 pages, 99 F.

BEYROUTH après la guerre. Ce n'est pas un vœu pieux mais une histoire du passé que raconte Gérard Khouury dans *Mémoires de l'aube*. Passé très récent, très actuel aussi : la guerre, c'est celle de 1914-1918 qui, plus que partout ailleurs, bouleverse la géographie de ce qui s'appelle alors le Levant, et dessine les grands traits du paysage politique d'aujourd'hui sur la côte orientale de la Méditerranée.

La guerre est donc finie, scellant la fin du pouvoir ottoman. Mais ce n'est pas encore la paix. La vie revient sous le regard étonné des officiers français. A Damas, la révolte arabe trouve son couronnement dans la proclamation de Fayal, fils du chérif Hussein de La Mecque, roi de Syrie. Mais, à Paris, diplomates et administrations coloniales engagent l'ultime marchandage qui aboutira au partage de la région. Fayal tergiversa, se rend à Paris et à Londres, mais c'est dans la bataille de Mayssaloun que la Syrie arabe rencontre la volonté des puissances. Son vainqueur, le général Gouraud, proclame le 1^{er} septembre 1920 l'État du Grand-Liban.

C'est dans cet intervalle de deux années que Gérard Khouury situe son roman. On, plus exactement, c'est cette séquence, floue et instable, qui, vue de Beyrouth, en constitue la texture. L'intrigue elle-même ne manque certes pas d'intérêt et les personnages sont crédibles, contradictoires et riches.

Il n'empêche. Par-delà une galerie de portraits, l'épaisseur de ces « chroniques » tient à sa valeur de témoignage historique. Historique, parce que Gérard Khouury a d'abord fait une véritable recherche d'historien, puisant abondamment dans les archives diplomatiques. Témoignage aussi parce que la « couleur locale » n'est pas plaquée. Le rythme des phrases et l'emploi, en français, des expressions arabes de tous les jours restituent le parfum spécifique dans lequel baignait alors Beyrouth — et dans lequel elle baigne encore, parfois.

Avec les instruments de l'historien, Khouury nous offre à la fois un reportage sur une ville qui s'éveille et va bientôt connaître un formidable boom économique et une documentation sur les grandes manœuvres diplomatiques et politiques de cette période cruciale. Mais c'est par le biais romanesque qu'il fait le mieux sentir la signification humaine des choix politiques qui s'offraient alors. Car il est clair que, pour l'auteur, il n'y avait nulle fatalité dans l'histoire. Et que si l'État du Grand-Liban a été formé, il aurait pu aussi ne pas exister.

Il n'y a aucun personnage musulman dans ce livre, hormis celui, réel, de cheikh Najib (le grand-père de Kamal Joumblat) qui n'y fait d'ailleurs qu'une apparition. Comme si l'auteur, libanais chrétien, voulait laisser entendre que, pour ceux-là mêmes qui ont désiré l'État du Grand-Liban, il y avait possibilité de regarder ailleurs que vers la protection de « notre douce mère » la France, à savoir dans le sens d'une intégration dans la région, qui aurait peut-être préservé, mieux que la formule retentue, la spécificité maronite proclamée. Il n'est pas indifférent à cet égard que celui qui incarne ici le projet du royaume arabe, celui qui « n'a pas trouvé mieux que de travailler pour les Arabes », dit son beau-frère méprisant qui ne veut plus entendre parler de lui, soit un maronite — moins stypique qu'il ne le paraît selon les critères actuels. Et qui, soit dit en passant, est un chrétien de la communauté druso-maronite dans le Chouf, noyau de l'histoire du Mont-Liban et de l'idéologie « libaniste ».

Il ne faut toutefois pas croire que ces *Mémoires de l'aube* aient une thèse. Ils agencent simplement des virtualités du passé qui offrent plusieurs clés pour apprécier la suite de l'histoire. On peut ainsi observer que la journée fut souvent belle après ce crépuscule du matin. Et constater un effroyable gâchis. Mais, dans tous les cas, il est bien connu que l'oiseau de Minerve se lève à la tombée de la nuit.

SAMIR KASSIR.

PROCHE-ORIENT

SYRIA UNDER ASSAD. DOMESTIC CONSTRAINTS AND REGIONAL RISKS. — Moshe Ma'oz et Avner Yaniv (ed.), Saint-Martin's Press, New-York, 1986, 273 pages.

Comment la Syrie, de pays plus ou moins subalterne, est-elle devenue une puissance de premier plan au Proche-Orient sous l'égide du président Assad ? C'est principalement à cette question que tente de répondre cet ouvrage collectif qui rassemble les contributions de spécialistes israéliens reconnus, tels Moshe Ma'oz et Itamar Rabinovich, ou, du moins, très bien documentés, comme le vide certain.

Après un rappel des conditions dans lesquelles s'est constituée la Syrie moderne, les auteurs tentent de décrire les éléments de la puissance syrienne — ainsi que ses faiblesses.

La position régionale du pays est ensuite étudiée au travers de l'analyse des relations avec chacun des voisins, Israël, l'Irak, la Jordanie, le Liban et, ce qui est moins commun, la Turquie, ainsi qu'avec l'O.P.E.C. Le champ libanais est, bien entendu, l'objet d'une attention particulière, puisqu'il sert de révélateur aux rapports avec Israël, pour la dernière période, aussi bien qu'avec l'O.P.E.C. et, une autre échelle, avec les deux grandes puissances.

De ce point de vue, une idée très pertinente est avancée par l'un des auteurs, sur le « découplage » entre la politique internationale de la Syrie en général et le type de relations syro-américaines nées autour de la crise libanaise.

S. K.

POLITIQUE

LES DEUX ÉTATS. POUVOIR ET SOCIÉTÉ EN OCCIDENT ET EN TERRE D'ISLAM. — Bertrand Badie

★ Fayard, coll. « L'Asie politique », Paris, 1987, 326 pages, 88 F.

Fort d'une riche érudition historique et d'une vaste culture sociologique, ce livre s'adresse à tous ceux qui sont confrontés, à un moment ou à un autre, aux questions de développement politique et de la modernité.

Bertrand Badie entreprend un vaste travail comparatif, qu'il justifie par la nécessité de trouver des concepts communs pour décrire à la fois la constitution des structures politiques (l'État) et leur contestation, en Occident et dans le monde islamique.

Cette démarche permet d'interpréter les phénomènes contemporains, la révolution islamique française à laquelle le livre se réfère maintes fois, mais aussi les mouvements contestataires en Égypte, au Tadjik ou ailleurs, qui se construisent sur l'échec des mouvements d'inspiration soviétique.

Contrairement à ce qu'avaient cru à un moment les « développementalistes », le modèle étatique occidental, dont Bertrand Badie retrace savamment l'histoire depuis le Moyen Âge européen, n'est pas transposable dans la culture politique des pays islamiques. Son exportation calquée, depuis le dix-neuvième siècle, et son rejet violent aujourd'hui par des adeptes à qui la laïcité fait horreur, sont les thèmes principaux des analyses auxquelles il nous invite.

Le paradoxe de la révolution islamique, dit l'auteur, est de reproduire, une fois le pouvoir acquis, les mêmes stratégies d'appropriation de la modernité, justifiées cette fois par l'argument de nécessité (pp. 217 et suivantes) ; mais la légitimation, par un régime qui met la loi islamique au-dessus de toutes les lois, de pratiques politiques importées, crée précisément un nouveau modèle, sans doute hybride, dont le dynamisme utopique n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Il souligne le caractère novateur et la capacité modernisatrice de l'idéologie de contestation en tant que telle, et voit le risque, pour le mouvement islamiste, « de limiter son rôle à la production d'intellectuels de la contestation ». Cela n'est qu'un aspect des réflexions fécondes de ce livre remarquable.

YANN RICHARD.

AFRIQUE

NAMIBIE. LES DERNIERS COLONS. — Christine von Garnier

★ L'Harmattan, Paris, 1987, 191 pages, 98 F.

Sociologue et spécialiste de la Namibie, la journaliste suisse Christine von Garnier a représenté l'Agence France-Presse à Windhoek. Le témoignage qu'elle vient de publier retrace, à partir de lettres envoyées à son frère, les années vécues en Namibie, de 1967 à 1968, en tant que jeune femme blanche accompagnant son mari, fils d'un baron prussien.

C'est dans ce pays multiracial que Christine von Garnier testera la valeur des théories — celles apprises dans les universités — et des politiques — celles de l'ONU et de l'Afrique du Sud. — décrivent les principaux événements politiques avec une précision de ceux qui guide le souci constant des droits de la personne humaine : en 1975, la conférence de Tumbale; en 1976, l'arrivée des réfugiés anglois, la montée de l'engouement Est-Ouest et la militarisation du pays.

La Namibie est vue de l'intérieur au travers de dialogues et du cheminement personnel de l'auteur. Son témoignage est éloquent, éclairant, et transcende la politique des uns et des autres.

RITA CORDONNIER.

ELECTIONS IN INDEPENDENT AFRICA. — M. Fred Hayward

★ Westview Press, Boulder et Londres, 1987, 318 pages.

Cet ouvrage collectif tente de renouveler l'étude politique des faits électoraux en Afrique, à partir des cas du Ghana, du Zaïre, de la Sierra-Léone, du Nigeria, de la Tanzanie, du Bénin, du Kenya et du Sénégal. Au-delà de la diversité des systèmes et des procédures, elle montre la variété des fonctions que sont appelées à jouer les rites électoraux au sein des régimes politiques postcoloniaux.

Ces fonctions, ainsi que leurs significations, sont multiples. Elles dépendent, en outre, de l'histoire propre à chacune des sociétés politiques analysées. Si les auteurs ne cachent pas leur parti pris (à savoir, considérer le rite électoral comme un fait politique à part entière et pas seulement comme une caricature), les résultats de leurs enquêtes sont, par contre, suffisamment contrastés pour démontrer la complexité de la question. Tel était pas le moins des pays lorsqu'on sait que, à quelques exceptions près, la plupart des élections africaines postcoloniales débouchent souvent sur des résultats proprement fabuleux (99,99 % en règle générale).

ACHILLE MBEMBE.

MILLE ET UN PROVERBES BÉT. — Jeanne François Vincent et Luc Bouquiaux

★ SELAF, Paris, 1986, 363 pages, 380 F.

DEVINETTES BERBÈRES.

★ CILF, Paris, 1987, trois vol., 886 pages, 76 F.

Est-ce parce qu'elle est menacée par la civilisation de l'écrit et des médias ? L'auteur en est sûr. La tradition orale africaine est l'objet de publications de plus en plus nombreuses, de qualité inégale, certes, mais toujours pourvues d'intérêt, ne serait-ce que parce qu'elles restituent ces paroles qui, comme le voulait le proverbe latin, s'envoient.

Mille et un proverbes bét est le produit d'un travail collectif. À l'origine, un petit caravansérail, Théodore Tola (mort en 1979) qui a patiemment recueilli la matière de la mise en forme par une ethnologue, Jeanne François Vincent, et un linguiste, Luc Bouquiaux. Transcrits, traduits, expliqués et commentés, les proverbes sont classés par thèmes (les techniques, la société, la famille...). L'un se promène dans ce livre comme dans une soirée africaine, à écouter un vieux sage, à tenter de comprendre de quel savoir social les petits bouts de langue sont porteurs. Ainsi la précision de l'approche linguistique (transcription phonétique, traductions mot à mot puis traduction libre, etc.) s'associe-t-elle harmonieusement avec une approche ethnographique et nous permet-elle une certaine compréhension du milieu bét.

Devinettes berbères est également le fruit d'un travail d'équipe : recueillies au Maroc, au Mali, au Niger et en Algérie, les devinettes sont classées par domaines géographiques, et sont un index thématique permet de percevoir des convergences étonnantes. On regrettera qu'au contraire du précédent un travail se prive de toute approche socio-ethnologique : près de six cents pages de texte, mais on n'apprend rien sur la fonction de la devinette dans la société berbère.

LOUIS-JEAN CALVET.

● L'ASSOCIATION LIVRES SOLIDARITÉ entend drainer les manuels scolaires et ouvrages de référence encore valables, mais qui ne sont plus utilisés, au profit de centres de documentation du tiers-monde. Elle est aujourd'hui en contact avec dix pays africains et compte élargir ses activités en organisant un réseau de documentation et d'échange spécialisés dans les questions de l'enseignement. (L'Association Livres Solidarité, c/o Sain-Vigor 1-118, 78220 Viroflay. Tél. : 30-34-05-81.)

LE NIGERIA DE LA GUERRE CIVILE

Une quête douloureuse

UNE SAISON D'ANOMIE, de Wole Soyinka (traduit de l'anglais par Étienne Callo), Pierre Belfond, Paris, 1987, 326 p., 98 F.

L'EMPRISONNEMENT de Wole Soyinka pendant la guerre civile du Nigeria (1967-1970) et les écrits qu'il a publiés dans les années qui suivirent ont confirmé l'engagement politique de l'écrivain nigérian, qui reçut en 1986 le prix Nobel de littérature. Son deuxième roman, aujourd'hui traduit en français, *Une saison d'anomie* (1973), met en scène avec force détails les atrocités commises pendant cette guerre, en même temps qu'il représente le parcours de l'intellectuel et de l'artiste soucieux d'assumer ses responsabilités envers la société.

Les raisons profondes de la guerre, le dysfonctionnement social sous-jacent dû à l'injustice et au fossé grandissant entre les classes, préoccupent Wole Soyinka bien plus que ses causes apparentes. Les divisions ethniques, religieuses, régionales, qui servent généralement d'explication aux troubles et à la sécession du Biafra, masquent pour lui la réalité d'une dislocation collective datant de l'époque coloniale et soigneusement entretenue par ceux à qui profitent les conditions néo-coloniales. Pour pallier cette situation, l'écrivain préconise un travail d'éducation politique de longue haleine qui l'amène à se poser également bien des questions sur le recours à la violence.

Si Ofofy, son personnage principal, n'en use pas lui-même, il en admet, en effet, peu à peu la nécessité. Au début, son projet consiste à associer ses aspirations idéalistes et modernistes (il est agent de publicité) à celles d'Aiyéro, village dont les habitants avaient refusé, dans le temps, d'adopter le dieu des Blancs. Pour le protagoniste, Aiyéro et ses hommes représentent à la fois un refus historique et un idéal économique naturel. Cette communauté apparemment utopique est, en fait, exemplaire dans la mesure où ses jeunes générations se répartissent à travers le pays pour travailler dans les usines ou les chantiers et pour contribuer ainsi à fournir à leur village de l'argent et des modes de vie plus contemporains. Le Cartel national du cacao, qui détiend le pouvoir politique et économique du pays, demande à Ofofy de prendre en charge une campagne publicitaire, que celui-ci détourne pour promouvoir ses idées, se servant des puissants moyens officiels mis à sa disposition, aussi bien que du réseau secret qui constituent les hommes d'Aiyéro.

Génés par ces agissements, qu'ils ne comprennent pas vraiment, les dirigeants du monopole vont faire enlever Iriyie, maîtresse et inspiratrice du héros. Les recherches d'Ofofy pour la trouver se transforment alors en une série d'étapes douloureuses au travers desquelles l'amarante disparue devient l'incarnation des éléments multiples pour construire une société nouvelle. Finalement récupérée, Iriyie symbolise le passé mythique, le présent militant et l'avenir souhaité, tandis qu'un deuxième personnage de femme, Tailla (une jeune Indienne qu'Ofofy rencontre en cours de chemin), est emblématique d'un monde sans frontière, bâti sur le principe de la solidarité et de la réconciliation.

Une saison d'anomie, récit d'indignation, mais aussi de révolte, permet à Wole Soyinka de se référer autant à l'histoire esclavagiste qu'à la cosmologie yorouba, à la mythologie grecque qu'à la pratique révolutionnaire, et de créer en une superposition constante d'images ambres et cruelles un style dense, d'un lyrisme hautement sensuel. Fort de son expérience directe de l'anomie, de l'absence de légalité dans laquelle a sombré son pays, l'écrivain cherche à proposer l'espoir d'un salut à la fois symbolique et idéologique. Les premiers chapitres de son roman s'intitulent : « Semaines » et « Récoltes » ; le dernier s'appelle, lui, « Spores », car, malgré tous les exils, l'espoir va se reproduire.

CHRISTINA DAVIS.

Prochains colloques

● Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires et Solagral organisent le vendredi 12 juin au FIAP, 30, rue Cabanis, Paris 14^e, des assises de l'aide alimentaire sur le thème « QUELLE AIDE POUR VAINCRE LA FAIM ? ». (Renseignements : secrétariat des assises, 20, rue du Refuge, 78 000 Versailles, tél. : 39-50-69-75.)

● « MIGRATIONS DANS LE MONDE ARABE : TENDANCES ET PERSPECTIVES », tel est le sujet d'une « table ronde » franco-allemande organisée par l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM), les 18 et 19 juin, à Aix-en-Provence. (Renseignements : tél. : 42-21-59-88, poste 412.)

● L'ASSOCIATION AGRO-NOMES SANS FRONTIÈRES organise les 12 et 13 juin un colloque sur les politiques agricoles et les programmes de développement dans le tiers-monde, avec la participation de MM. René Dumont, Marcel Mazoyer, Alain Ruellan. (Renseignements : 49, rue de la Glacière, 75013 Paris.)

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ASIA YEARBOOK 1987. — Far Eastern Economic Review

★ Hongkong, 1987, 280 pages.

Cet indispensable annuaire est divisé en deux parties, la première étant consacrée aux problèmes généraux : finances, commerce et aide, investissement, aviation, Asie du Sud, ASEAN... On notera les chapitres sur la Pacific du Sud et sur la présence américaine dans la région. Le reste de l'ouvrage examine dans chacun des 31 pays d'Asie — y compris les Républiques soviétiques — les tendances de l'année 1986 dans les domaines politique, économique et des relations internationales.

● MULTINATIONALS FROM THE SECOND WORLD. GROWTH OF FOREIGN INVESTMENT BY SOVIET AND EAST EUROPEAN STATES ENTERPRISES. — Carl H. McMillan (Macmillan, Londres, 1987, 220 pages) : un répertoire méticuleux des « multinationales rouges » associant l'analyse à la description et aux études de cas.

LIVRE-CLUB DU LABYRINTHE

La géopolitique à l'ordre du jour

Carl Schmitt

TERRE ET MER

L'histoire contemporaine n'est-elle que l'expression d'un conflit entre « ceux qui vivent sur la terre ferme » et « ceux qui écumant les mers » ? 75 F. franco

Jordis von Lohausen

LES EMPIRES ET LA PUISSANCE

Le destin de l'Europe vu par un maître de la géopolitique contemporaine. 149 F. franco.

Commandes à adresser à :

Le Labyrinthe S.E.D. B.P. 267 - 75228 Paris Cedex 05

LAFAYETTE SCIENCES-PO

Établissement Privé d'Enseignement Supérieur - 42 36 50 02 -

CLASSE PRÉPARATOIRE À L'EXAMEN D'ENTRÉE À SCIENCES-PO (I.E.P.)

CYCLE D'OCTOBRE À JUIN + AOÛT

« Une équipe pédagogique hautement qualifiée (Sciences-Po - Université - Grande École) »

« Un enseignement adapté à une année de transition »

« Une formation méthodologique indispensable à Sciences-Po »

POUR ENTRER EN A.P. (1^{re} année de l'I.E.P.)

POUR RÉUSSIR SCIENCES-PO

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

42 36 50 02

LAFAYETTE SCIENCES-PO

AU COEUR DE PARIS

16, Rue du MAIL, 75002 PARIS

du me

ÉTÉS ET AMBITIONS RE
histoire d'un drame
en Indochine

Wladimir...
Pavel...
1913...
1914...
1915...
1916...
1917...
1918...
1919...
1920...
1921...
1922...
1923...
1924...
1925...
1926...
1927...
1928...
1929...
1930...
1931...
1932...
1933...
1934...
1935...
1936...
1937...
1938...
1939...
1940...
1941...
1942...
1943...
1944...
1945...
1946...
1947...
1948...
1949...
1950...
1951...
1952...
1953...
1954...
1955...
1956...
1957...
1958...
1959...
1960...
1961...
1962...
1963...
1964...
1965...
1966...
1967...
1968...
1969...
1970...
1971...
1972...
1973...
1974...
1975...
1976...
1977...
1978...
1979...
1980...
1981...
1982...
1983...
1984...
1985...
1986...
1987...

LA GUERRE CIVILE
NIGERIA
UNE SAISON D'ANOMIE
Wole Soyinka
Pierre Belfond
1987
326 p.
98 F.

UNE SAISON D'ANOMIE
Wole Soyinka
Pierre Belfond
1987
326 p.
98 F.

UNE SAISON D'ANOMIE
Wole Soyinka
Pierre Belfond
1987
326 p.
98 F.

UNE SAISON D'ANOMIE
Wole Soyinka
Pierre Belfond
1987
326 p.
98 F.

UNE SAISON D'ANOMIE
Wole Soyinka
Pierre Belfond
1987
326 p.
98 F.

ALAIN JOXE

du mois

RIVALITÉS ET AMBITIONS RÉGIONALES

Histoire d'un drame inachevé en Indochine

PREMIÈRE guerre entre pays communistes, première apparition d'un « sous-impérialisme » dans le camp socialiste, la « troisième guerre d'Indochine » a mis fin au massacre des Cambodgiens par les Khmers rouges de M. Pol Pot et Ieng Sary, remplacés par d'autres Khmers rouges au service de Hanoi. Elle aura également permis aux deux Super-Grands de renforcer leur donne dans la région, les États-Unis en renouant avec la Chine longtemps hostile, l'Union soviétique en alignant un Vietnam réticent et en y obtenant des bases longtemps convoitées.

Le livre de M. Nayan Chanda (1), correspondant à Washington de la Far Eastern Economic Review de Hongkong et spécialiste des affaires indochinoises, nous mène à travers les arcanes du conflit. Pulsant ses informations aux meilleures sources disponibles, Brother Enemy déroule l'écheveau complexe des ambitions soviétiques, américaines, chinoises et vietnamiennes, sans parler de la folle meurtrière et de l'aveuglement politique, diplomatique et militaire des Khmers rouges.

Derrière la victoire des révolutionnaires indochinois apparaît, dès la fin de la guerre, la rivalité khméro-vietnamienne, dans laquelle l'idéologie n'est qu'un vernis plaqué sur deux nationalismes exacerbés : celui des Vietnamiens, qui veulent à tout prix contrôler l'Indochine, et celui des Khmers rouges de M. Pol Pot, qui ont conduit aux confins de l'absurde la crainte séculaire d'être « avalés » définitivement par leurs voisins.

FIERS de leur victoire contre la première puissance du moment, les Vietnamiens ont réalisé que, une fois victorieux, ils n'intéressaient plus grand monde et que l'aide massive apportée pendant la guerre résulterait pour continuer de jouer un rôle, les dirigeants de Hanoi avaient besoin de se tailler un domaine, l'Indochine, ne réalisant pas qu'on pouvait désormais leur reprocher de faire aux autres ce qui leur avait été fait. En même temps, en reprenant leurs négociations avec l'administration Carter pour une normalisation diplomatique, ils ne comprenaient pas que Washington, ne favorisant pas cette normalisation, ne voulait ni ne pouvait remplir la promesse faite par M. Nixon de donner à Hanoi des milliards de dollars de dommages de guerre.

Le résultat sera l'alignement de Hanoi sur Moscou, la guerre-éclair vietnamo-cambodgienne, la « leçon » ratée de M. Deng aux « élites » vietnamiennes rétrogrades. La « troisième guerre d'Indochine » n'aura rien réglé et, plus de huit ans après, la solution du drame cambodgien n'est pas plus avancée — au moins en aura-t-on compris les données, la complexité, en lisant Brother Enemy. Mais ni Pékin ni Hanoi ne semblent décidés à renoncer à leurs ambitions régionales.

Le livre d'Elizabeth Becker, When the War Was Over (2), complète bien le précédent. Centrée essentiellement sur le Cambodge, qu'elle a très bien connu quand elle couvrait l'Indochine pour le

Washington Post, dernière journaliste étrangère à avoir été admise à Phnom-Penh quelques jours avant la chute des Khmers rouges, elle retrace, à travers de multiples et parfois bouleversants témoignages, l'enchaînement quasi diabolique qui a conduit au Cambodge jadis paisible, à la réputation pacifique — parfois usurpée — des fastes d'Angkor à la misère d'aujourd'hui.

PATRICE DE BEER.

(1) Nayan Chanda, *Brother Enemy, The War after the War, A History of Indochina, Since The Fall of Saigon*, Harcourt Brace Jovanovich, New-York, 1986, 480 pages, 24,95 dollars.

(2) Elizabeth Becker, *When the War Was Over, The Voice of Cambodia's Revolution and Its People*, Simon & Schuster, New-York, 1986, 502 pages, 19,95 dollars.

ASIE

LA GUERRE D'INDOCHINE 1945-1954. — Jacques Daloz. * La Découverte, coll. « Cahiers Ébrés », Paris, 1987, 316 pages, 40 F.

Alors qu'une partie non négligeable de la droite française continue de défendre, sur la seconde guerre d'Indochine, des thèses proches de celles de la Maison Blanche pendant les années 60, il est fort utile de rappeler ce que fut la première guerre entre 1945 et 1954. Plus qu'on ne sait quel obscur complot fomenté par Hanoi, elle pose en effet les bases locales et internationales du conflit proprement américain.

D'où l'intérêt de l'ouvrage clair, dense et bref que publie Jacques Daloz. Les origines de la guerre sont nettement tracées, grâce à la présentation des tensions sociales et politiques qui précèdent la période japonaise de la péninsule et de l'impasse capital que la seconde guerre mondiale eut sur les systèmes coloniaux.


Jacques Daloz souligne l'« ombre » dans lequel la guerre fut plongée en France : l'Indochine était si lointaine... Les reculs militaires, les difficultés budgétaires croissantes, la tension grandissante entre Washington et Moscou, la victoire de Mao, devaient progressivement imposer à la classe politique et à l'opinion une autre image de l'Indochine. En revanche n'apparaissent pas encore clairement le rôle grandissant des États-Unis à partir de 1950, dans ces conditions, si les accords de 1954 devaient permettre le désengagement français, ils ne furent qu'une « pause » bientôt suivie de l'entrée en scène massive des Américains. Puisse aussi brève pour la France qui allait presque aussitôt se lancer dans la « pacification » en Algérie et donner de la sorte le coup de grâce à son régime.

JACQUES DECORNOY.

TAIWAN, LE PRIX DE LA RÉUSSITE. — René Dumont. * La Découverte, coll. « Cahiers Ébrés », Paris, 1987, 174 pages, 35 F.

Taiwan dispose d'un produit national brut (PNB) par habitant dix fois supérieur à celui de la Chine, alors que cette « vingt-huitième province » chinoise était quasiment dépourvue de toute industrie en 1949, lorsque l'armée du généralissime Chiang Kai-shek vint y chercher refuge. René Dumont s'efforce d'analyser les causes de ce « miracle » dans un ouvrage rédigé dans un style plaisant. Si cette enquête paraît souvent bâtive, elle a cependant le mérite de souligner l'une des causes majeures d'un indéniable essor : le succès de la réforme agraire, décidée autoritairement par un régime qui avait été vaincu par les armées paysannes de Mao Zedong. La politique administrative à une fin guère plus vaste que la Belgique aura suscité la formation d'un tissu économique constitué par d'innombrables PME agro-industrielles, capables de conduire à l'autosuffisance alimentaire, puis d'exporter sur le marché international. Dispositif souple, démocratie de production qui contraste avec la rigidité politique d'un « fascisme new » — le terme est de l'auteur — importé du continent.

XAVIER LUCCIONI.



numéro 44
printemps 1987/70 F

SCIENCE POLITIQUE

NOUVELLE ÉCOLE

CARL SCHMITT
1888-1985

JOSEPH ROTH
PHYSIQUE : LE « RÉEL VOILÉ »
SOCIÉTÉ DE MASSE
ET COMMUNICATION
HAENDL
J.S. BACH

Revue dirigée par Alain de Benoist
Abonnement 4 numéros 240 F
Diffusion S.E.D. B.P. 267 - 75228 Paris cedex 05

ALAIN JOXE.

Les « Mémoires imparfaites », de Pierre Naville

Par YVES FLORENNE

LE féminin pluriel montre assez que ces « mémoires imparfaites », du « temps des guerres », ne sont pas des Mémoires (masculin) au sens classique, mais bien des sursisements de la mémoire qui, par leur date, appartiennent plutôt à des précaires « temps » de paix (1). Pourtant, à l'homme qui écrit aujourd'hui, la première image que nous présente ce mémoire est datée, elle, de 15 juin 1940 : il a revu soudain l'enfant qui, vingt-trois ans plus tôt, courait contempler avec gourmandise les prisonniers allemands derrière leurs barbelés et l'aspait à l'un d'eux une injure. Il se souvient un tel trouble qu'il le confesse aussitôt en écrivant à son père, qui le lui écrit. La lettre retrouvée témoigne chez un gars de douze ans d'une étonnante précocité, dans la conscience peut-être, en tout cas dans l'écriture. Il avait pourtant une excuse : c'est l'Allemand qui, le premier, l'avait injurié ; et l'enfant n'avait guère été élevé selon le précepte, rarement observé, d'avoir à tendre l'autre joue. Donc, en juin 1940, pris dans l'ouragan radio, il se souvient, à son tour — « destin oblige ! » — à l'inférieur des barbelés. Mais sans avoir eu à quitter la France, ce qui lui sera épargné.

C'est là que nous le rencontrons, dans les pages de son « Carnet de prisonnier », qu'il n'aura, heureusement, à tenir que pendant sept mois, avant une libération météorologique. Des pages qui sont plus qu'un prétexte, ou même une interlude à d'autres écrits : quelques choses comme la base continue, obéissante, qui ramène la guerre à travers les pages capitales, qui sont une réflexion, une pensée, une mémoire insérée dans la notation de la guerre, et où reste présente une action bien différente.

AU sortir d'une enfance et d'une adolescence bourgeoise, plutôt glorieuse, à l'abri du monde militaire (non père étant Suisse et Suisse de Genève), Pierre Naville aura, sans rien des liens affectifs, la réaction naturelle d'opposition. Mais poussée fort loin : la volonté surréaliste, puis trotskiste... Il deviendra un des fondateurs de la sociologie du travail : c'est surtout celui-là qu'on connaît des générations d'étudiants, de la Libération aux années 60. La tentation d'ouvrages qu'il a publiés (le premier, *La Révolution et les intellectuels*, vingt-trois ans), font une très large place à la réflexion plus généralement politique, philosophique et même esthétique. A quoi s'ajoute une vaine autre objet d'étude, plus inattendu, d'autant qu'il est aussi objet d'une vaine passion : la stratégie militaire. Il suffit d'ailleurs de se souvenir qu'elle fascina souvent les meilleurs esprits, et les plus « civils ».

Puis, dans le tourbillon de plus grand chaos militaire après lequel tous les Waterloo sont l'ordre même, Naville, standardiste, ne sent, bien sûr, l'absence. Encore qu'il n'en ait plus l'âge. Derrière lui, au-delà de son engagement surréaliste, il a déjà quatorze années, non seulement de militance trotskiste mais de compagnonnage avec Trotsky. Il est de ce petit groupe de fidèles qui entendent le prescrit, s'emploient à protéger en vie toutes ses errances, travaillent avec lui, pour lui, et pour l'avenir ; mais ne craignent pas le débat, le désaccord, Naville en particulier. Telle est l'histoire passionnante qu'il raconte. Mais au moment où nous sommes toujours ramassés, tout cela, que la guerre a suspendu, vient de finir le 23 août, trois lignes dans un journal accablent le premier : Trotsky assassiné à Prague en 1940.

La coïncidence de cette mort et de la défaite le trouble, le questionne. Outre que c'est, jour pour jour, l'anniversaire de sa mobilisation. Il déclare alors aux siens : « La France se suicide. » C'était tout de même, quelque sans enthousiasme, et d'ailleurs en n'y croyant pas, par un reste d'homme. Le courage, la résolution, la force, c'était été d'égarer Hitler. Un an plus tôt, au moment de

l'engagement total de l'armée allemande en Pologne, il était encore temps — Kérel en a témoigné — avec évidemment une stratégie offensive mécanisée. Un mois plus tard, c'était trop tard. Pour Naville restait, avec la tâche à poursuivre, l'espoir d'un autre terme, que la guerre avait, l'instinctivement, deviné possible de ce qu'on pourrait enfin « qualifier de socialisme ». Jusqu'ici, il n'y avait que l'inqualifiable. Un substantif : le stalinisme.

Le livre poursuit donc cette alternance de présent le plus immédiat avec la mémoire : santé, sur ses gardes, avec Gide, au temps des « retours » et « retouches » d'URSS. Essai de saisir un esprit entre tous insaisissable, à commencer par lui-même. Puis Clélie. La révolution dans le langage, certes ; mais davantage encore l'attitude « politique », une prophétie d'une dévotion désespérée, désespérante : « Le peuple n'a pas d'idéal, il n'a que des besoins. C'est quoi, des besoins ? C'est que ses prisonniers reviennent, qu'il aye plus de chômage, qu'on aye la sécurité, qu'on se retrouve assés contre tout, le froid, la faim, l'insécurité, qu'on aye des vacances payées, la retraite, la commodité, la beauté et la puissance-civilité. » En un mot : la « Révolution moyenne ». Cette vision d'avenir, eh bien ! est-ce que nous n'y sommes pas ?

Mais cette trouvaille de Clélie, « le communisme laïque », stimulerait plutôt chez Naville l'optimisme d'une autre vision. Et à travers son propre pays, puisque : « La France a vu trop loin en proposant à la société un bonheur possible. Elle attend que le monde vienne à son étape. » Son optimisme est même presque sans bornes dans un texte sur le Paradis perdu : mémoire mythique, mais possibilité d'avenir.

Bergeron pour finir. Et à son propos : comparés à lui, « les existentialistes d'aujourd'hui ne sont que de pâtres barbelés ». Un mot sur Barres, dont il n'a presque rien lu. Il cite pourtant une *Volupté de la mort*, titre aussi éloigné du livre que de son vrai titre, *De Saug, de la Volupté et de la Mort*, c'est bien différent. Presque nous ne sommes au chapitre des confessions viciées, l'auteur ne nous en voudra pas de lui signaler celle-ci, la plus communément partagée : sur l'immense Conception. Presque tout le monde croit qu'il s'agit de la conception virgine de Jésus par l'opération de Saint-Esprit. Rien à voir. Il n'y a là qu'une notion, un décret purement théologique, sans la moindre implication physiologique, sexuelle : l'exception pour Marie, et pour elle seule, du péché originel. La mère charnelle de Dieu ne saurait être « incarnée » : marque de cette tâche infligée à l'humanité entière.

TOUT politique et philosophique qu'il soit, et bien fait pour que n'ait pas à être contenu la belle écriture de son auteur, ce livre est d'abord autobiographique. Aussi quelques choses d'essentiel manqueraient pour la connaissance de l'homme qui écrit, et il le livre d'ailleurs délibérément. C'est un trait capital, mais surprenant aujourd'hui ; presque suspect, par ce qu'on tiendra pour un « romantisme ». Et le comble : chez cet homme qui semble s'être borné à constater en lui un rationalisme scientifique et un athéisme en quelque sorte naturels — ce sentiment « prochain », qui s'abandonne à une expression quasi mystique dans sa simplicité. C'est de l'amour qu'il s'agit ; et qu'il « se le conçoit ses autopsies », dans un carnet de juin 40 : « une vie est le réel, combien insuffisant et faible, d'une autre dont je suis le compagnon ici-bas, qui m'importe plus que la mienne, celle de l'être qui éblouit la mienne, celle de Dostoïevski, le Miracle ». Se femme, tout bonnement. Depuis quinze ans.

(1) Pierre Naville, *Mémoires imparfaites*, la Découverte, Paris, 1987, 288 pages, 35 F.

SOCIÉTÉ

LES NOTAIRES. — Ezra N. Suleiman. * La Découverte, Paris, 1987, 238 pages, 135 F.

Comment la corporation des notaires, qui tient son pouvoir du monopole de la rédaction de certains actes que lui a concédé l'État depuis des siècles, a-t-elle réussi à passer à travers les projets de réformes de la gauche, comme à se couler dans le moule libéral ? C'est que, bien organisée et modernisée, elle sait jouer sur deux tableaux. Dénoncer la menace collectiviste et l'atteinte aux libertés lorsqu'elle craint une nationalisation et la fin de ses privilèges, s'abriter sous la bannière de l'État et sa mission de service public lorsqu'il est question d'insupprimer le monopole et d'introduire la concurrence, ce que, contre toute attente, les socialistes proposent.

Mais, au-delà d'une corporation aussi typiquement anachronique et française, ce qui intéresse Ezra N. Suleiman, professeur et chercheur américain à l'université de Princeton, et l'un des meilleurs analystes du pouvoir d'État en France, ce sont les relations qui s'établissent entre les groupes sociaux et la haute administration.

CHRISTIAN DE BRIE.

EUROPE

TECHNICAL PROGRESS AND SOVIET ECONOMIC DEVELOPMENT. — Sous la direction de Ronald Amann, Julian Cooper, Basil Blackwell. * Basil Blackwell, Oxford, 1986, 214 pages, 25 livres.

Cet ouvrage, publié à l'initiative du CRRES (Centre de recherches sur l'URSS et l'Europe de l'Est) de l'université de Birmingham, ressemble sans nul doute les experts les plus compétents en matière de développement technologique en URSS.

Parmi les neuf contributions à ce volume, les plus originales sont celles de Julian Cooper sur les productions civiles de l'industrie militaire, répondant à la question si souvent posée de la contribution de la défense au développement de l'économie civile, ainsi que les études techniques (qui, précisément, font la force du CRRES) de deux jeunes auteurs sur les microprocesseurs et micro-ordinateurs, d'une part, et sur l'industrie biotechnologique en URSS, d'autre part.

MARIE LAVIGNE.

CONTEMPORARY ITALY. — Donald Sassoon. * Longman, Londres, 1986, 276 pages, 8,95 livres.

L'auteur, professeur d'histoire à l'université de Londres, a sans doute réussi la meilleure synthèse sur l'Italie contemporaine. Les trois parties de l'ouvrage évoquent pour certains la reprise des thèmes d'une problématique marxiste qui, pour n'avoir pas toujours bonne presse, n'en reste pas moins opératoire : celle de l'infrastructure (première et deuxième parties) et celle de la superstructure (correspondant à la troisième partie intitulée « Politique »).

Le but de faire rentrer l'Italie contemporaine (1945-1985) dans de trop commodes tiroirs, le livre en dégage la singularité, celle d'un pays dans lequel le politique et son expression, les partis, ont constitué l'instance décisive. Quoi de plus normal alors que, après la chute du fascisme, les partis ont été les socs et les organisateurs de la vie civile ? Aujourd'hui, la montée du Parti socialiste, qui se veut le parti de l'alternance à la Démocratie chrétienne — et qui est plus une organisation d'occupation du ou des pouvoirs que de présence active dans la vie sociale, annonce-t-elle une plus grande annexion du social par rapport au politique ? Est-ce le modèle américain qui se profile ?

JEAN RONY.

HISTOIRE

L'EMPIRE RENAISSANT (1789-1871). — Jean Marin. * Denoël, Paris, 1987, 320 pages, 170 F.

Les éditions Denoël lancent la collection « L'aventure coloniale de la France », une double forme d'une chronologie en quatre volumes et de « Destins croisés ». Regardant un pluriel à vingt ans d'intervalle, les Français constatent que leur drapeau flottait sur quatre coins du monde en 1950, cependant qu'ils ne repèrent plus que difficilement, depuis 1970, quelques confettis de l'Empire. Pourquoi et comment cette explosion globale suivie d'une implosion sur l'Hexagone ? La collection Denoël répond à cette double interrogation. Les « Destins croisés » posent la loupe sur les lieux et les acteurs.

En 1815, après le premier traité de Paris, nous rappelle dès l'abord le premier ouvrage, *L'Empire renaissant (1789-1871)*, la France n'était plus que la cinquième puissance coloniale du monde. Battant l'estrade en Europe, elle « avait pris l'habitude de vivre sans colonies ». Sous la monarchie de Juillet, la dialectique colonie-marine conduisit Götting à la politique des « points d'appui », choix vite conforté par l'usage de la vapeur et la nécessité des dépôts de charbon. Temps des « grands voyages », de Dumont d'Urville. Le temps aussi des flots, de la prise ou de la reprise de pied aux Canaries, à la Guyane, à la Réunion, à Madagascar (Nossi-Bé), aux comptoirs des Indes, à Mayotte, en Nouvelle-Zélande, aux Philippines, au Tahiti (1842) avec des fortunes diverses. Sur la côte sud de la Méditerranée, après l'expédition d'Égypte à la fois ratée et admirable, l'affaire d'Algérie va occuper tout le siècle. Là comme ailleurs, Paris dansera d'un pied sur l'autre. Avec Napoléon III, la France va se doter de sa plus belle marine depuis Colbert. Elle toucha à tout. Parant de Saint-Louis, compteur vieux de trois siècles, l'Albatros, innovateur militaire et culturel, fait le Sénégal. Les armées occupent la Nouvelle-Calédonie et puis aussi des îles, encore des îles. Ils s'emparent de la Cochinchine puis du Cambodge et révoient au commerce français que l'Asie à la Chine n'est pas le Mékong mais le fleuve Rouge. Partout dans le monde, la III^e République légitime d'usurpateurs.

Que voilà un excès de résumé ! L'aventure est immense, le livre foisonnant. Les événements et les révolutions hors d'une France tumultueuse y sont contés, analysés sans parti pris, appuyés sur une savoureuse érudition. On croirait savoir. On apprend.

GEORGES BUIS.

Le tiers-monde à l'épreuve des avancées de la science

Par MARCEL ROCHE *

LES pays les plus développés investissent dans la recherche scientifique et technologique un pourcentage de leur produit national brut dix fois supérieur à celui des pays que l'on dit sous-développés ou, par euphémisme, « en voie de développement ». Mais encore faut-il définir ce qu'on entend par « développement » et éclaircir sa relation avec ce qu'on appelait autrefois « progrès ».

A partir de la Renaissance, lorsque les artisans constataient comment leur travail menait au perfectionnement du produit de leurs mains, apparurent des utopies, celles de Moore et de Campanella en particulier. Au dix-huitième siècle avec Condorcet et au dix-neuvième avec Renan, on en arriva à penser, d'une façon optimiste, que l'humanité tout entière s'acheminait vers une ère meilleure, plus heureuse. Au Moyen Âge, cela n'aurait pas été concevable : on était dans un monde, voulu et créé par Dieu, et dont le but — la félicité éternelle après la mort — était fixé. En fait l'idée, contraire au progrès, d'un âge d'or perdu, se faisait jour.

Naissance du « développement »

L'ESSOR de la science et de la technologie accentua l'idée que l'humanité marchait vers le bonheur. Mais deux grandes guerres, aussi bien que le colonialisme — qui fut justifié au nom du « progrès » — tempérèrent l'enthousiasme sans limites des scientifiques. Après la seconde guerre mondiale, surgit, sous l'égide des Nations unies, l'idée très proche de « développement ». En termes aristotéliens, « progrès » impliquait une « cause finale », à laquelle on ne croit plus guère, et « développement » une conversion du potentiel en actuel, un peu comme l'embryon croît et se diversifie, ou la plaque photographique exposée se « développe » sous l'effet de produits chimiques. Il s'agissait donc d'un processus de croissance et sans doute de perfectionnement, par lequel les peuples et les individus arriveraient à un niveau supérieur, souvent grâce aux instruments de la science et de la technologie. Le développement tend à réaliser les potentialités humaines. Non seulement à travers une indéniable croissance économique, mais encore d'une façon intégrale — le perfectionnement matériel global et aussi l'amélioration éducative et culturelle. Je ne conçois pas de développement qui ne mène pas à un épanouissement de toute la potentialité de la personnalité humaine. Non plus de développement qui ne s'adresse qu'à une partie des nations ou des individus, ni finalement qui puisse détruire ou diminuer l'homme ou qui ne respecte pas ses droits.

Jusqu'à quel point la science et la technologie peuvent-elles contribuer à un tel type de développement ? Jusqu'à quel point l'ont-elles fait ? Beaucoup de réussites s'inscrivent à

l'actif. Et tout d'abord l'augmentation généralisée de l'espérance de vie (quelle belle expression !). D'une vie qui est la seule dont je puisse être sûr qu'elle est réelle.

Le droit de l'homme et de la femme à une alimentation suffisante a été favorisé par la science. Exemples bien connus, les travaux de Norman Borlaug au Mexique et ceux de l'Institut du riz aux Philippines ont conduit à ce qu'il est commun d'appeler la « révolution verte » et ont permis à de grands pays sous-développés comme l'Inde d'éliminer les famines périodiques.

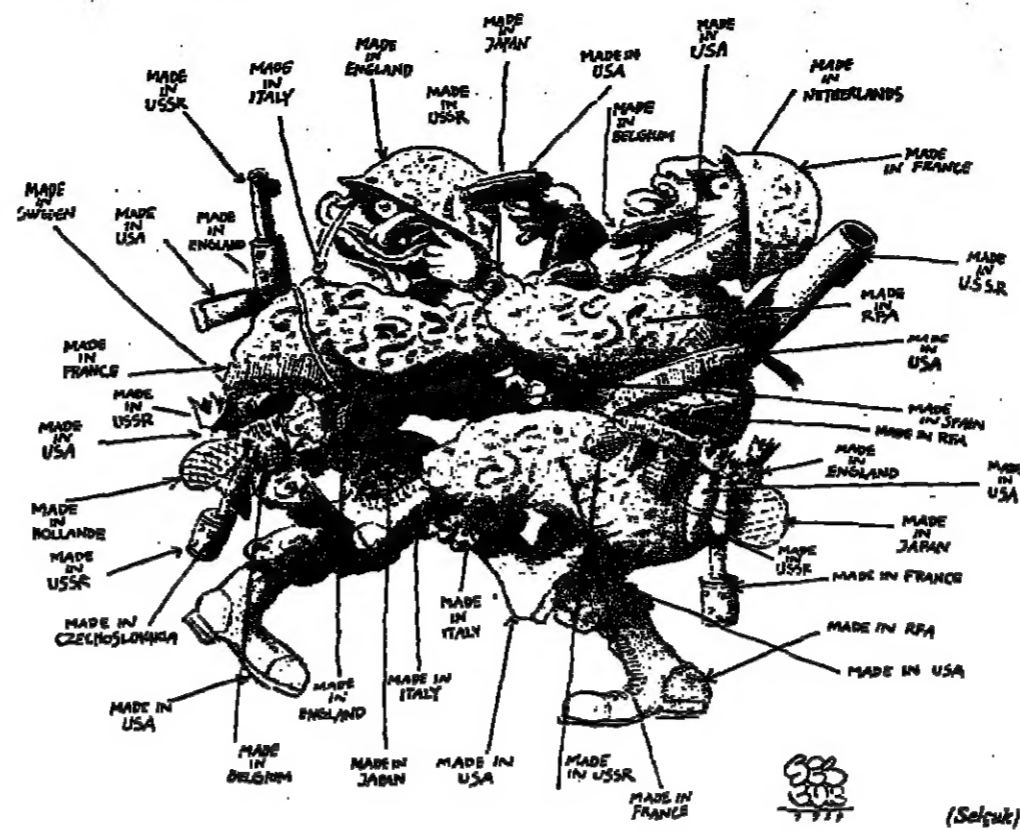
Les effets pervers

L'ÉLOGE de la science et de la technologie pour le développement n'est plus à faire, mais les choses ne sont pas si simples que cela. La science et, plus directement, la technologie sont une arme à double tranchant qu'il faut manier avec précaution et sagesse si l'on veut en utiliser les bénéfices et en éviter les excès. Excès parfois non voulus (« effets pervers », dont parle Raymond Boudon), mais parfois effets voulus par les scientifiques et les technologues eux-mêmes.

Dans cette dernière catégorie, le principal coupable est la recherche destinée à l'armement. On sait que 50 % de tous les chercheurs scientifiques et technologiques dans le monde s'occupent de recherche de guerre ou, comme on le dit pieusement, de « défense ». On estime le coût mondial de la fabrication d'armements à quelque 800 milliards de dollars par an, plus ou moins un million et demi par minute. Pratiquement toutes les nations de la terre — à l'exception plus qu'honorable du Costa-Rica — sont en train de s'armer jusqu'aux dents et orientent les « bénéfices » du « progrès » vers les armes. Il en a toujours été ainsi, mais la dimension du phénomène a changé radicalement, et maintenant l'humanité, grâce à la science et à la technologie, possède les moyens de se détruire elle-même. L'écrivain américain Kurt Vonnegut a dit d'une façon laconique (dans *Palm Sunday*) : « J'ai commencé à avoir des doutes sur la Vérité lorsqu'elle fut jetée sur Hiroshima. »

D'autres effets pervers sont non voulus. La diminution de la natalité, en particulier celle due aux maladies infectieuses, a conduit à une augmentation vertigineuse de la population, conséquence, entre autres, du sous-développement, qui menace de mener les pays pauvres à une situation d'angoisse et de crise. S'il est vrai que l'augmentation de la productivité agricole a permis de pallier les effets de beaucoup de famines, les bénéfices économiques de cette « révolution verte » sont mal distribués, le pouvoir de production et d'achat étant aussi.

La révolution électronique accroît la productivité et l'efficacité de beaucoup d'industries mais, en même temps, elle conduit à ce que l'on appelle en anglais *jobless growth* —



(une croissance sans création de nouveaux emplois). Le tiers-monde en sera le plus affecté : l'automatisation dans les pays avancés entraînera l'érosion de l'avantage comparatif dont disposent les pays sous-développés avec leurs bas salaires, et augmentera l'énorme écart de richesse entre les pays industrialisés et ceux qui ne le sont pas ou presque. Vieux problème — voir les métiers à tisser du dix-neuvième siècle — mais il est maintenant, toujours grâce à la science et à la technologie, d'une tout autre ampleur.

Les applications de la science ont multiplié les contacts entre cultures, mais elles conduisent à une fastidieuse uniformité dans les façons de vivre, à une destruction de coutumes qui ont leur valeur humaine et culturelle. Le scientifique argentin Jorge Sabato disait que le but du développement pour les nations hispano-américaines devrait être d'acquiescer la technologie sans renoncer à la sieste ! En créant de nouveaux produits, la technologie transforme non seulement l'environnement matériel et social mais aussi l'homme lui-même, et les produits de sa technologie modifient ses attitudes, l'imprègnent de nouvelles valeurs.

Les « progrès » militaires

UN des droits que mentionne la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 est celui de « participer au progrès scientifique et aux bénéfices qui en résultent ». Mais rien n'est plus mal distribué que ce droit. Vingt pour cent des pays de la terre produisent 94 % des nouvelles connaissances scientifiques et technologiques. La recherche ne peut être bénéfique sans le concours de mesures politiques, sociales, économiques qui règlent, limitent et modulent l'utilisation sans freins des nouvelles connaissances.

Et tout d'abord, il est urgent de procéder à une limitation des armements — aussi bien conventionnels que nucléaires. Bien que l'idée d'un désarmement complet soit utopique, c'est vers elle que doivent tendre tous les efforts, pour que puissent être dégagées des ressources qui seraient alors destinées au développement, notamment en investissant dans des projets multilatéraux, par exemple à travers le système des Nations unies. Rappelons simplement que le budget annuel de l'UNESCO, qui

s'occupe des secteurs clés de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication, est de l'ordre de 350 millions de dollars, soit 0,042 % des dépenses militaires du monde entier.

Il faut aussi étendre les bénéfices de la recherche scientifique et technologique à tous les hommes et à toutes les femmes, et, pour cela, il faudrait faire de la recherche active l'apanage de toute l'humanité et non pas seulement de quelques pays. Des organismes conçus par exemple sur le modèle de la Fondation internationale pour la science de Stockholm, pourraient se charger des programmes correspondants.

Tout cela requiert un immense effort et exige des mesures qui peuvent ne pas plaire à tous. Au moment de prendre ces mesures, il importe de garder le double souci de l'efficacité et de la liberté. La recherche fondamentale doit s'inscrire dans la liberté totale et la pleine ouverture de communication dans les revues spécialisées. La recherche technologique, elle, s'imbrique dans tout le tissu politique, économique et social, et elle doit être accompagnée de dispositions tendant à protéger les pays démunis de l'agression globale — sociale, culturelle, économique et politique — que représente le transfert indiscriminé de la technologie.

Les pays sous-développés, de leur côté, devraient s'efforcer d'encourager une science endogène, y compris la recherche de base, pour sa valeur éducative et culturelle, ainsi que pour ses effets multiplicateurs. La science bien faite permet aux pays sous-développés d'acquiescer la confiance dans leurs propres forces — spirituelles et matérielles — et de mettre en œuvre la science au service de tous. Cela a été très bien discerné par le Pakistanais Abdus Salam, prix Nobel de physique, qui dirige de main de maître son Institut de physique théorique à Trieste où sont favorisées les recherches les plus « pures » au bénéfice du tiers-monde.

En vieux positiviste que je suis, je crois encore fermement en la bonté de l'esprit scientifique et de ses produits. Je pense qu'étant donné sa raison et son intelligence, l'homme pourra trouver des solutions aux problèmes qui l'assiègent, comme conséquence de l'usage indu de la science.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

M. Gorbatchev et l'interdépendance des Etats, par Brian May. — Une sociologie des relations internationales, par Paul-Marie de La Gorce.

PAGES 3 à 5 :

LE PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCHE-ORIENT : La réponse palestinienne, par Alain Gresh. — Mobilisation et soulèvement dans les territoires occupés, par Jean-Paul Chagnolaud. — Mahmoud Darwish : A l'aéroport.

PAGES 6 et 7 :

AFRIQUE DU SUD : Le gouvernement Botha dans le piège de l'immobilisme, par Bekwe Mafuma. Dans les revues...

PAGES 8 à 10 :

La démocratie brésilienne à la recherche d'une politique économique, par Ignacy Sachs. — L'une des sociétés les plus inégalitaires (L.S.).

PAGE 11 :

L'île Maurice malade du trafic de la drogue, par Ian Hamel.

PAGE 12 :

Les mythes de l'autosuffisance alimentaire, par François de Ravignan.

PAGE 13 :

L'Algérie s'attaque à la mortalité infantile, par Claire Brisset.

PAGES 14 à 17 :

LES IMPÉRATIFS DE LA PROTECTION SOCIALE : Des compromis adaptés à l'esprit démocratique, par Jean-Louis Lanot. — Comment freiner la croissance des dépenses de santé ? par Jean-Paul Moatti. — La médecine « prépayée » aux Etats-Unis, un modèle à suivre ? (J.-P. M. et J.-L. L.). — La peau de chagrin du système public après six ans de réagisme, par Catherine Smadja et Philippe Froguel.

PAGE 18 :

Comment la haute technologie américaine perd sa suprématie, par Christian de Brie.

PAGE 19 :

Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel, suite de l'article de Bernard Cassen.

PAGES 20 à 22 :

DES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE : Pensée sans objet, société sans projet ? suite de l'article de Claude Julien. — La bifurcation, par Albert Jacquard. — L'exigence de lucidité, par Jean-Claude Pecker.

PAGE 23 :

Le minitel, outil de connaissance ou facteur de perversion ? par Denis Périer-Daville.

PAGE 24 :

Le cinéma québécois à l'heure de la « restauration tranquille », par Ignacio Ramonet.

PAGE 25 :

« Les Rêves de la louve », par Tchinguiz Altanov (extraits).

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : les « Mémoires imparfaites » de Pierre Naville, par Yves Florenne. — « Mémoires de l'aube », de Gérard Khoury, par Samir Kassir. — « Une saison d'anomie », de Wole Soyinka, par Christina Davis.

Le Monde diplomatique du mois de mai 1987 a été tiré à 131 700 exemplaires.

Juin 1987

Le monde diplomatique du mois de mai 1987 a été tiré à 131 700 exemplaires.

ALGÉRIE 1988 :

LIBERTÉ, ÉCART

Vingt-cinq ans après la révolution algérienne, la démocratie politique, la démocratie économique, les deux algériens M. Chabbi et Paul Balta témoignent sur le dossier spécial.

DIOUT DU SÉNÉGAL

DÉMOCRATIE

Le président Diouf révoque des élections. Il parle du Sahara, des Libanais. Une interview réalisée par...

MAROC-USA :

À GÉOMÉTRIE VARIÉE

Pourquoi les relations entre le Maroc et les États-Unis évoluent-elles ? Leur étendue ? Quelle est l'étude de Mustapha...

SYRIE ET IRAN :

DU FACE-À-FACE

Un sommet à Téhéran. Soudan Hussein à Bagdad. Roudot révèle les dessous de la révolution iranienne et analyse l'évolution du pays.

Abonnement 1987